



HAL
open science

La Chine et le monde

Chloé Maurel

► **To cite this version:**

| Chloé Maurel. La Chine et le monde. 126 p., 2008, 978-2-7590-0465-2. hal-03703724

HAL Id: hal-03703724

<https://hal.science/hal-03703724v1>

Submitted on 24 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chloé Maurel

La Chine et le monde

Editions Studyrama, Paris, 2008

Sommaire

- 1) Un territoire immense et une civilisation millénaire.**
- 2) Une croissance économique fulgurante.**
- 3) La société chinoise actuelle, de restructurations en métamorphoses.**
- 4) Les ambitions internationales de la Chine, concurrente de l'Occident.**
- 5) La Chine et l'Asie.**
- 6) La pénétration croissante de la Chine en Afrique.**
- 7) Énergie, ressources naturelles et environnement : des enjeux cruciaux.**
- 8) La civilisation chinoise dans le monde actuel.**

1) Un territoire immense et une civilisation millénaire.

1. Géographie et peuplement.

Un des plus vastes pays du monde.

Avec 9,6 millions de kilomètres carrés, la Chine est le 3^e pays le plus vaste du monde, après la Russie et le Canada. Ce territoire immense se divise en plusieurs espaces climatiques. Au nord, c'est la Chine des plaines continentales, froides, caractérisées par culture du blé, du maïs et du soja. Au sud et à l'est, le paysage est composé de collines, de plateaux humides, de larges deltas fertiles et anciennement très peuplés, caractérisés par la culture du riz (l'ancien Cathay visité par Marco Polo). Enfin, à l'ouest, on trouve les confins arides, les marges peu peuplées, consacrées traditionnellement à l'élevage. Trois grands fleuves parcourent le pays d'ouest en est : le Chang Jiang, (appelé aussi Yangzi Jiang, « fleuve bleu », ou anciennement Yang-tsé), plus long fleuve d'Asie avec 6300 kilomètres et troisième plus long fleuve du monde après l'Amazone et le Nil ; le « fleuve jaune », Huang He ; et plus au sud le Xijiang.

Près de 20% de l'humanité.

Les Chinois sont 1,3 milliard, ce qui représente près de 20% de l'humanité. Ce poids démographique de la Chine dans le monde, énorme, a cependant beaucoup diminué depuis un siècle et demi, notamment sous l'effet des rigoureuses politiques antinatalistes menées depuis une trentaine d'années : en 1850 la population chinoise représentait 38% de la population mondiale.

La géographie humaine de la Chine est marquée depuis très longtemps par une dissymétrie entre la moitié ouest du pays, peu peuplée, avec des densités de population parfois inférieures à 10 habitants par kilomètre carré (Tibet, Qinghai, Xinjiang), et une Chine orientale massivement peuplée, qui accueille 80% de la population chinoise, avec des densités énormes, dépassant souvent par endroits 800 habitants par kilomètre carré. Entre les deux, on trouve des domaines « intermédiaires » (Mongolie, Ningxia, Gansu, Yunnan) où les densités sont comprises entre 25 et 60 habitants par kilomètre carré.

La population chinoise est répartie selon six ensembles géographiques :

- la grande plaine du Nord : plus de 200 millions d'habitants sur 400 000 km² ;
- le bassin moyen du Chang Jiang : environ 100 millions d'habitants sur 200 000 km² ;
- le « bassin rouge » du Sichuan : environ 90 millions d'habitants sur 200 000 km² ;
- les plaines du bas Chang Jiang : environ 80 millions d'habitants sur 60 000 km² ;

- la plaine du Liaoshe, au nord-est : environ 35 millions d'habitants sur quelque 60 000 km² ;
- le delta du Zhujiang (Canton) : environ 20 millions d'habitants sur 12 000 km².

Une mosaïque de peuples.

La Chine est un pays multiethnique. Elle compte un peuple ultra-majoritaire, les Han (91% de la population) et de nombreux peuples minoritaires. Appelés « minorités nationales », ils totalisent quelque 100 millions de personnes relevant de cinquante-cinq « nationalités ». Ils sont répartis de manière asymétrique dans le pays : 80% d'entre eux vivent dans la Chine intérieure. Les principaux sont :

- au Nord : les populations mongoles (plus de 4 millions) et mandchoues,
- au Nord aussi : des Huis (8,6 millions)
- au Nord-est : des Chinois d'origine coréenne,
- à l'Ouest (Xinjiang) : des Ouïgours (6 millions), Kazakhs (1 million), Kirghiz, populations turcophones et musulmanes,
- au Sud : des populations d'origine thaïe (plus de 18 millions, comme les Zhuang, les Dong, les Nu, les Shan) et khmère,
- au Sud-ouest : des Tibétains, notamment dans la vallée du Yarlungzangbo (Brahmapoutre supérieur), qui constitue le berceau de la civilisation tibétaine et où vivent plus d'un million de Tibétains, agriculteurs et éleveurs.
- au Sud-ouest aussi : une complexe mosaïque ethnique : Miao-Yao (9,5 millions), Austro-Asiatiques, Tibéto-Birmans, Thaïs, dans les provinces du Guizhou, du Guangxi, et du Yunnan, cette dernière province comptant à elle seule 24 « nationalités » différentes.

Le principe d'autonomie régionale instauré à la suite de la mise en place de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, a abouti à un dispositif administratif territorial spécifique constitué de cinq régions autonomes (Mongolie, Xinjiang, Ningxia, Guangxi, Tibet) à l'échelon de la province, et, à un échelon plus réduit, de 38 départements autonomes et de 171 districts autonomes. En outre, le gouvernement central comporte une Commission d'Etat des Affaires ethniques. Toutefois, cette autonomie régionale est très limitée par un fort centralisme étatique.

2. Une société prestigieuse au développement ancien.

Au plus fort de sa puissance, du XIe au XVIIIe siècle, la Chine a possédé la plus grande flotte du monde, disposé d'une avance économique et technologique, sans jamais avoir détruit d'autres

peuples ou civilisations, contrairement aux Européens. Vers le milieu du XVIII^e siècle, l'Inde et la Chine dominaient l'économie mondiale, l'Asie était la plus importante zone manufacturière du monde, et la Chine avait une productivité record dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, notamment textile, du transport et du commerce. Selon l'historien Paul Bairoch, à cette époque la part de la production manufacturière de la Chine dans le monde était supérieure à celle de l'Europe (32,8% contre 23%). A cette date, l'Asie représentait 70% du commerce mondial et était à la source de près de 80% du PNB du monde. Puis, avec la révolution industrielle européenne et l'essor de la colonisation, la Chine a perdu cette prépondérance économique.

La Chine dans le monde au fil de l'histoire : grandeur et décadence.

Après une longue période de rayonnement de la dynastie Tang (618-907) à la dynastie Ming (1363-1644), et même au début de la dynastie Qing, jusqu'au XVIII^e siècle, période durant laquelle l'« Empire du Milieu » en imposait au monde entier par sa supériorité économique, scientifique, culturelle, artistique, la Chine a connu un net déclin. L'empire Qing, très étendu vers 1850, est ensuite rapidement démantelé : de vastes territoires dans le nord (l'île de Sakhaline, le territoire de l'Amour, la Province maritime) ainsi que la zone la plus à l'ouest, en Asie centrale, doivent être cédés à la Russie. Celle-ci étend en outre son influence sur la Mandchourie et le Turkestan oriental (aujourd'hui Xinjiang).

A la suite des deux « guerres de l'opium », de 1839 à 1842 et de 1856 à 1860, la Chine est contrainte d'accepter les « traités inégaux » que lui imposent les puissances européennes, et notamment la mise en place de plusieurs comptoirs européens sur son territoire : les Russes s'implantent à Port-Arthur, les Allemands à Qingdao, les Britanniques à Hong-Kong, les Portugais à Macao.

A la fin du XIX^e siècle, la Chine perd la Corée, ainsi que Formose (Taïwan). La Grande-Bretagne étend sa sphère d'influence sur une grande partie de la moitié sud-est du pays, et la France sur une autre zone située dans le sud. Puis, en 1911-1912, à la chute de l'empire Qing, la Mongolie et le Tibet obtiennent leur autonomie. Au début du XX^e siècle, la Chine se retrouve donc démembrée et très affaiblie.

Cette perte de vitesse se poursuit dans la première partie du XX^e siècle : de 1937 à 1942, le Japon conquiert une grande partie de la Chine littorale, notamment les grandes villes de Canton, Shanghai, Pékin. Ce n'est que sous l'impulsion du Parti communiste chinois que le territoire national est progressivement reconquis par la lutte, entre 1945 et 1950.

Chine/Afrique : des relations anciennes mais changeantes.

Les Chinois ont eu très tôt des contacts avec l’Afrique : dès Xe siècle avant notre ère, l’Égypte et la Chine ont noué des relations commerciales, puis du IVe au XIVe siècle, des expéditions maritimes fréquentes se sont développées dans le cadre du commerce mondial d’esclaves. L’islam a commencé à se répandre en Chine au VIIe siècle, sous la dynastie Sui. Au Xe siècle, l’émigration chinoise à destination de la côte Est de l’Afrique a connu un fort développement, surtout en provenance des provinces méridionales de la Chine (Fujian, Guangdong et Hainan). Les expéditions maritimes menant des Chinois vers les côtes orientales de l’Afrique se sont multipliées sous la dynastie Ming (1368-1644). C’est pendant cette période que le navigateur chinois Zheng He a rapporté de ses voyages en Afrique girafes et zèbres. Toutefois, la participation de la Chine aux grands circuits commerciaux liés à l’Afrique a peu duré : l’invasion mandchoue, et la limitation autoritaire de l’émigration par le pouvoir y ont rapidement mis fin. Cela n’a pas empêché un déplacement massif de Chinois vers l’océan Indien et les côtes africaines, où ils ont employés par milliers dans les mines, les plantations et sur les grands chantiers. A partir de 1865, l’utilisation de ces coolies s’est beaucoup accrue, du fait de l’abolition de l’esclavage. Ainsi un grand nombre de Chinois ont alors travaillé sur de grands chantiers en Afrique, comme celui du canal de Suez. En revanche, dans la première moitié du XXe siècle, les liens de la Chine avec l’Afrique se sont distendus. Ce n’est qu’à partir de l’accession au pouvoir du Parti communiste chinois en 1949 que la Chine a renoué des relations étroites avec l’Afrique.

3. Vingt-cinq ans de communisme maoïste.

La Chine sous Mao :

1949 : victoire du PCC, proclamation de la RPC. Tchang Kai-chek se réfugie dans l’île de Taïwan avec les forces armées du Guomindang, et proclame Taïpei capitale provisoire de la République de Chine.

1953 : lancement du premier Plan quinquennal

1954 : vote de la Constitution de la RPC.

1957 : Campagne des « Cent Fleurs » : explosion de la contestation populaire, puis répression impitoyable par le pouvoir.

1958 : lancement du « Grand Bond en avant ». Slogan : « Rattraper l’Angleterre en quinze ans ». Résultats désastreux. Abandon officiel en 1962.

1959-1962 : terrible famine : 20 à 50 millions de Chinois meurent de faim.

1966 : la « Révolution culturelle » met le pays au bord de la guerre civile. Les étudiants deviennent les « gardes rouges » de la révolution, et organisent des expéditions punitives dans tout le pays.

Destructions de nombreux témoignages du patrimoine historique et culturel. Attaques contre les intellectuels.

Avril 1976 : mort de Mao. Lutte pour sa succession.

D'importantes migrations internes pendant la période communiste (1949-1980).

Depuis la mise en place de la République populaire de Chine, en 1949, le pouvoir a organisé un important mouvement de migrations internes, afin de rééquilibrer la répartition de la population dans le pays : il s'agissait d'aplanir le fossé entre les foyers surpeuplés de la Chine littorale et les espaces quasiment vides de l'ouest, et le fossé villes/campagnes.

Des flux gigantesques, de quelque 30 millions de personnes, ont donc été autoritairement dirigés vers les espaces périphériques comme ceux du Heilongjiang, de Mongolie, du Qinghai et du Xinjiang. Dans ces zones pionnières, les nouveaux arrivants ont été souvent organisés en fermes d'Etat. Quant aux migrations entre villes et campagnes, elles aussi contraintes et forcées, elles ont été déclenchées souvent de manière incohérente et ont souvent eu des conséquences dramatiques. Environ 20 millions de ruraux auraient gagné les villes au cours de la période d'industrialisation des années 1950. Puis pendant la période du « Grand Bond en avant », de 1958 à 1960, des mouvements massifs de population ont été déclenchés dans les deux sens, aboutissant à une catastrophe économique et à des dégâts humains considérables. Ensuite, à la fin des années 1960, après la « Révolution culturelle », 15 à 20 millions de jeunes urbains, souvent étudiants, sont déportés dans les campagnes, avec interdiction d'en sortir, contraints de travailler la terre. La politique de réformes menée à partir de 1978 a abouti dans les années qui ont suivi à des retours massifs vers les villes.

Depuis les années 1980, la décollectivisation de l'agriculture, qui a libéré des dizaines de millions de paysans, et qui a permis une relative liberté de circulation, a eu pour conséquence un exode rural d'une ampleur sans précédent en RPC. Ce mouvement a eu pour corollaire une urbanisation accélérée de la façade orientale du pays. Ainsi, au cours des années 1980, environ 50 millions de migrants se dirigent des campagnes vers la façade littorale urbanisée. A la fin des années 1990, ils sont quelque 100 millions, soit environ le double du total migratoire du monde rural vers le monde urbain évalué entre 1950 et le début des années 1980.

La RPC dans les relations internationales pendant l'ère maoïste :

1^{er} octobre 1949: proclamation de la République populaire de Chine (RPC) par Mao Zedong.

1950-53: guerre de Corée.

1951 : les Etats-Unis entament un blocus contre la Chine.

1958 : bombardement des îles Quemoy et Matsu par la RPC, suivi d'une interposition de la flotte américaine dans le détroit de Taïwan.

1960 : rupture de la RPC avec son ancien allié l'URSS.

1964 : la France reconnaît officiellement la RPC.

1971: fin de l'embargo américain sur le commerce avec la Chine et visites secrètes à Pékin d'Henri Kissinger, alors conseiller à la Défense nationale des Etats-Unis.

1971: accession de la RPC au siège de la Chine à l'ONU.

Février 1972: visite historique du Président américain Nixon à Pékin et rencontre avec Mao : première visite d'un président américain en RPC.

Janvier 1979 : la Chine et les Etats-Unis établissent officiellement des relations diplomatiques.

RPC et URSS : des relations complexes et conflictuelles.

En 1960, c'est la rupture entre l'URSS et la Chine. Les deux alliés politiques se heurtent à une divergence de taille dans leur conception des relations internationales : tandis que la Chine souhaite ardemment que le bloc communiste soutienne et encourage des insurrections anti-impérialistes et pro-communistes dans le plus grand nombre de pays du Tiers Monde possible, l'URSS en revanche préfère se placer en retrait de ces combats lointains et se consacrer à développer une image de pays pacifique et raisonnable, dans le cadre de la « coexistence pacifique ».

La RPC, championne du Tiers Monde.

La conférence de Bandung, en avril 1955, à laquelle participe la Chine, par la personne du Premier ministre Chou En-Lai, lui permet de se présenter comme le leader des pays du Tiers Monde, et de promouvoir le non-alignement. Cette réunion de 29 pays « afro-asiatiques » permet à la RPC en particulier de nouer des liens avec le continent africain.

Dans les années suivantes, la RPC apporte un soutien, diplomatique et matériel, à plusieurs pays d'Afrique en lutte contre la domination coloniale. La RPC noue également des liens étroits avec l'Egypte, soutenant Nasser dans sa nationalisation du Canal de Suez en 1956. La même année, l'Egypte reconnaît officiellement la RPC. Pendant la guerre d'Algérie, la RPC soutient le FLN, notamment par une aide militaire, et entretient des contacts réguliers avec les leaders indépendantistes algériens. Le 30 mars 1958, le gouvernement chinois organise une Journée de soutien à l'Algérie, puis, en 1959, une Semaine de soutien à l'Algérie. Le soutien de la RPC aux indépendantistes algériens était lié à l'espoir de la RPC que le conflit algérien s'internationalise et permette une extension des luttes anticolonialistes à tout le continent africain, luttes dont Pékin espérait devenir le leader. Cependant, après l'indépendance de l'Algérie, le nouveau gouvernement de l'Algérie indépendante, dirigé par Ben Bella, développe un lien privilégié avec l'URSS de

préférence à la RPC, ce qui provoque la déception de la Chine. Cette évolution est représentative de ce qui se passe dans plusieurs Etats africains dans ces années : après la rupture entre la RPC et l'URSS, plusieurs pays d'Afrique choisissent de se mettre derrière l'URSS.

La Chine réclame, mais en vain, l'organisation d'un « nouveau Bandoung », grande conférence où elle apparaîtrait à nouveau comme le leader du Tiers Monde. A défaut, elle s'efforce de répandre ses convictions lors des diverses rencontres internationales de pays du Tiers Monde, comme la 3^e conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques (AAPSO), tenue à Moshi (Tanganyika) en février 1963. Mais elle n'y parvient pas vraiment à imposer ses vues. A la conférence suivante de l'AAPSO, tenue à Nicosie en septembre 1963, les divergences et la rivalité entre la Chine et l'Inde transparaissent clairement et affaiblissent la position de la Chine. Pour réagir et faire regagner à la Chine une influence en Afrique, le Premier ministre chinois, Chou En-Lai, effectue un grand voyage en Afrique entre décembre 1963 et février 1964. Il visite les dix pays d'Afrique avec lesquels la RPC entretient alors des relations diplomatiques. A Accra, Chou En-Lai énonce huit principes qui vont dès lors régir les relations sino-africaines, notamment l'égalité entre Chinois et Africains, le respect de la souveraineté des pays receveurs d'aide, l'attribution de celle-ci sous la forme de prêts sans intérêt ou bonifiés, l'aide à l'autosuffisance, le lancement de projets demandant peu d'investissements. Il développe aussi l'idée de « solidarité afro-asiatique contre l'impérialisme », titre du volume dans lequel les discours qu'il a prononcés en Afrique ont été regroupés. Malgré tous ces efforts diplomatiques et malgré une importante assistance technologique et sanitaires apportée au Tiers Monde (des milliers d'ingénieurs agronomes et de « médecins aux pieds nus » chinois envoyés en Afrique), la Chine, dans la seconde moitié des années 1960, empêtrée dans le désastre de sa « Révolution culturelle », et devenue de plus en plus virulente contre l'URSS, perd une partie de sa popularité dans le Tiers Monde, et, tout en continuant à soutenir les mouvements de guérilla en lutte contre le colonialisme, s'isole sur la scène internationale.

4. Les réformes depuis 1978.

Après la mort de Mao en 1976 puis une période de luttes pour sa succession, Hua Guofeng lui succède, puis Deng Xiaoping. Celui-ci lance à partir de 1978 d'importantes réformes, fondées sur le slogan des « Quatre modernisations » : agriculture, industrie, défense nationale, sciences et techniques. Proposant l'idée « un pays, deux systèmes » (socialiste et capitaliste), il met en place un « socialisme de marché », il ouvre la Chine aux investissements étrangers et met en place en 1980 quatre « zones économiques spéciales » (ZES), enclaves de capitalisme déréglementé au sein d'un pays encore communiste. Comportant des conditions très incitatives pour les entreprises, comme

des mesures de réduction fiscales (impôts, charges sociales, droits de douane) ou des aides directes à l'installation, ces zones visent à attirer des investisseurs étrangers, notamment occidentaux. Ces quatre premières ZES ont eu une importance historique dans le décollage économique de la Chine qui s'est produit à partir de cette date. Toutes quatre sont situées dans deux provinces du Sud, le Guangdong (Shantou, Shenzhen, Zhuhai) et le Fujian (Xiamen).

La plus impressionnante de ces quatre premières ZES, par son développement phénoménal, est Shenzhen : à l'origine simple village, elle a bénéficié d'une croissance spectaculaire due à sa proximité avec Hong Kong, dont elle est devenue une interface privilégiée. En moins de vingt ans, elle est devenue une grande ville moderne de 10 millions d'habitants. Celle de Zhuhai a également bénéficié d'un remarquable développement, grâce à sa proximité avec Macao.

En avril 1984, quatorze villes côtières sont ouvertes à leur tour aux investissements étrangers, et, en janvier 1985, trois régions sont ouvertes à leur tour : le delta du Chang Jiang, le littoral méridional de Fujian, le delta de la rivière des Perles (région de Canton). En 1988, la grande île de Hainan devient à la fois province à part entière (elle était jusque-là rattachée à la province du Guangdong) et Z.E.S. Parmi les plus récentes, celle de Pudong, créée en 1990, s'est développée rapidement grâce au contact de Shanghai. Ainsi, au fil des années, les ZES se sont multipliées. Le pays en compte aujourd'hui quinze.

Outre la mise en place des ZES, Deng Xiaoping a entrepris dans les années 1980 la décollectivisation de l'agriculture, visant à redonner aux paysans l'usufruit de la terre. Les communes populaires sont démantelées et l'Etat organise le retour à l'exploitation familiale des terres, ainsi que la libéralisation de la production. Le niveau de vie des populations rurales s'améliore alors, et leur consommation augmente.

Dans les autres secteurs, des stimulants monétaires sont introduits, ce qui augmente les marges de responsabilité dans la gestion des entreprises publiques.

De 1984 à 1989, le gouvernement abandonne les méthodes autoritaires de la planification, et introduit à la place des mécanismes décentralisés, qui transfèrent une partie de la gestion publique aux régions et accordent une place plus grande au marché, en mettant en place un dualisme de prix. Cependant, ces transformations s'accompagnent d'importants trafics, de corruption et d'une forte inflation. Ces dysfonctionnements sont un des éléments expliquant les manifestations de la place Tian'anmen en juin 1989. Après la répression de ces manifestations, les réformes sont gelées jusqu'en 1991.

A partir de 1992, une nouvelle phase de changements est lancée, portant plus spécifiquement sur les transformations de la propriété publique, l'extension du secteur privé, l'ouverture au commerce mondial, et le recours aux investissements directs à l'étranger (IDE). On assiste dans ces années à l'implantation de mécanismes et d'institutions de marché, bien que la protection de l'économie par

l'Etat reste importante. A partir de 1995, face à l'accroissement inquiétant de la corruption, consécutif du fort développement économique du pays, le Président Jiang Zemin s'efforce de traquer la corruption, et d'assainir l'économie du pays, sans y parvenir réellement toutefois.

L'évolution de la Chine depuis 1978.

1978: établissement de relations diplomatiques officielles entre la Chine et les Etats-Unis.

1978 : début de la politique démographique de « l'enfant unique ».

1979: reconnaissance officielle de la RPC par les Etats-Unis et voyage de Deng Xiaoping aux Etats-Unis.

1979: vote du *Taiwan Relations Act* par le Congrès américain.

1980 : création des premières Zones économiques spéciales (ZES).

1989: répression de la place Tian'anmen à Pékin.

1994: instauration d'un taux de change unique: 8,28 yuans pour 1 dollar des Etats-Unis.

Mars 1993 : élection du Président Jiang Zemin.

Février 1997 : mort de Deng Xiaoping,

Mars 2003 : élection du Président Hu Jintao. Au poste de Premier ministre, Wen Jiabao succède à Zhu Rongji.

Septembre 2004 : Hu Jintao devient également chef de la Commission militaire centrale.

Tiananmen 1989.

En tapant ces mots sur un moteur de recherches chinois en ligne, impossible d'obtenir des informations ni des photographies de la répression massive des manifestations étudiantes, et pour partie ouvrières, qui se sont déroulées à Pékin sur la place Tiananmen le 4 juin 1989. Même en affinant la recherche, il est impossible de trouver quoi que ce soit à ce sujet : la censure règne, même sur Google Chine, qui a dû accepter de se soumettre à la censure afin d'être autorisé à fonctionner en Chine. La même censure touche les journaux et la télévision, même les chaînes étrangères comme TV5, où un écran noir apparaît lorsque des reportages abordent cet événement. Cette censure sans appel, qui concerne aussi d'autres aspects de l'histoire du pays et de sa vie politique récente, pèse sur la société et crée un malaise. Les choses évoluent, mais avec une extrême lenteur : ainsi, le massacre de Tiananmen est maintenant traité à l'université de Qinhua (Pékin), lors de cours sur l'histoire des mouvements sociaux.

Des bouleversements sociaux accélérés depuis trente ans.

Sur le plan social, le gouvernement a également lancé la politique de « l'enfant unique », limitant le nombre d'enfants par foyer à un seul. Cette mesure draconienne, appliquée de manière coercitive

(plus de manière assouplie depuis 1999), a obtenu les résultats escomptés : la croissance démographique a été contenue et la Chine s'est acheminée vers l'autosuffisance alimentaire, qu'elle a réussi à atteindre en 1995, sous l'effet conjoint de la politique de limitation des naissances et de la « révolution verte » mise en œuvre sur le modèle de l'Inde.

Ces transformations sociales, ainsi que les réformes économiques entreprises sous l'ère Deng Xiaoping, ont entraîné une élévation du niveau de vie moyen dans les années 1980. De 1950 à 1980, l'espérance de vie est passée de 40 à 66 ans, et le taux de mortalité infantile est passé de 175 pour mille à 40 pour mille. Cependant, à partir des années 1990, on constate parallèlement une importante dégradation des conditions de vie pour une portion croissante de la population. Ce phénomène est lié au démantèlement du service public, du système de sécurité sociale et de celui des prestations sociales, c'est-à-dire de toutes les garanties sociales qu'offrait le système communiste. Ainsi, depuis les années 1990, les inégalités n'ont cessé de se creuser. L'amélioration parfois fulgurante du niveau de vie d'une minorité d'entrepreneurs, chefs d'entreprises, commerçants, hommes d'affaires, s'accompagne d'une préoccupante dégradation de la situation de millions de Chinois.

Depuis 1978 : une métamorphose géographique impressionnante.

Alors que Mao diabolisait la croissance urbaine et s'efforçait d'empêcher l'exode rural afin de limiter la croissance des villes, on assiste depuis le début de la « politique d'ouverture » à une véritable explosion urbaine, surtout sur la façade littorale. Près de 100 millions de ruraux ont été libérés de l'agriculture par la décollectivisation, ce qui a provoqué un déferlement en direction des grandes villes de la côte. La stratégie économique adoptée par le pouvoir a fait des neuf provinces côtières le point d'appui du développement économique du pays, en particulier les trois provinces méridionales du Guangdong, du Fujian et de Hainan, fers de lance de la croissance économique chinoise. Autour de Shanghai, comme autour de Hong-Kong, de gigantesques zones urbanisées le long du littoral ont formé des mégalo-poles ultra-modernes. Les trois provinces du Nord-Est, le Liaoning, le Jilin et le Heilongjiang, les plus anciennement urbanisées (héritage de la longue présence japonaise entre 1905 et 1945), ont contribué à ce développement économique impulsé par les aires urbaines.

Cette « stratégie littorale », qui a permis à la Chine d'atteindre des taux de croissance à deux chiffres dans les années 1980, a toutefois montré ses limites à partir des années 1990 : les questions du transport et de l'énergie, les problèmes de logement, de pollution, d'environnement, constituent des goulets d'étranglement, qui ne cessent de se resserrer.

Par ailleurs, l'ancienne dissymétrie villes-campagnes a perduré. La population urbaine est concentrée dans quelques grandes et très grandes villes, tandis que les villes petites et moyennes ne

connaissent pas le même dynamisme. C'est le cas des bourgs (*zhen*), après avoir joué un rôle non négligeable d'interface villes-campagnes pendant la période maoïste, étant destinés à amortir l'exode rural par la création d'emplois selon le principe « *litu bu lixiang* » (« quitter la terre sans quitter la campagne »), ils rassemblent aujourd'hui environ 30% de la population urbaine (parmi laquelle en fait près d'un tiers travaille dans le secteur agricole) mais stagnent, n'ayant pas réellement bénéficié de la croissance urbaine spectaculaire qu'ont connu les villes de la côte. Les campagnes chinoises comptent encore aujourd'hui les deux tiers de la population du pays, même si cette proportion est en évolution rapide et pourrait s'inverser d'ici quelques années.

Des évolutions accélérées dans l'aménagement du territoire.

A partir des années 1950, l'Etat a mis l'accent sur le développement des transports ferroviaires : ainsi, de 20 000 kilomètres de lignes dans les années 1950, le pays est passé à 54 000 kilomètres de lignes au début des années 1990. Depuis l'« ouverture » menée par Deng Xiaoping, la construction ferroviaire a été grandement stimulée, en particulier grâce à des prêts de plusieurs milliards de dollars consentis essentiellement par la Banque mondiale et le Japon. Dans les années 1990, la Chine a confié à Alcatel Alsthom France le renouvellement de son parc de locomotives diesel et électriques.

En outre, à partir des années 1980, l'Etat central s'est efforcé d'améliorer le réseau routier du pays, créant en 1984 un réseau d'autoroutes, qui totalise 2000 kilomètres dix ans plus tard, et lançant la construction d'une vingtaine de nouveaux axes routiers (soit plus de 3000 kilomètres de routes) dans les années 1990, afin de rationaliser et de sécuriser un réseau routier qui est alors le plus dangereux du monde, avec environ 50 000 morts par an malgré une vitesse moyenne de seulement 50 km/heure. Les transports aériens ont également bénéficié d'un important effort depuis l'ouverture du pays. Enfin, les infrastructures portuaires ont connu des transformations souvent spectaculaires : ainsi, la modernisation de Shanghai, plus grand port chinois, a permis à la flotte chinoise de se placer au deuxième rang en Asie dès les années 1990.

2) Une croissance économique fulgurante.

Dans les 25 dernières années, le PIB chinois a été multiplié par plus de 10. La Chine a maintenant dépassé le Royaume-Uni et est passée du 7^e au 4^e rang mondial, en ce qui concerne le PIB, derrière les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, et juste devant la France. Avec un PNB de 2 642 milliards de dollars en 2007, elle s'affirme sur la scène économique internationale, ayant finalement réussi en décembre 2001 à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après quinze ans de discussions, ainsi qu'à la Banque mondiale, à la même date.

Comment cette croissance économique phénoménale a-t-elle pu se réaliser en un temps relativement court ? Quelles sont les caractéristiques de l'économie chinoise aujourd'hui ? Quels sont ses principaux défis pour l'avenir ?

1. Les étapes d'une transformation économique impressionnante.

Des mesures prises par le pouvoir.

La Chine n'a pas connu les 2 révolutions industrielles des XIX^e et XX^e siècles. Elle a connu un rattrapage phénoménal depuis un quart de siècle. De l'excédent commercial de l'ère maoïste, la Chine est passée avec son « ouverture économique » à un déficit de la balance commerciale de 2 milliards de dollars en 1979 et 12 milliards en 1986, année record du déficit commercial. Depuis lors, avec le plein développement des zones économiques spéciales (Z.E.S.) et de leurs exportations, l'écart s'est progressivement réduit pour s'inverser : aujourd'hui excédent de 177 millions de dollars en 2006. L'essor du commerce extérieur chinois a été notablement facilité par d'importantes réformes structurelles avec, notamment, la création, en 1979, de la C.I.T.I.C. (Compagnie chinoise de crédit et d'investissements internationaux), qui a conseillé les sociétés étrangères désirant exporter ou investir en Chine

En 1987, lors du XIII^e congrès du parti communiste chinois (PCC), Deng Xiaoping a théorisé ainsi la conversion du pays aux lois du marché : « La planification et le marché ne constituent pas les différences essentielles entre le socialisme et le capitalisme. Une économie planifiée ne définit pas le socialisme puisqu'il y a de la planification dans le capitalisme ; l'économie de marché existe dans le socialisme. Planification et marché sont donc deux façons de contrôler l'activité économique. »

En septembre 1997, au XV^e Congrès du Parti communiste, le Président Jiang Zemin annonce la privatisation des entreprises d'État et la relance des réformes économiques destinées à faire face à la concurrence internationale, notamment en vue de préparer la convertibilité du yuan.

En mars 1998, la nomination du nouveau Premier ministre, Zhu Rongji, technocrate réformateur,

qui a été à l'origine des réformes économiques entreprises dans les années précédentes, accentue le passage du pays à l'économie capitaliste. Il poursuit la privatisation des entreprises d'État, le renforcement de la Banque centrale, la réduction de la dette publique, le développement des travaux publics et des industries de pointe. Cette politique permet une réduction sensible de l'inflation mais entraîne un grave accroissement des inégalités et de la pauvreté. En 1999, un amendement apporté à la Constitution chinoise reconnaît officiellement le secteur privé, dans le cadre d'une économie « socialiste de marché ». Dans le même temps, la Chine est touchée de plein fouet par la crise financière asiatique, à cause de la chute des exportations et à cause des nombreuses faillites bancaires.

En novembre 2002, le Président Jiang Zemin, dans son discours d'ouverture du XVI^e Congrès du Parti communiste, fait l'éloge du rôle joué par les « couches sociales avancées », et notamment des entrepreneurs, dans la modernisation du pays. A cette occasion, il désigne son successeur, à la fois à la tête du pays et du parti, en la personne de Hu Jintao, qui lui succède effectivement en mars 2003, poursuivant les réformes dans la même direction.

En mars 2004, la Chine poursuit sa libéralisation économique en amendant sa Constitution en afin d'y inscrire la protection de la propriété privée.

Des résultats éloquentes.

Dans les années 1990, la Chine est devenue une plate-forme économique, pivot d'une nouvelle division régionale du travail. De nombreuses entreprises multinationales des Etats-Unis et de l'Union européenne ont investi en Chine, de même que des entreprises des nouveaux pays industrialisés d'Asie : les « Dragons » (Hong-Kong, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour) et le « Tigres » (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, Brunei). Ces entreprises y ont bénéficié d'une main d'œuvre bon marché, de structures institutionnelles favorables.

La Chine a importé des pièces, composants, produits intermédiaires d'Asie, et s'est spécialisée dans les activités de transformation et d'assemblage, exportant ensuite ces produits finis dans le monde entier. Une forte coopération régionale s'est développée entre Hong Kong et le delta de la rivière des Perles. Beaucoup d'entreprises de Taïwan ont dès lors délocalisé leurs unités de production dans le Fujian et investi dans la région de Shanghai. Une complémentarité économique s'est donc établie entre Hong Kong, où sont restés concentrés les pôles de commandement et de recherche, et le delta de la rivière des Perles, où sont implantées des unités de production bon marché. L'intégration de Hong Kong à la RPC en 1997 a donné un coup de fouet à l'économie chinoise. La Chine fait partie des pays dont le revenu national brut (RNB) a le plus progressé depuis 1990.

La Chine a concurrencé sérieusement les « Tigres » asiatiques. La vitalité du modèle économique chinois repose en grande partie sur le dynamisme du commerce extérieur, et sur l'importance des

investissements. Dans la dernière décennie du XXe siècle, les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont quadruplé, alors que les exportations des Etats-Unis vers la Chine n'ont en gros que doublé. On peut dire que la Chine a fait ces dernières années un « grand bond vers l'extérieur » (détournement de la formule du « grand bond en avant », vaste campagne lancée par Mao en 1958).

Depuis près de 15 ans, les exportations chinoises ont progressé de 12% par an en moyenne.

La Chine est devenue « l'atelier du monde », avec une force de travail très fermement encadrée et des syndicats quasi-inexistants ou impuissants à faire respecter les règles internationales du travail. La main d'œuvre a un coût très faible: 0,20 dollar de l'heure selon une étude du Congrès américain. Tout cela intéresse les grands groupes occidentaux, qui ont multiplié depuis une vingtaine d'année les délocalisations en Chine. Les entreprises étrangères se sont implantées surtout sur le littoral, à l'est: essentiellement dans le Guangdong, dans la région de Shanghai, et dans le Jiangsu.

De nombreuses activités se sont développées de manière très performante, pas seulement dans le secteur des biens manufacturés bon marché. Ainsi, depuis les années 1980, la Chine a développé, avec plus de dix pays dont le Japon et les États-Unis, de nombreuses « sociétés à capitaux mixtes » de pêche en haute mer et, depuis 1988, elle pratique la pêche en haute mer en Alaska aussi bien qu'au large de l'Afrique, dans l'océan Indien et dans le Pacifique occidental ; les prises de cette pêche sont exportées à 80%. L'exemple des chantiers navals chinois est également représentatif : aujourd'hui, avec ses 3.000 chantiers navals, la Chine détient un quart du marché mondial de la construction navale. Le pays, qui a déjà dépassé le Japon en 2007, entend ravir le premier rang mondial à la Corée du Sud dès 2015. Les chantiers navals chinois de Dalian, sur la mer de Bohai, sont à la pointe de la modernité. Le développement des chantiers navals chinois a été porté par le développement économique très rapide du pays, et par l'accroissement du fret maritime dans le monde. Le gouvernement chinois soutient très fortement la construction navale, investit dans les chantiers publics et encourage l'extension des chantiers à l'extérieur des villes. Les chantiers navals chinois sont dominés par deux gigantesques groupes étatiques : *China State Shipbuilding Corporation* (CSSC) et *China Shipbuilding Industry Corporation* (CSIC). Mais ces dernières années se sont aussi développés une myriade de chantiers financés par les gouvernements locaux ou par des groupes privés. En dix ans, leur nombre est passé environ de 350 à 3.000. Les sociétés chinoises de construction navale se sont forgées ces dernières années une bonne image de marque, réussissant à apparaître fiables, soucieuses de sécurité et d'environnement. Elles réalisent des commandes pour la Suède, l'Iran, la Grèce, etc.

Aujourd'hui, si la Chine produit et exporte toujours des biens manufacturés bon marché (jouets, réveils, radios, vêtements), elle accapare aussi 55 % du marché mondial des ordinateurs portables, 30 % des téléviseurs à écran plat, 20 % des microprocesseurs, et de nombreux appareils photo, lecteurs DVD, appareils à air conditionné, téléphones... En 2004, elle a produit 2,5 millions de

voitures. Elle assemble beaucoup des pièces conçues dans d'autres pays, mais désormais s'efforce de développer aussi de plus en plus d'activités de conception. Elle remporte également des succès dans l'industrie spatiale et dans les nanotechnologies. Certes les dépenses de la Chine en recherche et développement (R&D) demeurent modestes (1,4 % du PIB en 2003), mais elles ont doublé en 10 ans depuis 1997.

L'entrée de la Chine dans l'OMC en décembre 2001 a accentué les pressions pour la baisse des protections douanières et pour ouvrir davantage l'économie aux capitaux étrangers. La pleine intégration de la Chine dans l'économie mondiale a eu des effets importants dans le domaine financier, comme la baisse des taux d'intérêt à long terme et la modification du mouvement de longue durée des actions. En outre, avec un temps de retard, elle a provoqué une prise de conscience des effets planétaires qu'elle entraîne pour les salariés, notamment la mise en concurrence directe des travailleurs, dans le cadre d'une économie mondiale libéralisée et déréglementée. Les entreprises ont fait porter l'essentiel de l'ajustement aux nouvelles conditions de concurrence sur les salariés. Depuis son entrée à l'OMC, la Chine présente de plus en plus de caractéristiques du « capitalisme sauvage ».

Depuis la suppression le 1^{er} janvier 2005 de l'« accord multifibres », signé en 1974 par 47 Etats, qui imposait des quotas sur le commerce international des textiles, et notamment qui limitait les exportations de textile des pays en développement vers l'Europe et les Etats-Unis, l'expansion chinoise s'est imposée : les ventes chinoises de textiles à l'Occident ont explosé. La Commission européenne a lancé quelques mois plus tard des procédures de surveillance sur les exportations chinoises de textiles vers l'Union européenne, qui se poursuivent et pourraient être étendues prochainement à d'autres produits.

2. La situation de l'économie chinoise aujourd'hui.

En 2007, comme en 2006, la croissance économique de la Chine (c'est-à-dire la croissance de son PIB) a été supérieure à 11%, du fait d'investissements dynamiques et un très fort excédent commercial. Elle a été exactement de 11,4% pour 2007, ce qui correspond à un PIB de 24 660 milliards de yuans (3 430 milliards de dollars). C'est la cinquième année consécutive que la Chine a une croissance à deux chiffres (c'est-à-dire égale ou supérieure à 10%). La croissance en 2007 a battu un record de hausse sur les 13 dernières années, le record absolu étant détenu par l'année 1994, avec 13,1% de croissance. Celle-ci est évaluée autour de 10,5% pour le premier trimestre 2008, soit un léger ralentissement. La Chine connaît toujours une forte pression inflationniste et que le ralentissement de l'économie internationale semble affecter peu le pays. L'indicateur principal de l'inflation (IPC) a augmenté de 4,8% en 2007 et devrait augmenter de plus de 5% pour l'année 2008, à cause d'une forte hausse du prix des matières premières et notamment des aliments (qui

représentent un tiers de l'indice). L'économie chinoise repose davantage sur les marchés et les ressources internationaux et est sensible à la croissance des prix dans le monde. La demande globale de matières premières augmente, dont le pétrole, les produits agricoles et les minerais. Les prix de tels produits ont été poussés à la hausse par la dépréciation du dollar américain et la spéculation. Le yuan (monnaie chinoise) devrait continuer à s'apprécier vis-à-vis du dollar à un rythme accéléré. La Chine, dont le PIB représente à présent le tiers de celui de l'ensemble de l'Asie, semble en passe de rattraper à l'Allemagne sa place de troisième économie de la planète, peut-être au terme de l'année 2008.

L'excédent commercial de la Chine pour l'année 2007 s'est élevé à 262,2 milliards de dollars, avec un volume commercial record de 2 170 milliards de dollars, en hausse de 23,5% par rapport à 2006. Le commerce réalisé par les entreprises à capitaux étrangers représente actuellement 54,8% du commerce total chinois.

Plusieurs éléments expliquent le bond économique chinois de ces dernières années : un commerce florissant, en excédent de 262,2 milliards de dollars en 2007, des investissements en capital fixe importants (le secteur immobilier en tête), et des investissements directs étrangers (IDE) très forts : 70 milliards de dollars en 2006, près de 83 milliards de dollars en 2007, ce qui fait de la Chine une destination favorite des placements. La Chine reçoit aujourd'hui plus de 10% des investissements mondiaux. C'est le premier pays d'accueil d'investissements au monde, devant les Etats-Unis.

En outre, les recettes fiscales de la Chine sont en hausse : elles se sont élevées à 5 130 milliards de yuans en 2007 (733 milliards de dollars), en hausse de 33% sur un an.

Depuis deux ans, on assiste également à un développement spectaculaire des marchés financiers. En 2007, la capitalisation boursière a atteint 130% du PIB alors qu'elle en représentait moins de 10% en 2005.

Début 2008, la Chine est devenue le principal exportateur vers les États-Unis, détrônant le Canada.

3. Les grands défis économiques à relever pour l'avenir.

Principal talon d'Achille de la Chine : sa forte dépendance à l'égard de l'économie mondiale, facteur de vulnérabilité, d'autant plus que plusieurs banques chinoises s'étaient liées aux crédits immobiliers à risques américains (« *subprimes* »). La récente tempête boursière mondiale (été-automne 2007) a fragilisé la Bourse de Shanghai. Pourtant, la *Bank of China*, la deuxième banque de Chine, et le plus grand détenteur chinois d'actifs liés aux *subprimes*, affirme qu'elle aurait enregistré une croissance sensible de ses profits en 2007. Le gouvernement chinois ne se montre pas inquiet. Sa priorité actuelle est de lutter contre l'inflation (celle-ci a été de 7,1% en janvier 2008,

soit à son plus haut depuis onze ans), de maîtriser la liquidité excessive (la monnaie en circulation a en effet augmenté de plus de 12% en 2007), et de surveiller les aléas de l'économie américaine afin de s'y adapter rapidement. Le gouvernement chinois est conscient d'un risque de surchauffe de l'économie chinoise, sous la pression inflationniste grandissante. Pour éviter ce péril, il a adopté en 2008 une politique monétaire resserrée et une politique fiscale prudente. Il a décidé de refroidir le moteur de l'investissement, voire, dans certains secteurs (immobilier, sidérurgie et automobile), d'interdire tous nouveaux investissements. Toutefois, il peine à freiner les dépenses dans l'immobilier, les infrastructures routières et constructions d'usines.

Pour poursuivre sa croissance économique, la Chine souhaite à présent que se développe sa consommation intérieure. L'immense population chinoise constitue en effet un réservoir potentiel immense de consommateurs. Ces dernières années, le pouvoir d'achat d'une partie de la population chinoise urbaine ayant rapidement augmenté, on assiste à l'émergence d'une demande d'équipement de ces ménages urbains. Mais au total pour l'instant, la demande globale reste en deçà des espérances. Si les dépenses de consommation des Chinois sont actuellement en forte hausse, cela est dû en grande partie à l'inflation galopante : les ventes au détail en 2007 étaient en hausse de 16,8% par rapport à l'année précédente. Les prix des produits alimentaires ont en effet augmenté de 12,3% en 2007, et ont grimpé de 18,2% en janvier 2008. Le prix du porc en particulier, animal à la base de l'alimentation des Chinois, a bondi de 58,8% en un mois. Si l'année 2007 constitue la quatrième année consécutive de croissance de la production céréalière chinoise, néanmoins cette année-là le taux de croissance du secteur primaire a été de 1,3 % moins élevé que l'année précédente, contrairement aux secteurs secondaire et tertiaire.

La hausse de l'inflation, qui devrait encore s'accélérer, apparaît inquiétante non seulement pour l'économie chinoise mais aussi pour l'économie mondiale. Des analystes prévoient que la Chine connaîtra prochainement un ralentissement de ses exportations dû à une demande en baisse, conséquence de la crise des *subprimes* américaine, et, dans certains cas, de la décision de la Chine de réduire les exportations de certains articles en diminuant les dégrèvements sur les exportations ou en imposant des taxes à l'exportation.

Selon plusieurs analyses d'économistes, un problème essentiel de l'économie mondiale actuelle est le déséquilibre entre un taux d'épargne beaucoup trop bas dans certains pays, comme les Etats-Unis, et beaucoup trop élevé dans certains autres, comme la Chine. Les Chinois ont en effet des réflexes de thésaurisation plongeant leurs racines dans l'histoire, et développent une épargne de précaution face à la dégradation des systèmes publics et face au risque très fort de perte d'emploi dans un secteur public en voie de démantèlement et dans un secteur privé caractérisé par une extrême précarité de l'emploi. Malgré la constitution progressive, surtout dans la Chine côtière, d'une classe moyenne, la Chine est encore loin d'être devenue une société de consommation : le marché intérieur

chinois, potentiellement immense de par le nombre d'habitants, ne peut absorber qu'une infime partie de la production industrielle chinoise, faute de pouvoir d'achat. Sur 1,3 milliard d'habitants, 900 millions ne peuvent réellement accéder à la consommation.

En 2006, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), dans son rapport sur l'investissement dans le monde, a mis en lumière une évolution en cours : les multinationales implantées en Chine commencent à y délocaliser leurs activités à forte valeur ajoutée, notamment les activités de recherche et développement (R&D). Ainsi le nombre de centres de R&D appartenant à des entreprises étrangères en Chine est passé de zéro en 1995 à 700 en 2005. Cette tendance inquiète les Etats-Unis et l'Union européenne, qui préparent, chacun de leur côté, des législations visant à protéger leurs secteurs stratégiques et à limiter le transfert de technologies et notamment de hautes technologies vers la Chine.

La Chine doit également aujourd'hui faire face à l'inquiétude de ses partenaires économiques à l'égard du dynamisme de ses exportations et de l'importance des IDE qu'elle reçoit, et leurs pressions pour qu'elle réévalue sa monnaie. En effet, malgré la réévaluation du yuan en juillet 2005, de 8,28 à 8,11 yuans pour un dollar, et sa fixation par rapport à un panier de monnaies (dollar, euro, yen), la monnaie chinoise ne cesse de continuer à s'apprécier face au dollar. Actuellement, les puissances occidentales (notamment celles du G7) ainsi que le FMI, se font de plus en plus pressants auprès de la Chine pour qu'elle accélère sa réévaluation du yuan, afin de soutenir la stabilité mondiale.

La Chine craint que ses partenaires ne retournent à un protectionnisme déguisé. Malgré les quotas imposés par l'Union européenne sur les exportations de textiles chinois, le volume et le rythme des exportations chinoises a continué à augmenter.

Les Etats-Unis sont le principal marché de la Chine. Le groupe de distribution Wal-Mart, qui possède un réseau dense de sous-traitants en Chine, assurerait près de 10% des ventes chinoises à l'étranger, la majeure partie en direction des Etats-Unis. D'où une vulnérabilité économique de la Chine et une interdépendance économique croissante entre la Chine et les Etats-Unis. Cela est porteur de risque, notamment pour les Etats-Unis. En effet, le déficit commercial américain avec la Chine est supérieur à 200 milliards de dollars, et la Chine détient plus de 850 milliards de dollars de réserves sur le Trésor américain.

En 2006, l'Union Européenne, les Etats-Unis et le Canada ont porté plainte auprès de l'OMC contre la Chine au sujet de ses taxes douanières appliquées sur les pièces détachées automobiles. L'OMC a rendu son rapport provisoire début 2007. La Chine le considère injuste et souhaite réagir dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC.

La Chine doit aussi affronter un facteur de vulnérabilité : si sa balance commerciale est très excédentaire avec la plupart des grandes régions mondiales, elle reste déficitaire avec l'ASEAN, qui est son principal fournisseur de pièces détachées.

En outre, les exportations chinoises ont été ternies récemment par quelques scandales. En août 2007, le leader du marché du jouet, Mattel, a dû rappeler plus d'un million de jouets fabriqués en Chine, et commercialisés sous la marque Fisher-Price aux Etats-Unis, mais aussi au Mexique, au Canada et en Grande-Bretagne, car ils contenaient des peintures toxiques à base de plomb. Ce scandale est un mauvais point pour l'image de l'industrie chinoise. Le gouvernement chinois a rassuré les pays importateurs de produits chinois, et a promis de renforcer ses contrôles de qualité, et a interdit à Lee Der Industrial, la société mise en cause, d'exporter ses jouets. Zhang Shuhong, le patron de Lee Der Industrial, a mis fin à ses jours peu après. A présent, le gouvernement chinois multiplie les efforts de contrôle de la production chinoise destinée à l'exportation, afin d'éviter de tels scandales qui nuisent à la réputation de l'industrie chinoise dans le monde.

Conclusion. La Chine, superpuissance économique de demain ?

La Chine, forte de sa remarquable croissance économique, peut-elle prendre bientôt la tête d'une union économique de l'Asie ? Malgré la création en 2000 du Forum asiatique de Boao (du nom d'une ville chinoise de la province de Hainan), rassemblant 26 pays autour de la Chine et se voulant analogue au Forum économique mondial de Davos, force est de constater que la Chine n'en a pour l'instant pas les moyens. Certes, le pays a développé ces dernières années des compétences dans quelques créneaux très pointus, comme les fibres optiques ou les téléphones portables, et s'attache à attirer des centres de recherche étrangers, à organiser des transferts de technologie. Toutefois les deux tiers de ses exportations sont des produits intermédiaires provenant d'entreprises étrangères implantées sur son territoire, qui effectuent du montage de produits conçus dans d'autres pays. Cela constitue un facteur de dépendance donc de vulnérabilité pour l'économie chinoise. En outre sa croissance actuelle demeure fragile, et très dépendante des pays de l'ASEAN ainsi que du Japon, avec lesquels elle est désormais déficitaire dans ses relations commerciales et de l'Occident. Elle doit donc surmonter le problème de la vulnérabilité de son système financier et commercial.

En fait, davantage que des craintes liées à son éventuel futur statut de superpuissance économique, il semble que la Chine devrait plutôt inquiéter par le caractère aléatoire, hasardeux, incertain, de sa croissance économique, dont la pérennité est loin d'être assurée.

3) La société chinoise actuelle, de restructurations en métamorphoses.

Si la Chine est devenue le 4^e pays le plus riche du monde, en termes de PIB par habitant, sa société est loin de vivre tout entière dans le bien-être matériel. La société chinoise connaît en tout cas actuellement une transformation fulgurante. En bien ou en mal ? D'un côté on observe un accès élargi à la consommation, notamment chez une couche de la population urbaine dont le niveau de vie a sensiblement augmenté ; de l'autre, des conditions de travail très dures, une corruption préoccupante, une forte répression sociale. En fait, depuis une trentaine d'année, les inégalités n'ont cessé de se creuser. Il n'y a plus « une » société chinoise, comme au temps de Mao, mais « des » sociétés chinoises, très contrastées. Comment les appréhender ? Quelles sont les métamorphoses récentes et celles qui sont en cours ? Comment réagit la population face à ces bouleversements ?

Selon le ministère du travail et de la sécurité sociale, les 20 % de Chinois les plus riches accaparent 55 % des richesses du pays, tandis que les 20 % les plus pauvres doivent s'en partager 4,7 %. Le « coefficient de Gini », établi par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) pour mesurer les inégalités (avec une graduation allant de 0 en cas d'égalité à 100), situe la Chine au niveau 44,7 en 2004. Moins que pour le Brésil (59,1), par exemple, mais néanmoins en hausse constante depuis le début de la politique d' « ouverture », puisqu'il était de 28 en 1981.

En haut de la pyramide sociale, on trouve des Chinois de la diaspora de retour au pays, mais aussi d'anciens cadres du parti reconvertis dans les affaires.

Une nouvelle stratification du pays s'est opérée autour de plusieurs lignes de fracture : population urbaine/rurale ; Chine côtière/Chine intérieure ; travailleurs/chômeurs ; personnes bénéficiant d'une qualification reconnue/personnes sans qualification ou dont la qualification est devenue obsolète.

1. Opulence et misère : deux visages de la Chine.

La Chine moderne et fortunée.

Depuis 2007, la Chine est le pays qui, après les Etats-Unis, compte le plus grand nombre de milliardaires au monde. Selon la revue américaine *Forbes*, la Chine comptait 66 milliardaires en 2007; il y en aurait 146 selon le journal cantonais *Yangcheng Wenbao*, qui adopte un système de critères différents.

Les deux plus riches milliardaires chinois sont des femmes : la plus riche est Yang Huiyan, 26 ans, héritière d'une entreprise familiale d'immobilier qui vaut une douzaine de milliards d'euros.

Beaucoup de nouveaux milliardaires chinois (24%) le sont grâce au secteur de l'immobilier, en plein essor. La deuxième plus grande fortune du pays, Zhang Yin, 50 ans, a accumulé une fortune d'environ 60 milliards d'euros après avoir réussi dans l'industrie du carton et la papeterie.

En outre, 18 000 Chinois possèderaient une dizaine de millions d'euros. Il s'agit d'une infime minorité, rapportée aux 1,3 milliards d'habitants.

Aujourd'hui, les provinces chinoises les plus riches (notamment Pékin, Shanghai, le Zhejiang, et le Guangdong) sont aussi les plus inégalitaires.

La Chine des exclus et des laissés-pour-compte.

280 millions d'habitants se sont hissés au-dessus du seuil de pauvreté entre 1978 et 2003. Mais des millions de Chinois, inversement, se sont paupérisés.

Le niveau moyen de rémunération des premiers emplois reste faible. Selon une enquête réalisée en 2005, plus d'un diplômé sur cinq gagne moins de 1 000 yuans (100 euros) par mois, et près des deux tiers entre 1 000 et 2 000 yuans, soit entre 100 et 200 euros par mois.

C'est dans la Chine intérieure, de l'Ouest, que vivent la majorité des 150 millions d'habitants en très grande pauvreté recensés par les statistiques officielles, statistiques qui elles-mêmes sous-estiment fortement la réalité. Certes, en 2003, le gouvernement a réduit de 30 % les taxes payées par les paysans et, en octobre 2005, il a annoncé un relèvement du revenu minimum, la suppression de l'impôt sur la production agricole, et surtout un programme en faveur de l'école et de la santé. Mais ces mesures ne suffisent pas. D'ailleurs, souvent elles restent inappliquées, par les soins des potentats locaux.

Les conditions de travail des ouvriers sont très dures et très dangereuses. Les accidents sont très nombreux, et souvent pas indemnisés : en 2005, ces accidents du travail ont provoqué officiellement la mort de 127 000 Chinois. La Chine est le pays concentrant le plus grand nombre d'accidents industriels, entre 2000 et 2005 : près de 6500, dont près de 5500 sont des accidents miniers.

Un récent rapport de la Banque mondiale estime qu'il y aurait encore 300 millions de « très pauvres » en Chine, avec un revenu d'environ 1 dollar par jour ou moins. Cela équivaut à trois fois plus que les estimations faites précédemment par la même Banque mondiale.

Ainsi l'accélération de la croissance chinoise a creusé les inégalités: une partie de la population s'est enrichie, parfois de manière prodigieusement rapide, tandis que des millions de Chinois se sont appauvris et ont vu leur situation se dégrader. Ainsi en 2007, la Banque mondiale a calculé que 10% des Chinois ont vu leur pouvoir d'achat diminuer entre 2001 et 2003.

La population flottante des *mingong*.

Longtemps, la plus grande partie de ceux qu'on appelle les « *mingong* » ont quitté la terre sans en fait quitter leurs campagnes natales : ouvriers-paysans (*mingong* se décompose en « *min* » pour *nongmin*, paysan, et « *gong* » pour *gongren*, ouvrier), ils étaient employés dans l'industrie rurale, tout en conservant une activité agricole. Mais, depuis une quinzaine d'années, leur situation s'est dramatiquement aggravée. Ayant été contraints, pour trouver du travail et échapper à la misère rurale, de quitter leur région de résidence, ils se retrouvent exilés clandestins dans leur propre pays, privés de tous droits sociaux. En effet, pour pouvoir bénéficier des systèmes publics (école, santé, chômage...), il faut un certificat de résidence, le fameux « *haiku* » ou « *hukou* », mis en place dans les années 1950 par Mao afin d'empêcher l'exode rural. Etant originaires de provinces de la Chine intérieure, ils n'ont officiellement pas le droit de migrer vers la Chine littorale, puisque leur « *haiku* ». mentionne qu'ils vivent dans telle ou telle province de la Chine intérieure. A partir des années 1990, ils ont constitué dans les provinces littorales une « population flottante », « *liudong renkou* », nouvelle catégorie sociale de travailleurs qualifiés et dociles, n'ayant aucun droit social. Ils sont réduits en effet à travailler clandestinement, puisque pour pouvoir être embauché de manière légale dans une province, il faut pouvoir produire un « *haiku* » certifiant que l'on réside dans cette province. Ils travaillent comme ouvriers de chantier et d'usine, employés de restaurant, chauffeurs, domestiques. Travailleurs « au noir », « sans-papiers » dans leur propre pays, ils sont corvéables à merci, et subissent arriérés de paiement (parfois même non-paiement de leur travail de la part de patrons contre lesquels ils n'ont aucun recours), problèmes de logements, de soins médicaux, de scolarisation de leurs enfants. Ils sont les victimes les plus vulnérables des accidents du travail et des maladies professionnelles, pour lesquels ils ne reçoivent aucune indemnisation. Ces migrants sont victimes de l'hypocrisie du pouvoir, puisqu'ils sont les principaux acteurs du miracle économique du pays. En effet, ils représentent près de 80% des employés de la construction urbaine, et près de 70% des emplois de la production électronique. C'est grâce à eux, à leur travail dans des conditions très dures et précaires, à leurs salaires très bas, que la Chine parvient à proposer des prix si compétitifs sur le marché international.

Le phénomène de ces migrants sans emploi fixe, de cette population flottante, errant d'une province à l'autre à la recherche d'un travail de journalier, s'est amplifié depuis les années 1980. Les migrants ont une situation difficile, ils sont souvent inquiétés par la police et subissent des vexations. Ces dernières années, des associations sont nées, s'efforçant de défendre les droits des migrants. Pour elles, il s'agit de faire comprendre aux gouvernements locaux et aux patrons qu'une main-d'œuvre bien traitée est à la fois plus efficace et plus stable. Des syndicats s'efforcent aussi de soutenir et de défendre les travailleurs migrants.

Le phénomène des migrants a commencé à inquiéter le pouvoir depuis quelques années : en effet, cette population, non déclarée, mal connue car vivant et travaillant de manière souterraine, qui ne cesse de grossir (ils sont actuellement 200 millions) et de s'appauvrir, et qui commence à prendre conscience de l'injustice de son sort et à s'organiser, risque de devenir un facteur de trouble et de contestation pour le pouvoir. Les migrants constituent une poudrière sociale qui risque de devenir incontrôlable.

En 2004, le gouvernement central a donc adopté des mesures pour réduire les discriminations sociales dont sont victimes ces « migrants ». Depuis cette date, le gouvernement encourage les plaignants à dénoncer les employeurs fautifs et certains hommes politiques soutiennent désormais publiquement la lutte des migrants. Mais les autorités locales freinent ce mouvement, et n'appliquent pas les nouvelles mesures de protection des migrants. En mars 2008, un pas important vient d'être franchi, du moins symboliquement : les migrants ont fait leur entrée officielle à l'Assemblée nationale populaire (ANP), c'est-à-dire au Parlement. C'est une étape importante car cela signifie la reconnaissance par le pouvoir de leur existence et de leur poids important, alors que cette catégorie n'est officiellement pas censée exister. Pour la première fois, trois « mingong » se sont joints aux 3 000 délégués de l'Assemblée nationale populaire (ANP), élus comme eux pour un mandat de cinq ans. Leur désignation est une tentative du pouvoir de montrer qu'il se soucie d'améliorer les conditions de travail de ces clandestins de l'intérieur que sont les migrants.

Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a reconnu « qu'il existe encore beaucoup de problèmes à résoudre dans le développement économique et social », et a promis aux migrants la mise en place d'un gouvernement plus efficace pour une société plus juste. Concrètement, le pouvoir a décidé d'allouer une enveloppe de 276,2 milliards de yuans (25,5 milliards d'euros, + 20 % par rapport à 2007) « pour accélérer la mise en place d'un système de protection sociale ».

Une « loi sur le contrat de travail » est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle comporte des règlements visant à protéger à la fois les employeurs et les salariés : ainsi elle permet aux employés ayant servi plus de dix ans dans une entreprise d'obtenir des contrats à durée indéterminée, et les protège contre le licenciement abusif. Les employeurs qui avaient minimisé leurs coûts par la généralisation de pratiques d'emploi illégales, par exemple en refusant de payer l'assurance sociale pour leurs employés, devraient voir leurs coûts nettement augmenter. Cependant, la mise en application de cette loi se heurte à une forte résistance, de la part des employeurs.

Dans le cadre du Plan quinquennal de lutte contre les inégalités, lancé en 2005 à l'issue du plénum du Comité central du PCC, le gouvernement central, qui a mis en place un Bureau de la réduction de la pauvreté, a prévu pour 2008 d'allouer près de 8 milliards de yuans (1,1 milliard de dollars) pour œuvrer à réduire la pauvreté, en particulier parmi les minorités ethniques et dans les régions frappées durement par les intempéries hivernales.

2008 : des *mingong* députés.

Zhu Xueqin, 31 ans, ancienne villageoise de la province orientale du Jiangsu, titulaire d'un diplôme du secondaire, a dû abandonner ses études pour des raisons financières et a émigré à Shanghai en 1995 où elle est devenue couturière à la chaîne. Elle a ensuite réussi à obtenir une bourse qui lui a permis d'aller se perfectionner au Japon. Devenue vice-présidente du syndicat d'une célèbre entreprise de mode de Shanghai, elle appartient aussi à la Ligue de la jeunesse communiste. Au Parlement, elle entend revendiquer un élargissement national de la couverture sociale à tous les travailleurs migrants du pays.

Hu Xiaoyan, 34 ans, originaire du Sichuan. Elle travaille depuis 5 ans dans une fabrique de céramique à Foshan, dans le Guangdong. Elle y a gravi progressivement les échelons jusqu'à être promue adjointe au chef d'atelier. A son poste au Parlement, elle veut attirer l'attention sur le grave problème, souvent passé sous silence, de l'éducation des enfants des migrants. En effet, les migrants, étant des clandestins, n'ont pas le droit de scolariser leurs enfants dans les écoles officielles ; ils doivent donc les envoyer dans des écoles officieuses, clandestines comme eux, véritable système parallèle, ou s'en séparer et les laisser au pays, confiés à de vagues parents qui ne s'occupent pas toujours correctement d'eux.

Le troisième migrant élu député est un homme : Kang Houming, originaire du Guizhou (Sud), foyer de minorités ethniques pauvres, a longtemps erré, du Tibet au Sichuan, luttant contre la misère, avant de passer plusieurs années à Chongqing (Sud-Ouest), où il a travaillé sur un chantier de construction. Au Parlement, il veut plaider l'urgence du développement d'une politique de logement pour les migrants.

2. Quelle politique sociale pour le gouvernement chinois aujourd'hui ?

Sous le communisme, il y avait à Pékin de grandes entreprises d'Etat (« *danwei* »), conçues parfois par des architectes de RDA dans les années 1950 au nom de la « solidarité socialiste ». Ces grandes entreprises possédaient leurs logements, leurs écoles, leur centre de santé, leur théâtre..., comme le complexe de Dashanzi, à Pékin, qui faisait figure de modèle. Tout cela a disparu brusquement. Depuis l'« ouverture » de la Chine par Deng Xiaoping, et surtout depuis les années 1990, de plus en plus d'ouvriers chinois travaillent pour des firmes multinationales américaines, qui y sous-traitent une partie de leur production, et qui leur imposent des objectifs drastiques et des rythmes très serrés, ainsi qu'une baisse toujours plus grande des coûts de fabrication. Ainsi la multinationale américaine Wal-Mart est le premier importateur mondial de produits fabriqués en Chine. Elle achète

15 milliards de dollars de marchandises chinoises par an, soit 11 % des échanges commerciaux sino-américains. A Shenzhen, un sous-traitant chinois de Wal-Mart fait travailler des ouvrières chinoises du textile jusqu'à 20 heures par jour, sans qu'aucune de leurs heures supplémentaires ne soient payées. Elles reçoivent l'équivalent 0,13 euro de l'heure, ce qui est moins du salaire minimum légal horaire en Chine, de l'ordre de 0,25 euro l'heure. L'usine ne leur fournissant pas de tenue adéquate, la plupart d'entre elles souffrent de troubles respiratoires. Qui est responsable du sort de ces ouvrières chinoises ? Le sous-traitant chinois ou la multinationale américaine ? Comme beaucoup d'autres groupements et organismes défenseurs des droits de l'homme et de la justice sociale, l'*International Labor Rights Fund* (ILRF), une ONG américaine, estime que la responsabilité de cette situation relève de la multinationale. En effet, Wal-Mart, par ses exigences toujours plus grandes auprès de ses sous-traitants, afin de faire des marges de bénéfices toujours plus importantes, contribue à freiner les fragiles avancées sociales chinoises, incitant ses sous-traitants à imposer de nombreuses heures supplémentaires obligatoires et non payées, et à licencier arbitrairement tous les travailleurs qui osent dénoncer leurs conditions de travail, pratiques que le Syndicat mondial des professions du commerce désigne d'ailleurs désormais sous le nom de « *walmartisation* » du monde du travail, tellement cette multinationale est emblématique de ces procédés. L'ILRF a ainsi déposé une action en justice contre les pratiques sociales de Wal-Mart dans les différents pays où elle sous-traite sa production, comme la Chine.

Depuis le XVI^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), en octobre 2003, la province du Liaoning (dans l'ex-Mandchourie) et sa capitale Shenyang, ont été classées « zone de développement prioritaire ». D'importants financements sont versés pour sa rénovation urbaine, mais aucune assemblée démocratique n'en contrôle l'utilisation. Shenyang s'est transformée en ville-chantier, où les immeubles poussent comme des champignons, dans la plus grande anarchie, et où la corruption se développe presque aussi vite. Des zones spéciales de développement économique et technologique y ont été mises en place, pour attirer des capitaux étrangers. Ainsi, de grandes entreprises japonaises (Canon, Toyota), sud-coréennes, américaines (Coca-Cola, LG Electronics) et françaises (Michelin, Alcatel) s'y sont implantées. Des usines de montage côtoient des unités de très haute technologie, dans l'industrie pharmaceutique ou dans celle des métaux de nouvelle génération.

Les rapports sociaux ont été complètement bouleversés. Entre 1998 et 2003, de 40 à 60 millions de personnes se sont retrouvées sans travail, alors que jusqu'alors l'emploi était garanti à vie.

M. Pi Dehai, directeur général du Ministère du travail et de la sécurité sociale, reconnaît la difficulté de la conversion entreprise. Selon lui, actuellement, la majorité des salariés urbains seraient couverts par une assurance-santé, et bénéficieraient d'un revenu minimum (le « *dibao* »), de 100 à 800 yuans par mois selon les régions, et d'un système d'indemnités et de retraites, progressivement

pris en charge par l'Etat et par un système privé de fonds de pension. Mais un tel système est loin d'être réellement en place dans les faits. Les inégalités se creusent à un rythme effréné. Même le *Study Times*, journal de l'école du PCC, émet des critiques, évoquant une « alerte rouge » pour la situation dans les années à venir.

Une orientation politique ambiguë.

L'ambiguïté de l'orientation politique du gouvernement chinois depuis le début des années 1980 est remarquable : tout en continuant sans discontinuer à se revendiquer « communiste », le pouvoir a développé des politiques ultra-capitalistes. Le caractère disparate et contradictoire de cet assemblage est frappant. Encore plus frappant est le fait qu'un tel système ait perduré.

En fait, dans les vingt années qui ont suivi l'« ouverture » de la Chine au capitalisme, le système économique et social de la Chine était scindé en deux : d'un côté, les ZES, ne concernant qu'une frange de la population, fonctionnaient sur le modèle du capitalisme le plus débridé et déréglementé, et d'un autre côté, des régions entières continuaient à fonctionner avec l'ancien système communiste, des emplois garantis à vie et du système de sécurité sociale. Différents modes de travail et différents modèles de société fonctionnaient en parallèle, de manière étanche. Ce système pouvait tenir car les citoyens étaient tenus de rester chacun dans leur province.

Après l'élection du Président Jiang Zemin en 1993, cette évolution s'est accélérée, et s'est poursuivie depuis l'arrivée au pouvoir du Président Hu Jintao en mars 2003. Peu à peu, le système capitaliste s'est étendu sur des portions de plus en plus étendues du pays et de la société. Longtemps, le seul domaine à avoir, pour l'essentiel, échappé à toute transformation capitalise, a été l'agriculture. Le système de la propriété collective des terres a été maintenu, même après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001. Le maintien d'un important secteur primaire et d'une société rurale nombreuse a en effet une importance politique : cela permet de fixer une population qui, si elle était privée de ses moyens de production et d'un milieu social propre, risquerait d'envahir les villes. Le but du pouvoir est de réguler les migrations, de permettre un retour au pays en cas de retournement de conjoncture, et de contrôler tant bien que mal l'urbanisation galopante. Ce n'est que depuis peu de temps que système de la propriété collective des terres est remis en cause, avec l'apparition d'un marché des « droits d'exploitation ».

Depuis peu, les autorités publiques ont changé leur conception des migrations internes. Alors que jusque dans les années 1990, elles méprisaient la « question sociale » liée aux migrations, affirmant un dogme néolibéral sur la gestion de l'emploi, et refusant de prendre conscience du caractère massif de ces migrations, elles ont été confrontées depuis le début du XXI^e siècle à des problèmes sociaux de migrations internes qui se sont posés avec plus d'urgence. La stagnation de l'agriculture a donné à ces migrations une importance stratégique. Les autorités publiques commencent à

envisager désormais une « économie politique » des migrations, passant par la prise en considération des problèmes de logement, de santé, d'éducation, de salaire, des migrants, afin de permettre à la croissance de se poursuivre dans un climat de relative stabilité sociale.

En fait, cette évolution de politique sociale ne se fait pas sans heurts ni tensions. Le PCC est en fait agité par de vifs débats. Au courant des « libéraux », fidèles au dogme néo-libéral et peu sensibles aux questions sociales s'oppose le courant « capitaliste social », selon lequel, si le capitalisme est une bonne chose, il ne peut correctement fonctionner sans politiques sociales. Ce courant, qui souhaite une « classe-moyennisation » de la société chinoise, notamment en améliorant le sort des migrants, prône concrètement la mise en place d'un mécanisme de redistribution des richesses, et notamment une revalorisation des bas salaires pour relancer une demande intérieure insuffisante et limiter la dépendance par rapport à la demande extérieure.

La question des migrants et de savoir s'il faut ou non adopter des politiques sociales en leur faveur focalise les débats. Beaucoup de dirigeants craignent que la mise en place d'une telle politique sociale remette en cause la compétitivité de l'économie.

Devant la gravité de la situation, la dernière session de l'Assemblée nationale a discuté d'une loi sur la promotion de l'emploi. Elle s'est fixé comme objectif une meilleure coordination entre les villes et les campagnes, la gratuité totale des services des agences pour l'emploi, la disparition de toute forme de ségrégation à l'embauche, une plus grande attention aux jeunes sans diplômes universitaires, le développement de la formation professionnelle et une aide accrue aux jeunes diplômés pour trouver leur premier emploi. Mais ces déclarations d'intention tardent à passer dans les faits.

Surtout, les autorités s'interrogent actuellement sur la pertinence de la suppression totale d'un « secteur aidé » par l'Etat, en particulier dans les campagnes. Sa persistance présenterait des avantages pour l'économie du pays, limitant la concurrence des travailleurs urbains avec les migrants, et permettant de fixer une partie de la population rurale potentiellement migrante, afin de freiner les flux migratoires internes souterrains.

Des efforts pour désenclaver la Chine intérieure et aplanir le fossé villes/campagnes.

Dans les années 1950-1970, le gouvernement maoïste avait imposé un mouvement d'émigration vers les zones « pionnières » de l'ouest (Sichuan, Xinjiang), créant ainsi la ville nouvelle d'Urumqi. Isolée dans le désert, Urumqi, qui compte aujourd'hui 20 millions d'habitants, constitue la ville la plus continentale du monde, la mer la plus proche étant à 2 500 km de distance.

Depuis le tournant de Deng Xiaoping, vers 1980, le mouvement s'est inversé, les régions « pionnières » de la périphérie devenant zones d'émigration vers les grands foyers d'attraction que constituaient les provinces côtières. Ce mouvement s'explique par une forte disparité de niveau de

vie entre villes et campagnes : le revenu moyen dans les zones urbaines est de 9422 yuans (1165 dollars) contre seulement 3000 yuans (371 dollars) dans les zones rurales.

Récemment, pour enrayer ce clivage entre Chine littorale et Chine intérieure, les autorités publiques ont effectué des investissements massifs pour désenclaver l'ouest, la Chine intérieure. Ainsi, elles ont stimulé le développement d'activités secondaires et tertiaires dans la partie ouest du pays, qui avait été négligée par la première phase de développement économique des années 1980-1990. On assiste ainsi à une sorte de rééquilibrage dans la répartition géographique des industries (principalement usines manufacturières) sur le territoire, dans un sens est-ouest.

Cependant, ce rééquilibrage se fait difficilement, les freins et blocages sont nombreux. Ainsi, dans les villes du Centre ou de l'Ouest, les postes sont monopolisés par ceux qui ont des relations et des réseaux sur place. En outre, avec le démantèlement des services publics, les offres d'emplois dans l'administration se sont considérablement réduites, ce qui fait autant de débouchés en moins.

Un des témoignages de la modernisation croissante de la société chinoise est le record du flux de voyageurs par le train, dépassé récemment, en février 2008, à l'occasion du Nouvel An Chinois (ou fête du Printemps). Dans la journée du 16 février 2008, 5,15 millions de Chinois ont voyagé par le train. Ces voyageurs ne sont pas seulement de riches Chinois en voyage d'agrément. Les étudiants et les ouvriers migrants contribuent beaucoup à ces flux.

Aujourd'hui la population rurale de Chine est toujours supérieure à la population urbaine, mais le rapport pourrait s'inverser bientôt. Par comparaison, en France, c'est en 1931 que pour la première fois la population urbaine a dépassé en nombre la population rurale ; la tendance n'a fait que se poursuivre dès lors.

Depuis plusieurs années, le pouvoir central chinois s'efforce de garantir un meilleur équilibre entre zones rurales et urbaines. En octobre 2005, un plénum réunissant près de 500 cadres du parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement y a été consacré.

Aujourd'hui, les zones rurales connaissent une importante évolution : leurs habitants travaillent de moins en moins dans le secteur primaire (agriculture) et de plus en plus dans le secteur tertiaire. Actuellement, plus de la moitié de la valeur produite dans les zones rurales ne provient plus de l'agriculture mais de la transformation de produits manufacturés ou du commerce.

La population du pays comporte aujourd'hui des clivages bien plus marqués que pendant l'époque maoïste entre zones rurales et zones urbaines, entre Chinois de la côte et Chinois de l'Ouest.

Recompositions récentes de la répartition de la main d'œuvre.

Actuellement, un nouveau problème se pose dans certaines zones de la Chine littorale, en plein boom économique : le manque de main-d'œuvre non qualifiée. Ce phénomène, prégnant par exemple dans le Guangdong, s'explique en partie par le refus croissant de beaucoup de travailleurs

d'accepter les conditions de travail et de rémunération qui leur sont proposés par les grands ateliers de la côte, les « *sweat shops* » (« magasins de sueur »). En effet, les offres d'emploi augmentent depuis 2004, mais elles concernent en grande majorité des « postes informels » (*feizhenggui*) sans contrat ni protection sociale. La proportion d'emplois « formels » (plus stables et bénéficiant de protection sociale) devient minoritaire dans les zones urbaines. De nombreux migrants, main d'œuvre volatile, quittent ainsi dès qu'ils le peuvent le Guangdong pour aller plus au nord, vers Shanghai et le Fujian, où les salaires et la politique sociale leur sont un peu plus favorables. Le Guangdong s'efforce lui aussi de réagir. Ainsi, la ville de Shenzhen (Guangdong) a annoncé récemment une hausse de 23 % de son salaire minimum. Ainsi, dans les zones côtières se développent diverses initiatives locales de protection sociale, dans le but de permettre aux entreprises de la côte d'attirer une main-d'œuvre plus qualifiée et plus stable. En 2007, 12 millions d'emplois contractuels ouvrant droit à la sécurité sociale ont été créés dans les villes de Chine, mais en aurait fallu 24 millions étant donné le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail et de travailleurs ayant perdu leur emploi de fonctionnaire. Il en est ainsi depuis plusieurs années. Le fossé est comblé par l'emploi informel, très précaire et sous-payé.

Ces nouvelles migrations s'inscrivent dans un phénomène plus vaste. Les zones côtières connaissent actuellement un changement de type de production. Les industries nécessitant beaucoup de main-d'œuvre se déplacent vers les régions centrales, la Chine de l'intérieur, à la recherche de travailleurs toujours moins exigeants et plus dociles, tandis que les zones côtières s'orientent désormais vers des activités à plus forte valeur ajoutée (télécommunications, finance, publicité...). Ces activités s'efforcent d'assimiler par le haut une partie des fils et filles des ouvriers d'Etat déclassés par la restructuration et de contribuer à une « remontée des filières », c'est-à-dire à une évolution de l'économie chinoise de productions de biens manufacturés bas de gamme vers des productions plus sophistiquées.

3. Un phénomène de fond : le démantèlement du service public.

Poursuivant sa transition d'un système communiste à un système ultra-capitaliste, le pouvoir a entrepris depuis 1997 une « restructuration » accélérée du secteur public, réduisant drastiquement le nombre de postes dans l'administration chinoise et privatisant de nombreux secteurs.

Des millions de Chinois, auparavant fonctionnaires et bénéficiant d'un emploi et d'un salaire garantis à vie, ont ainsi perdu leur emploi. Dans un premier temps, ils ont conservé encore un lien salarial avec leur entreprise, c'est-à-dire un salaire réduit en échange de tâches déqualifiées (balayage de rues, collecte d'ordures, gardiennage) qui leur étaient imposées à la place de leur

ancien métier, ainsi qu'un lien avec le système de protection sociale : il s'agit des « *xiagang zhigong* » (« fonctionnaires en retrait de poste »). Ils touchent alors environ un tiers de leur salaire ancien, et conservent un lien contractuel avec l'entreprise, ce qui implique notamment protection sociale, et considération. A la place de leur ancien métier, ils sont chargés de tâches subalternes : balayeurs de rue, aides-jardiniers, auxiliaires de circulation, gardiens... Mais désormais, la catégorie des *xiagang zhigong* est en voie de disparition, car ni l'Etat ni les nouveaux actionnaires privés des entreprises ne veulent plus payer ces charges sociales qui grèvent leur budget. Les *xiagang zhigong* sont donc progressivement versés dans les cohortes des chômeurs. Ils étaient 13 millions dans ce cas en 2006. Les transformations liées à cette politique d'« ouverture », porteuses de paupérisation pour des dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires désormais privés de tout statut et de toute indemnisation, ont été accélérées par le « plan de rationalisation de la sidérurgie » lancé par l'Etat en juillet 2005. Beaucoup d'anciens fonctionnaires se font désormais embaucher comme travailleurs à la journée, pour quelques yuans : chaque matin ils se tiennent au coin d'une rue avec une pancarte en bandoulière sur laquelle chacun écrit ses compétences : maçonnerie, peinture, électricité, ménage... Ce travail de journalier au noir ne leur permet pas toujours d'avoir un toit. Le choc est rude pour ces millions de travailleurs habitués au « bol de riz en fer » assuré par Mao. La reconversion est très difficile pour ces Chinois qui perdent ainsi non seulement leur poste mais leurs droits sociaux, sans parler des anciens fonctionnaires aujourd'hui à l'âge de la retraite, ayant travaillé toute leur vie et qui perdent ainsi leurs droits à une pension et aux soins médicaux. Sur le terrain, les situations dramatiques se comptent en centaines de milliers : expulsions, misère... La paupérisation se répand, particulièrement dans la Chine intérieure.

Les services publics n'ont cependant pas totalement disparu aujourd'hui. Des concours de recrutement de l'administration ont toujours lieu régulièrement, mais, le nombre de postes étant de plus en plus minime, les taux de réussite à ces concours sont devenus très faibles.

Un chômage croissant.

Le taux de chômage officiel est très bas : 4,1 % de la population urbaine à la fin de 2006, mais ce chiffre, comme la plupart des chiffres officiels sur le travail en Chine, n'est pas très fiable : il n'inclut ni les migrants sans travail, ni les chômeurs en fin de droits, ni les jeunes sans emploi n'ayant jamais cotisé, ni les « *xiagang zhigong* ».

Contrairement au discours officiel du pouvoir, qui affirme que les difficultés d'adaptation à ce nouveau système concernent uniquement les travailleurs de l'ancienne génération, habitués à un emploi garanti et « assisté », une enquête effectuée en 2005 dans quatre villes – Dalian, Tianjin, Changsha et Liuzhou – a mis en évidence que les jeunes souffrent plus encore de cette situation que leurs aînés : le chômage des 15-29 ans y atteignait 9 %, contre 6,1 % pour l'ensemble de la

population urbaine. La plupart des emplois des jeunes sont sous-payés, précaires, sans protection sociale. De nombreux jeunes sortent du système scolaire avec un niveau équivalent au baccalauréat. A la recherche d'un emploi, ils sont plus ou moins pris en charge par les comités de résidents et les « bureaux de rue », le niveau le plus bas de l'administration. Cette prise en charge, vestige du système d'aide sociale du temps du communisme, leur permet tout juste de subsister : effectuant des tâches subalternes et temporaires dans le gardiennage, l'entretien, l'hôtellerie, la restauration, la vente en magasins, ils constituent une couche intermédiaire entre la classe moyenne et les migrants, occupant des emplois déclassés et sans possibilité d'évolution.

Le chômage frappe aussi les diplômés de l'enseignement supérieur. Le nombre de ces diplômés est passé de 1 million en 2000 à près de 5 millions en 2007, soit chaque année 13 % d'une classe d'âge. En 2010, la proportion devrait atteindre 23 %. L'économie chinoise peine à absorber un nombre si important : ainsi, 60 % des diplômés de 2006 n'ont pas trouvé d'emploi cette année-là. Beaucoup de diplômés de l'enseignement supérieur sont ainsi contraints, pour échapper au chômage, d'accepter des postes subalternes et sous-payés, comme par exemple dans la manutention. Beaucoup de ces jeunes diplômés chômeurs vivent isolés dans des logements précaires des zones urbaines de la côte, les « *shiyuandian* » (« hôtels à 10 yuans »). Ils sont plusieurs millions dans cette situation. Isolés, marginalisés, subsistant en enchaînant les « petits boulots », ils passent leur temps à envoyer des curriculum vitae et à tenter de passer des entretiens. Souvent, ils ont perdu le contact avec leur famille, car ils leur doivent de l'argent et ne peuvent pas rembourser, ou ne veulent pas perdre la face en rentrant dans leur village, où leur famille et leurs connaissances ne savent rien de leur sort et les imaginent menant une brillante carrière à la ville. Le gouvernement chinois s'est engagé à élever le taux d'emploi afin de les aider à trouver du travail. Mais cette action passe non pas par une aide directe à ces jeunes diplômés en situation précaire (allocation, aide au logement, à la formation...), mais uniquement par des financements et des crédits aux entreprises, dont on ne sait pas s'ils profiteront réellement à ces jeunes diplômés.

Par rapport à ces graves problèmes d'emploi, le Ministère chinois du Travail et de la Sécurité sociale se fait rassurant : selon lui, le taux d'emploi devrait croître dans les prochaines années, notamment le taux d'emploi des employés dans les villes ; ces derniers sont déjà passés de 8,4 millions en 2002 à 12,04 millions en 2007. Le Ministère estime aussi que l'emploi des ouvriers augmentera : il prévoit un total de 850 millions d'ouvriers devraient être employés d'ici 2020. Il affirme que le taux de chômage du pays devrait tomber au-dessous de 4% dans les villes en 2020.

Les employeurs déplorent une formation inadaptée aux besoins, et un manque de mobilité des travailleurs. Il semble plutôt que ce soit le mode de développement de la Chine, largement fondé sur les industries à forte utilisation de main-d'œuvre non qualifiée, qui montre ses limites. Le chômage s'aggrave avec les délocalisations croissantes de main d'œuvre auxquelles recourent de plus en plus

d'entreprises chinoises, à la recherche de coûts de production toujours plus bas : en effet, pourquoi employer un travailleur chinois 20 centimes d'euros de l'heure, puisqu'un travailleur africain revient moins cher ?

Des protestations sociales croissantes, de la part des urbains, des ruraux et des *mingong*.

Loin de la « société harmonieuse » qu'annonçait le président Hu Jintao, la Chine connaît de plus en plus de conflits, liés aux inégalités croissantes et criantes. La Chine semble connaître une période d'exaspération sociale et politique au moins aussi importante qu'en 1989.

Malgré une répression musclée de la part des autorités, les mouvements de protestation, qui éclosent depuis quelques années, n'ont pas pu être étouffés, et se poursuivent sans faiblir. Dans les campagnes, les habitants organisent des manifestations, en particulier pour protester contre les expulsions.

Les migrants commencent à se mobiliser pour dénoncer les conditions de vie qu'ils subissent. Ils organisent des pétitions et des actions en justice, au sujet de leur habitat précaire, de l'absence de contrat et de protection sociale. En effet l'absence de contrats valables et de protection sociale permet aux patrons de ne pas toujours payer ces employés migrants.

Les zones urbaines sont agitées par des contestations multiformes: chômeurs, précaires, retraités sans ressources, victimes de la fin du travail garanti à vie et de la fin du système de protection sociale. Les protestataires se regroupent devant des bâtiments municipaux pour exiger d'être reçus par des responsables. A Pékin par exemple, où les bouleversements et les métamorphoses rapides de l'urbanisme ont engendré de nombreux exclus: les « délogés » se regroupent et organisent des mouvements, pour protester contre le montant dérisoire du dédommagement qui leur est offert en échange de la destruction de leur logement. Ils protestent aussi contre la manière dont ils sont traités par les promoteurs immobiliers, et dénoncent la non-application des réglementations par les autorités locales.

La province du Liaoning a connu en mars 2002 une vague de fortes mobilisations sociales, notamment à Liaoyang, ville de vieille industrie chimique et mécanique. Après plusieurs jours de manifestations de masse, les leaders du mouvement ont été emprisonnés arbitrairement. Finalement, le pouvoir a satisfait une partie des revendications, comme le paiement des indemnités de chômage et des retraites. Le directeur corrompu de l'entreprise a été condamné, et le dirigeant local du parti a été muté. Mais les représentants ouvriers sont toujours en prison, isolés et presque oubliés.

Les protestations se multiplient dans plusieurs villes contre la corruption des responsables politiques locaux : ainsi en février 2008, un ancien maire adjoint de la ville de Bozhou (Anhui) a été condamné à huit ans de prison pour avoir accepté des pots-de-vin totalisant environ 400 000 yuans

(56 000 dollars). La population est de plus en plus exaspérée de cette corruption endémique des élites.

Les zones rurales ne sont pas en reste : les paysans organisent des mouvements contestataires pour dénoncer la fiscalité écrasante que leur imposent les autorités locales, et les confiscations de terre sans compensations financières équitables dont ils pâtissent. Les pouvoirs locaux répriment ces revendications plus durement que celles des villes. Les mouvements protestataires organisés par les ruraux critiquent le comportement des cadres de base, mal formés, avides et souvent corrompus.

En l'absence de liberté d'association et de réelle liberté syndicale, les travailleurs ne peuvent pas se représenter eux-mêmes. Le syndicat officiel, *All China Federation of Trade Unions* (ACFTU), qui rassemble officiellement 18% des travailleurs, est peu enclin à la protestation. Les mouvements sociaux qui éclosent actuellement se développent donc en dehors du cadre syndical, selon des modes de contestation variés : pétitions, manifestations, recours à la presse, élections de leaders contestataires. Une nouvelle élite locale commence à se dégager. Elle mêle des cadres « éclairés », des représentants de familles influentes, des nouveaux entrepreneurs, de petits notables... Il se construit peu à peu un espace de protestation légitimé par l'Etat, ainsi que de nouvelles formes de gestion des conflits, moins répressives que les anciennes.

L'écrivain chinois Xu Xing, connu pour sa parole libre, est inquiet sur l'avenir social des Chinois. Il dénonce le « *capitalisme sans limites* » qui « *sacrifie beaucoup de gens* ».

Dans le même temps, une nouvelle école de sociologie cherche à conjuguer développement économique et progrès social. Dai Jian-Zhong, directeur adjoint de l'Institut de sociologie de l'académie des sciences sociales de Pékin, dénonce l'inégalité dans la relation patron-ouvrier, et la non-application des lois et mesures sociales.

Au total, les injustices sont telles que les travailleurs protestent de plus en plus. En 2004, pour la première fois, le ministère de la sécurité publique a rendu public le chiffre des manifestations : 74 000 en 2004, rassemblant 3,76 millions de personnes, contre 10 000 en 1994.

4. La situation alarmante des femmes chinoises.

Des discriminations croissantes.

Sous le communisme maoïste, la Chine se posait en fervent défenseur de l'égalité des sexes. Socialement et matériellement, la situation des femmes y était meilleure qu'aujourd'hui. Désormais, avec le tournant capitaliste de la Chine, on constate une dégradation de la condition des femmes, liée au regain des structures traditionnelles, oppressives envers les femmes : mariages forcés,

femmes soumises au mari, limitation de leurs droits d'expression et de leurs droits sociaux. Désormais, la Chine est l'un des pays où les discriminations envers les femmes sont les plus aiguës. Ayant pris conscience de ce problème, le gouvernement chinois a lancé en 2001 une campagne intitulée « Plus de considération pour les filles », qui cherche à promouvoir l'idée d'égalité des sexes, notamment à travers les manuels scolaires, et à améliorer les conditions de vie des familles élevant une fille. Ainsi, dans certaines régions, les couples concernés bénéficient par exemple d'un fonds de soutien et sont exemptés d'impôts agricoles et de frais de scolarité pour leur fille, jusqu'à ce qu'elle soit en âge de se marier.

Un grave déséquilibre démographique hommes/femmes.

En Chine comme en Inde et dans d'autres pays asiatiques, le déséquilibre démographique hommes/femmes se creuse de manière inquiétante depuis les années 1980, causant un déficit de plus de 90 millions de femmes. Ce phénomène se traduit par des avortements sélectifs d'embryons ou de fœtus féminins (Beaucoup de femmes enceintes, suite à une échographie ou une amniocentèse, décident d'avorter si elles apprennent qu'elles attendent une fille), par une maltraitance des petites filles et des femmes, une négligence dans les soins qui leur sont apportés : les filles sont moins souvent vaccinées, moins bien soignées, moins bien nourries, que les garçons. Ainsi, désormais en Chine, l'excédent de garçons à la naissance est de 12 % au-dessus du niveau normal (la norme biologique naturelle étant d'environ 105 naissances de garçons pour 100 naissances de filles). Quant à la mortalité infanto-juvénile (c'est-à-dire la mortalité entre 0 et 5 ans), celle des filles est supérieure de 28% à celle des garçons. La Chine est le pays qui détient le record du monde pour ce chiffre. Les répercussions sont importantes : on estime ainsi que, chaque année à partir de 2010, plus d'un million de Chinois ne pourront trouver de compagne, faute d'un assez grand nombre de femmes. L'excédent d'hommes pourrait atteindre les 20 % vers 2030. Le premier cri d'alarme, lancé en 1990 par Amartya Sen, économiste indien devenu prix Nobel d'économie en 1998, est longtemps demeuré sans écho.

Comment expliquer ce phénomène ? Les raisons en sont à la fois politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses. Ces pratiques découlent du statut inférieur des femmes dans ces sociétés : système patriarcal, familles patrilineaires, où l'absence d'héritier mâle signifie l'extinction de la lignée familiale et du culte des ancêtres, socialisation encourageant la soumission à leur mari et à leur belle-famille, mariages arrangés.... La libéralisation économique et sociale du pays, en supprimant les systèmes d'assurance sociale (maladie, maternité, crèches et écoles maternelles, retraite...) a engendré, comme réflexe de protection, un retour aux rapports de pouvoir traditionnels, défavorables aux femmes. Dans les campagnes chinoises, on sait qu'il faut « élever un fils pour préparer sa vieillesse », puisqu'on ne peut plus compter sur des pensions de retraite. De plus, le

système d'attribution des terres cultivables mis en place lors de la décollectivisation agraire à partir des années 1980, s'est fondé sur l'ancien système d'héritage traditionnel régi par des règles patrilinéaires, ce qui a encore accru la préférence des familles paysannes pour un fils.

De manière apparemment paradoxale, ce sont les femmes les plus jeunes et les mieux éduquées, notamment en ville, qui pratiquent plus systématiquement les méthodes de sélection prénatale, sans doute parce qu'elles en ont les possibilités financières et qu'elles ont plus facilement accès aux moyens médicaux.

Pour répondre à la demande croissante d'épouses des jeunes hommes Chinois, (notamment des provinces méridionales), des réseaux transnationaux s'organisent. A la frontière sino-vietnamienne, par exemple, la migration des femmes à des fins de mariage est en pleine expansion. Pour certaines familles chinoises modestes, acheter une épouse apparaît désormais le seul moyen de trouver une femme pour leur fils. Réciproquement, de nombreuses migrantes vietnamiennes placent dans leur mariage avec un Chinois ou un Taïwanais l'espoir d'une vie meilleure. Ainsi, à Taïwan, près de 8 % des mariages célébrés en 2000 concernaient un couple constitué d'un Taïwanais et d'une Vietnamienne. Depuis le milieu des années 1990, le Vietnam aurait ainsi fourni une épouse à 100 000 Taïwanais, désireux de s'unir à une femme soumise, respectueuse des valeurs traditionnelles, et moins susceptible qu'une de leurs concitoyennes de revendiquer son autonomie.

Le développement de ces réseaux matrimoniaux et préoccupants car il s'agit de trafics liés à la mafia, exploitant le laxisme et la corruption des services d'enregistrement des mariages dans les régions « acheteuses ». Les acheteurs sont en général des paysans pauvres et peu éduqués.

La raréfaction des femmes, loin d'entraîner une amélioration de leur condition, accentue au contraire leur marchandisation.

Depuis les années 1990, les autorités chinoises ont tenté d'apporter des réponses politiques à ce problème, promulguant plusieurs lois interdisant tout mauvais traitement ou toute discrimination à l'encontre des filles, de même que la sélection prénatale du sexe de l'enfant à naître, et mettant en place un programme visant à ramener à un niveau normal la proportion filles/garçons des bébés à la naissance d'ici 2010. D'ores et déjà ce programme a échoué à atteindre son objectif, et les différentes lois se sont montrées inefficaces. Actuellement, les avortements sélectifs restent encore largement répandus. Une solution envisagée à présent par le gouvernement chinois serait de renoncer à la politique de l'enfant unique, en vigueur depuis la fin des années 1970. Cela permettrait de lutter à la fois contre les problèmes du vieillissement de la population chinoise, du manque de main d'œuvre non qualifiée, et du déséquilibre hommes/femmes.

La situation sanitaire préoccupante des femmes.

Actuellement, parmi les femmes chinoises mortes en couches et les enfants décédés avant l'âge d'un an, environ 70% se trouvent dans des régions rurales éloignées et pauvres. Le nombre de femmes mortes en couches est deux fois plus élevé dans les campagnes que dans les villes, avec une disparité encore plus grande entre les régions enclavées du fin fond de la Chine intérieure (Xinjiang, Sichuan) et celles de la Chine littorale. Depuis quelques années, le pouvoir central se préoccupe de cette situation, d'autant plus qu'elle devient inquiétante pour l'avenir économique du pays. Début mars 2008, le Vice-Ministre chinois de la Santé, Liu Qian, a annoncé la volonté du gouvernement de faire reculer ces disparités, et a déclaré que « toutes les femmes chinoises jouissent des mêmes droits en termes de services de soins médicaux » et que « c'est la responsabilité du gouvernement d'assurer un accès équitable à toutes les femmes qui en ont besoin ». Le Ministère chinois de la Santé prépare actuellement un plan d'action pour garantir la santé des femmes chinoises. Il s'agit d'établir en deux ans un système permettant de fournir des services de base aux femmes aussi bien des villes que des campagnes, et de permettre à toutes les femmes d'accoucher à l'hôpital, afin de diminuer leurs décès en couches ainsi que la mortalité infantile. Cependant, cette prise de conscience est bien tardive, et s'est traduite pour l'instant uniquement par de simples déclarations d'intention.

4) Les ambitions internationales de la Chine, concurrente de l'Occident.

La République populaire de Chine (RPC) a été marginalisée dans les relations internationales à la suite de la guerre de Corée. La Détente a favorisé sa renaissance diplomatique, puis l'effondrement de l'URSS a accéléré la transformation de sa place et de son rôle sur la scène internationale. Aujourd'hui, plus que le chef de file des pays du Sud, soucieux de démocratisation des relations économiques internationales, la Chine se veut une grande puissance pragmatique, qui promeut l'idée d'un « développement partagé ». Le gouvernement chinois entend participer à l'élaboration d'un monde multipolaire dont la Chine occuperait un jour l'une des premières places. Comment se caractérise cette nouvelle « Realpolitik » chinoise ? Comment met-elle en œuvre cette stratégie sur la scène internationale ? Quels rapports entretient-elle avec l'Occident dans cette nouvelle configuration des relations internationales ?

La Chine dans les relations internationales.

1971 : admission de la RPC aux Nations Unies.

2001: entrée de la RPC à l'OMC.

2005: loi anti-sécession concernant Taïwan

2005: conflits commerciaux sur les textiles avec les Etats-Unis et l'Union européenne.

2005: le taux de change du yuan est fixé par rapport à un panier de monnaies (dollar, euro, yen).

2006: visite du président chinois, Hu Jintao, aux Etats-Unis, célébrant « la paix, le développement et la coopération ».

2008 : Jeux Olympiques de Pékin : un événement controversé.

1. L'impressionnante ascension de la Chine sur la scène internationale.

Les autorités chinoises ont tiré parti de la crise financière qui a secoué l'Asie dans les années 1997-1998. Seul pays à avoir gardé le contrôle des changes et à refuser de céder aux pressions du FMI, la Chine a été aussi le seul pays d'Asie à avoir préservé ses chances de croissance quand tous, Japon compris, étaient plongés dans une grave crise économique. De plus, grâce au yuan arrimé au dollar, la Chine a contribué à rétablir une certaine stabilité dans une région alors en pleine débâcle financière. Elle a même accordé des prêts à intérêts réduits, ou des aides, à plusieurs des « dragons » alors en difficulté, gagnant ainsi leur confiance et obtenant un ascendant sur eux.

Une stratégie pragmatique, qui se veut rassurante.

Pour calmer les craintes que suscite sa montée en puissance, le gouvernement chinois a élaboré le concept d'« émergence pacifique ». La Chine considère les Etats-Unis comme son partenaire de référence dans le domaine économique, mais réproouve sa politique d'« endiguement » et sa « conspiration d'encerclement ». Elle se targue de développer une politique étrangère de paix et d'indépendance, fondée sur des principes de « coexistence pacifique », une politique modèle donc, faite de coopération amicale, de politique de bon voisinage, et d'opposition à tout hégémonisme. Depuis le début du XXI^e siècle, la Chine cherche à se positionner sur la scène internationale comme une force œuvrant à la « stabilité ». « La Chine veut, avant tout, promouvoir un entourage stable, favorable au développement. », affirmait ainsi en 2005 M. Kong Quan, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois. La multiplication des voyages à l'étranger des dirigeants chinois, au cours desquels ils développent cette rhétorique rassurante, contribue à la diffusion de cette nouvelle image de la Chine dans les relations internationales.

La nouvelle génération d'hommes politiques au pouvoir en RPC a bâti une doctrine stratégique autour des « quatre non » énoncés par le président Hu Jintao : « Non à l'hégémonisme, non à la politique de la force, non à une politique de blocs, non à la course aux armements ». Il s'agit de « construire la confiance, atténuer les difficultés, développer la coopération, et éviter les confrontations ». La Chine déploie une « diplomatie asymétrique », très mobile, qui privilégie les relations bilatérales tout en participant activement aux organisations régionales, et qui noue des liens économiques tous azimuts tout en réduisant les tensions territoriales anciennes.

Un développement militaire croissant.

Avec le poste de Président de la République et celui de Secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), le poste de Président de la Commission militaire centrale est le plus important poste de pouvoir du pays. La Commission militaire centrale est en effet l'instance décisionnelle suprême de l'Armée populaire de libération (APL). Celle-ci, fondée en 1927 au tout début de la guerre civile entre les communistes et le parti nationaliste du Guomindang, jouit d'un fort prestige de par son passé glorieux et son rôle historique dans la libération du pays contre l'occupation japonaise et dans la lutte pour la victoire du régime communiste.

Dans ses *Ecrits militaires*, Mao avait théorisé la méthode de l'Armée populaire de libération, développant la théorie de la « guerre populaire », consistant en une guerre de partisans, dont la stratégie consiste à attirer l'ennemi à l'intérieur du pays, en abandonnant intentionnellement certaines régions, pour ensuite mieux le harceler et l'encercler. Cette méthode de combat impliquait une participation active du peuple lui-même, élément décisif de cette guérilla armée. Dans cette

optique, le régime maoïste avait formé, à partir des années 1950, entraîné et entretenu une importante milice populaire, constituée de millions de civils.

Depuis les réformes initiées sous l'impulsion de Deng Xiaoping à partir de 1978, l'armée chinoise a connu une importante modernisation technologique et stratégique. En 1985 a été créée l'Université de défense nationale. La première Guerre du Golfe en 1991 a révélé à la Chine l'urgence d'une réorientation de fond de son armée, afin de pouvoir faire face aux nouvelles formes de conflits armés. Le budget de la défense chinoise a depuis connu une augmentation importante et régulière, supérieure à 10% par an en moyenne. La nouvelle doctrine en matière de défense est désormais celle de la « guerre populaire sous des conditions modernes » : il s'agit d'envisager des conflits d'échelle locale, et non plus d'échelle nationale, et ces conflits sont désormais conçus comme essentiellement frontaliers, voire extérieurs au territoire national. En outre, il s'agit non plus de simplement se défendre contre une agression extérieure, de résister à une invasion du territoire, mais de prendre les devants par une action préventive ciblée. De strictement défensive, la doctrine devient donc agressive, s'appuyant sur les concepts de « dissuasion stratégique » et d'« initiative victorieuse par une attaque en premier ». La Chine poursuit l'objectif de remporter une « guerre limitée dans des conditions de haute technologie », une « bataille rapide pour aboutir à une conclusion rapide ».

En concordance avec ces nouveaux concepts et ces nouveaux impératifs en matière de défense, l'Armée populaire de libération a connu ces dernières années une professionnalisation croissante et corollairement une nette diminution de ses effectifs, qui sont passés de 4 millions d'hommes en 1980 à 2,3 millions aujourd'hui. La RPC privilégie en effet à présent la formation d'unités de base peu nombreuses, fortement équipées, et disponibles pour des actions ponctuelles. Ces unités se concentrent en quelques points stratégiques, comme le détroit de Taïwan, et la zone littorale chinoise qui fait face à la Corée du Sud. En réalité, les objectifs de modernisation de l'armée chinoise sont loin d'être atteints, et la plus grande partie des forces militaires chinoises restent aujourd'hui très mal équipées, en particulier les forces navales et aériennes, qui présentent un gros retard sur celles des pays occidentaux. Ce retard est lié en partie à l'embargo sur les ventes d'armes imposé par l'Europe à la Chine depuis la répression de la place Tian'anmen en 1989 ; à partir des années 1990, la Chine a acheté un nombre croissant d'armes à la Russie, qui est devenue son premier fournisseur d'armes.

Le contingent chinois s'élève actuellement à environ 2,3 millions d'hommes, dont 71% appartiennent à l'armée de terre. Par ce chiffre, l'armée chinoise est la plus importante au monde. Les dépenses militaires du pays en 2007 représentent 1,4% du PIB chinois, contre 4,6% pour les Etats-Unis, 3% pour la Grande-Bretagne, et 2% pour la France.

En août 2007 a été célébré en grande pompe le 80^e anniversaire de l'Armée populaire de libération. Cet événement a été très médiatisé en Chine, donnant lieu à de nombreux documentaires télévisés et à l'édition de volumes de biographies consacrés à des militaires haut gradés. Il a aussi été l'occasion pour le pouvoir chinois de signifier de manière frappante au monde entier sa volonté de faire de l'APL une force militaire de taille. « Avec la croissance économique, nous allons graduellement accroître la contribution aux forces armées, pour continuer à les moderniser, dans l'intérêt de la sécurité nationale et du développement », a déclaré à cette occasion le président Hu Jintao, indiquant que la Chine privilégiera la qualité à la quantité de ses forces armées, qu'elle souhaite « minces et fortes », c'est-à-dire peu nombreuses mais modernes et bien entraînées.

Dans le cadre de son programme de modernisation des forces armées, la Chine a prévu d'accroître son budget militaire de 18% en 2008, pour le porter à 417,769 milliards de yuans, soit 38,7 milliards d'euros, afin d'augmenter la solde des militaires, d'améliorer l'entraînement des officiers, de moderniser les équipements.

Depuis plus d'une décennie, les dépenses militaires de la Chine connaissent une croissance à deux chiffres, souvent présentée comme un rattrapage par rapport aux années 1970 et 1980. En 2007, la hausse a été de 17,8 %, la plus élevée en dix ans. Face aux inquiétudes que ce renforcement militaire suscite dans le monde, la Chine fait valoir que son budget reste « bien inférieur à celui d'autres pays, en particulier certaines grandes puissances », sous-entendu les Etats-Unis. En effet, en février 2008, le président américain George W. Bush a fait adopter pour l'exercice 2009 un budget militaire de 606,4 milliards de dollars pour son pays, en hausse de 7,5 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, le budget militaire des Etats-Unis est environ 15 fois plus important que celui de la Chine, alors que la population chinoise est 4,3 fois plus importante que celle des Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis, soucieux de conserver leur position militaire hégémonique dans le monde, perçoivent avec désapprobation l'accroissement des dépenses militaires de la Chine, développant l'idée qu'il en découlerait de graves « risques pour la stabilité » mondiale. Les Etats-Unis redoutent notamment une crise au sujet de Taïwan, ou bien au sujet de l'approvisionnement en pétrole. Le Pentagone développe donc une campagne de critiques à l'égard de l'accroissement des forces militaires chinoises : ainsi, en juin 2007, l'Américain Richard Lawless, sous-Secrétaire adjoint à la Défense chargé de l'Asie-Pacifique, accusait les dirigeants chinois de « dissimuler délibérément la nature des capacités militaires chinoises ». Cette attitude des Etats-Unis est suivie par le Japon, qui reproche à la Chine de manquer de transparence sur la force de son armée.

Un des objectifs majeurs du pouvoir chinois dans son entreprise de renforcement militaire est de dissuader Taïwan de proclamer son indépendance. C'est ce qu'a affirmé récemment de manière explicite Cao Gangchuan, Ministre chinois de la défense : « nous avons la détermination et la

capacité de faire obstacle à l'indépendance de Taïwan et aux graves incidents que l'indépendance de Taïwan pourrait susciter ».

La Chine, puissance nucléaire, et la question de l'arme nucléaire iranienne et coréenne.

Depuis 1964, la RPC fait partie des 5 puissances nucléaires déclarées, avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie. Même si, depuis, d'autres pays se sont à leur tour, mais sans toujours le déclarer officiellement, dotés de l'arme nucléaire, comme Israël en 1967, l'Inde en 1974, le Pakistan en 1998, la Chine, par ce statut de puissance nucléaire, qui s'ajoute à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, a renforcé son poids sur la scène internationale.

En 1996, dans le cadre des efforts internationaux pour limiter la course aux armements nucléaires, la Chine a annoncé un moratoire sur ses essais et a fait partie des 188 signataires du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), signé en 2004. Ce traité a permis que l'Argentine, l'Afrique du sud et le Brésil renoncent à leurs programmes nucléaires. La Chine a également adhéré à plusieurs autres accords internationaux sur la limitation des armements.

Par ailleurs, le positionnement de la Chine au sujet du problème du nucléaire iranien et coréen est un enjeu important. Concernant le problème nucléaire iranien, la Chine soutient les résolutions des Nations unies et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Comme tous les autres membres du conseil de sécurité elle a voté en mars 2008 la résolution 1803 de l'ONU, et comme l'ensemble des autres puissances occidentales, elle a affirmé son souhait de voir régler ce problème par la diplomatie, et a appelé les parties concernées à trouver une solution négociée.

En ce qui concerne la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée, RPDC), la Chine a joué un rôle-clé de par ses relations assez étroites avec la Corée du Nord, Etat communiste comme l'était la Chine jusque vers 1980. Après l'essai nucléaire nord-coréen d'octobre 2006, une nouvelle session de pourparlers à six parties (Etats-Unis, Russie, Japon, Chine, Corée du Sud, Corée du Nord) s'est tenue à Pékin en février 2007, et a abouti à un accord prévoyant la « suspension temporaire des activités des installations nucléaires de la République populaire démocratique de Corée » en contrepartie d'une aide économique et énergétique à la Corée du Nord équivalent à un million de tonnes de pétrole brut. Les négociations se sont poursuivies à Pékin en mars 2007. La Corée du Nord a demandé la levée de l'ensemble des mesures de sanction économique américaines comme préalable à la fermeture des installations nucléaires coréennes de Yongbyon. Un accord a pu être conclu en ce sens le 19 mars 2007 : les fonds nord-coréens détenus et gelés par les Etats-Unis seraient restitués à la Corée du Nord par l'intermédiaire d'une banque chinoise. La Chine a ainsi joué un rôle important dans le règlement pacifique de cette crise, en accueillant sur son sol les négociations et en faisant office d'intermédiaire. Le transfert des fonds prévu à la Corée du Nord,

bien que s'étant heurté à des problèmes techniques, a pu finalement s'effectuer après plus de trois mois de discussions, en juin 2007. La restitution de ce fonds a levé le principal obstacle à la mise en œuvre de l'accord de février 2007. Fin juin 2007, le retour des inspecteurs de l'AIEA à Pyongyang a ouvert la voie à la fermeture du réacteur nucléaire et des autres installations nucléaires du site de Yongbyon. Ce succès a été suivi par l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations à six sur le nucléaire nord-coréen, toujours à Pékin, aboutissant à un nouvel accord fin septembre 2007. La Corée du Nord s'est ainsi engagée, en contrepartie de la livraison d'un million de tonnes de fioul, à démanteler les trois réacteurs nucléaires de son site de Yongbyon d'ici le 31 décembre 2007 et à fournir pour cette date la liste complète de ses activités nucléaires. Le fait que sous la pression de la Chine, la Corée du Nord ait accepté de négocier sur le désarmement nucléaire, constitue un grand succès diplomatique pour la Chine. Actuellement le processus de négociations se poursuit, et la Chine a réussi à se tailler un rôle-clé dans ce processus, dans lequel elle coopère avec les Etats-Unis. C'est un point positif pour l'image de la Chine sur la scène internationale : cela lui permet d'apparaître comme une puissance raisonnable, influente, facteur de stabilité en Asie.

La Chine et la conquête spatiale.

La Chine s'est lancée récemment dans la course à la conquête de l'espace, domaine jusqu'alors monopolisé par les Etats-Unis, l'URSS (puis la Russie) et l'Europe.

Dans les dernières décennies, l'Académie chinoise des technologies spatiales a fait des percées dans de nombreux domaines comme la récupération de satellites, les satellites de communications géosynchrones, les vols spatiaux habités et technologies d'exploration lunaire. Elle a conçu et fabriqué à ce jour environ 80 véhicules spatiaux.

Depuis une dizaine d'années, la Chine a réalisé des programmes spatiaux remarquables. En 1999, elle a lancé un ambitieux programme de vaisseau spatial habité, et a réussi à envoyer l'astronaute chinois Yang Liwei dans l'espace, à bord du vaisseau spatial Shenzhou V, en 2003. En 2005, les astronautes Fei Junlong et Nie Haisheng ont effectué un vol de cinq jours dans l'espace à bord du vaisseau Shenzhou VI. Toutes ces expéditions spatiales se sont déroulées avec succès et les astronautes sont revenus sains et saufs. Le pays a envoyé en moyenne huit satellites par an dans l'espace en 2006 et en 2007, contre une moyenne de 1,5 dans les années 1996-2000.

En janvier 2007, Pékin a réussi à détruire un de ses anciens satellites météorologiques, par un tir de missile, ce qui constitue une prouesse technologique. En octobre 2007, grâce à la fusée « Longue Marche 3A », la Chine a lancé sa première sonde lunaire Chang'e-1. Elle entend à présent rapporter du sol lunaire.

Dix lancements spatiaux sont prévus pour 2008, dont le lancement du vaisseau spatial Shenzhou VII en octobre 2008. C'est une mission cruciale qui est ainsi assignée au centre de lancement de

satellites de Jiuquan: il s'agit de faire marcher dans l'espace les astronautes du vaisseau Shenzhou VII, et d'établir une grande station spatiale, un véritable laboratoire dans l'espace. C'est un défi très ambitieux. Le directeur du centre de lancement de satellites, Zhang Yulin, s'affirme confiant en son succès. La Chine a également prévu de lancer en 2008 deux satellites environnementaux, chargés de contrôler les catastrophes naturelles, un satellite météo et d'un satellite de communication pour le Venezuela. Le pays a aussi d'ores et déjà annoncé son intention d'envoyer un nombre record de satellites dans l'espace durant les dix prochaines années. Pour cela, de nouveaux lanceurs seront fabriqués à Tianjin et lancés depuis l'île de Hainan, et une fusée porteuse de nouvelle génération, la « Longue Marche 5 », d'une capacité de charge maximum de 25 tonnes, devrait être mise en opération en 2014.

Cet essor spatial de la Chine suscite inquiétude et jalousie du côté des Etats-Unis. Vont-ils se lancer dans une compétition avec la Chine ? La destruction, en février 2008, par les Etats-Unis d'un de leurs anciens satellites espions devenu incontrôlable, a pu être interprétée comme une volonté de faire la démonstration de leur capacité à détruire des satellites dans l'espace, à l'instar de ce qu'avait fait la Chine en 2007. Les Etats-Unis ont démenti ce parallèle.

La Chine et la situation alimentaire mondiale.

La Chine exerce une influence croissante sur les marchés alimentaires mondiaux : premier producteur de blé au monde, elle en est aussi le premier importateur. Ses achats annuels de blé équivalent à 5% du total des échanges mondiaux dans le secteur céréalier. La forte croissance économique de la Chine, qui va de pair avec un gigantesque exode rural, et avec d'importantes expropriations de terres agricoles en vue de la réalisation de projets industriels ou immobiliers, laisse prévoir une hausse continue des importations céréalières, et plus généralement alimentaires, de la Chine dans les décennies à venir. L'impact de ce phénomène serait d'ailleurs déjà sensible aujourd'hui : la nette hausse du prix des produits alimentaires, perceptible en Europe depuis la fin 2007, pourrait y être liée. Cette pression croissante de la Chine sur les cours des matières premières alimentaires risque de perturber les équilibres mondiaux dans ce domaine. Va-t-on vers une augmentation continue du prix des aliments ?

2. Une puissance qui s'impose de plus en plus dans les enjeux régionaux.

Chine/ Etats Unis : les relations du plus grand pays du monde avec la première puissance économique mondiale.

En 1971, l'admission de la République populaire de Chine aux Nations Unies, en remplacement de Taïwan qui détenait depuis 1945 le siège de la Chine dans cette institution, puis le voyage du Président américain Richard Nixon en Chine en 1972, ont marqué le début d'une période de rapprochement et de bonne entente entre la RPC et les Etats-Unis. Surnommée « *miyue* » (la « lune de miel »), cette période a duré une vingtaine d'années et a abouti à l'instauration d'un « partenariat stratégique » entre les deux puissances. Depuis, ces bonnes relations se sont dégradées, sous l'effet de plusieurs événements : la répression de la place Tienanmen en 1989 a été accueillie par une réprobation aux Etats-Unis comme dans l'ensemble de l'Occident. Puis, à la suite du voyage du Président taïwanais Lee Teng-hui aux Etats-Unis en juin 1995, ressenti comme une provocation par la RPC, des missiles continentaux chinois ont été tirés sur Taïwan. En mars 1996, la 7^e flotte américaine s'est alors interposée dans le détroit de Taïwan.

Les relations sino-américaines ont connu ensuite un certain dégel, avec la visite officielle de Jiang Zemin aux États-Unis, en novembre 1997 (première visite d'un dirigeant chinois aux Etats-Unis depuis dix-huit ans), suivie, en juin 1998, de celle de Bill Clinton en Chine,.

Cependant, ce dégel n'a pas duré, les relations entre les deux pays se sont rapidement dégradées, Pékin accusant les États-Unis de soutenir le gouvernement taïwanais, Washington accusant la Chine de ne pas respecter les accords militaires et commerciaux conclus et dénonçant les dangereux transferts de technologies que ces accords ont entraîné, ainsi que l'ampleur de l'espionnage chinois aux États-Unis. De nombreux désaccords divisent les deux pays : la volonté américaine de mettre en place en Asie un dispositif de sécurité qui, outre le Japon et la Corée du Sud, pourrait inclure Taïwan, conduit la Chine à riposter en pointant plusieurs centaines de missiles en direction de Taïwan. Enfin, en mai 1999, l'ambassade de Chine à Belgrade est bombardée par des avions de l'OTAN sous commandement américain, ce qui est aussitôt qualifié de « crime de guerre » par Pékin, et qui provoque de nombreuses manifestations anti-américaines en Chine.

Avec l'arrivée du républicain George W. Bush au pouvoir aux Etats-Unis en 2000, les relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis se dégradent encore davantage. En effet le nouveau président américain se montre très critique à l'égard du régime chinois, critiquant l'absence de liberté et notamment de liberté religieuse.

En avril 2001, un avion espion américain, EP-3, est contraint d'atterrir en Chine après une collision avec un avion de chasse chinois, dont le pilote est tué dans l'accident. Durant plus de dix jours, les

24 membres de l'équipage américain sont retenus par la Chine qui exige des excuses officielles des Etats-Unis. Au terme d'un véritable bras de fer diplomatique, l'équipage est libéré après des regrets officiels prononcés par George W. Bush. Quelques jours plus tard, ce dernier annonce la décision des Etats-Unis de poursuivre leur aide militaire à Taïwan, par la vente de bateaux et d'avions de guerre, ce qui provoque une forte indignation en Chine populaire.

Dans le cadre de cette rivalité sino-américains croissante, le Président Bush, en tournée dans plusieurs pays d'Asie en novembre 2005, martèle la question de la démocratie en Chine, et s'efforce de contenir les ambitions chinoises dans la région du sud-ouest asiatique, qui est devenue un objectif prioritaire de la stratégie américaine, notamment en raison de sa richesse en pétrole. Les Etats-Unis y renforcent leur dense réseau de bases militaires, hérité de la guerre froide.

La Chine constitue un enjeu essentiel pour les Etats-Unis : aujourd'hui, elle est le premier fournisseur des Etats-Unis ; et elle occupe la deuxième place, juste derrière le Japon, pour les réserves monétaires en bons du trésor américains.

La Chine cherche à contourner la puissante alliance nippo-américaine et à gagner une nouvelle place dans le monde par une « diplomatie asymétrique ». Les Etats-Unis ont ainsi été tenus à l'écart du premier Sommet de l'Asie de l'Est, qui s'est déroulé en Malaisie, en décembre 2005, et qui a réuni l'« ASEAN +3 », c'est-à-dire les dix Etats alors membres de l'ASEAN, ainsi que la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Ce sommet, qui a ébauché l'idée de mettre en place une « communauté de l'Asie orientale » dotée de « valeurs communes » et d'une « identité propre », et œuvrant à un « développement pacifique », a beaucoup inquiété les Etats-Unis, qui ont peu après, par la voix de Condoleezza Rice, dénoncé la formation d'un groupe « fermé » et « introverti ».

Au premier trimestre 2008, la Chine s'est opposée à la décision du Département américain du Commerce de lancer une double enquête commerciale (anti-subsidiation et anti-dumping) sur les tubes d'acier chinois. Cela porte à 9 depuis fin 2006 le nombre d'enquêtes lancées par les Etats-Unis contre les importations chinoises.

Il semble qu'un infléchissement des relations Chine/Etats-Unis se soit fait récemment, un tournant vers des relations plus souples. Les ministères de la Défense chinois et américain se sont rencontrés fin février 2008 à Shanghai. La Chine a demandé aux Etats-Unis de prévenir l'indépendance de Taïwan, réclamée par les autorités taïwanaises, de respecter les trois communiqués conjoints sino-américains, de tenir leurs promesses envers la Chine, de mettre fin à leurs ventes d'armes à Taïwan et à tous les échanges avec les autorités de Taïwan. Les EU ont accepté ces demandes, et ont réitéré leur adhésion à la politique d'une seule Chine, et leur opposition au « référendum » sur l'adhésion à l'ONU envisagé par Taïwan. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, en visite en Chine fin février 2008, a discuté avec les dirigeants chinois du développement des relations sino-américaines et a réitéré ces engagements des Etats-Unis. Désormais, la Chine et les Etats-Unis

entendent travailler de concert, pour préserver la stabilité en Asie : il s'agit notamment, pour les deux puissances, d'œuvrer conjointement à poursuivre le démantèlement de l'armement nucléaire nord-coréen, à traiter le problème de Taïwan avec prudence, et notamment maintenir la paix et la stabilité entre les deux rives du détroit de Taïwan.

Autre témoin de ce réchauffement des relations entre la Chine et les Etats-Unis, un téléphone rouge a été installé fin février 2008 entre leurs deux armées. L'accord avait déjà été annoncé fin 2007, et était en discussions depuis 2003. Un autre accord est aussi entré en application fin février 2008, donnant aux Américains l'accès aux archives militaires chinoises pour les recherches sur les militaires américains portés disparus lors de conflits.

La Chine et l'Union européenne, partenaires commerciaux.

Début mars 2008, le groupe de matériaux de construction Lafarge a signé un accord avec l'équipementier chinois CBMI pour la construction de six cimenteries clés en main d'ici fin 2010, dont trois en Chine, pour un investissement de plus de 600 millions d'euros. Au même moment est entré en vigueur un Accord de transport maritime Union européenne-Chine, signé en décembre 2002, prévoyant que chacune de ces deux entités ouvriront à l'autre un accès illimité à leur marché maritime, donc que les opérateurs internationaux de transport de marchandises et de logistique pourront étendre les services de leurs filiales qui fournissent des services de livraison porte-à-porte. L'impact de cet accord est énorme, sachant qu'environ 90% des échanges commerciaux mondiaux s'effectuent par mer, et que les compagnies de transport maritime de l'Union européenne contrôlent actuellement plus de 40% des flottes mondiales. Ces deux éléments illustrent le partenariat commercial de plus en plus étroit entre la Chine et l'Union européenne, vers laquelle se dirigent plus de 20% des exportations chinoises. Ainsi, la Chine a noué récemment des liens bilatéraux privilégiés avec plusieurs pays européens, comme la France. En effet la RPC perçoit l'Union européenne comme un contrepoids de taille contre l'hégémonisme américain. Cependant, sous la pression des Etats-Unis, l'Union européenne, qui envisageait de lever son embargo sur les armes chinoises (embargo décidé suite à la répression de 1989), a reporté cette décision. Cela a révélé ainsi la fragilité et la dépendance diplomatique de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis.

Les bonnes relations de la Chine avec les pays émergents.

La Chine entretient soigneusement ses liens avec les pays émergents. En novembre 2004, le Président chinois, Hu Jintao, a effectué une tournée dans plusieurs pays d'Amérique latine. Les objectifs étaient diplomatiques mais aussi économiques et commerciaux : il s'agissait de sécuriser l'approvisionnement chinois en pétrole (Venezuela), en matières premières, céréales et soja (Cuba, Mexique, Brésil...). Ces dernières années, la Chine a renforcé ses relations commerciales avec

l'Amérique latine, qui constitue pour elle à la fois un fournisseur de matières premières et un marché pour ses produits manufacturés. En outre, la Chine a beaucoup accru ses échanges commerciaux avec le monde arabe depuis quelques années.

Depuis plusieurs années, la Chine resserre ses liens avec la Russie, avec laquelle elle a mis en place un « partenariat stratégique », qui s'est concrétisé avec l'Organisation de coopération de Shanghai, OCS (voir chapitre 5). En outre, la Russie a resserré ses liens avec l'Asie et notamment avec la Chine par le biais du Sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Economic Cooperation*, APEC).

En juin 2005, la Chine et la Russie ont signé à Vladivostok un accord sur leur frontière commune, afin de régler un litige frontalier qui portait sur 2 % des 4 300 kilomètres de frontière sino-russes, et qui empoisonnait les relations entre les deux puissances depuis des décennies. Cet accord constitue un pas historique, car c'est la première fois dans l'histoire des relations sino-russes que la totalité des frontières communes est légalement définie, par un accord réciproque.

Les rivalités commerciales entre la Chine et l'Occident.

L'Occident, et en particulier les Etats-Unis, s'inquiète du déferlement des produits chinois à bas coût (jouets, réveils, montres, textiles...) sur ses marchés. Pour réagir contre ce qu'ils perçoivent comme un danger pour leur hégémonie économique et commerciale, les Etats-Unis ont depuis quelques années adopté l'arme de la contestation juridique auprès de l'OMC, dont la Chine est membre depuis 2001.

Ainsi, suite à une plainte déposée par les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne, accusant la Chine d'imposer les mêmes tarifs douaniers sur les pièces détachées automobiles importées que sur les véhicules entiers, l'OMC a jugé, début 2008, que la Chine, en imposant des droits de douane sur l'importation de pièces détachées d'automobiles assemblées sur son territoire, violait les principes qu'elle s'était engagée à respecter en adhérant à cette organisation internationale. La Chine s'est vigoureusement défendue, affirmant qu'elle a rempli tous les engagements pris lors de son adhésion à l'OMC, puisqu'elle a considérablement réduit ses droits de douane à l'importation. Elle a aussi fait valoir qu'elle considère les pièces détachées de véhicule comme un véhicule entier si elles représentent 60% ou plus de la valeur du véhicule total, et leur applique alors des droits de douane plus élevés de 15%. Quoiqu'il en soit, ces batailles juridiques de plus en plus fréquentes, en particulier sur le plan douanier, qui sont portées devant l'arbitrage de l'OMC, témoignent de l'inquiétude croissante de l'Occident qui se sent menacé par la concurrence commerciale chinoise.

5) La Chine et l'Asie.

Sur le plan géopolitique, l'Asie représente une région cruciale pour la Chine. Pour pouvoir s'imposer comme elle le souhaite comme le leader de cette région du monde, la Chine doit mener une politique habile face à ses grands rivaux que constituent l'Inde et le Japon, et parvenir à entraîner les autres Etats asiatiques dans sa sphère d'influence. Les enjeux diplomatiques sont liés étroitement à des enjeux économiques. L'Asie a une importance économique majeure pour la Chine, puisque près de la moitié des exportations chinoises se dirigent aujourd'hui vers l'Asie, et que 67% des importations chinoises viennent d'Asie. Par ailleurs, la situation géopolitique de la Chine est compliquée par la situation particulière de Hong Kong et Macao et par la question de Taïwan, ainsi que par les répercussions internationales des revendications séparatistes des Tibétains. Quelle est l'évolution générale actuelle de la stratégie menée par la Chine en Asie et quels sont les résultats de cette stratégie ? Comment la Chine est-elle perçue par ses voisins ? Comment gère-t-elle ses relations avec Taïwan et la question brûlante du Tibet ?

1. Evolution générale : apaisement d'un côté, regain de tensions de l'autre.

Conflits frontaliers : vers un apaisement des tensions ?

La Chine a hérité de son histoire plusieurs différends frontaliers. Ses frontières lui ont été en effet imposées par les empires coloniaux européens (Grande-Bretagne, France) et par l'empire russe en Asie au XIXe siècle et sont issues de « traités inégaux » dénoncés de longue date par la Chine. Certaines frontières ont fait l'objet d'accords diplomatiques, comme les accords passés avec la Birmanie en 1960, le Népal en 1961, la Mongolie en 1962, l'Afghanistan et le Pakistan en 1963. Mais des litiges frontaliers ont subsisté, notamment avec la Russie, l'Inde, le Vietnam. Cela a amené à de conflits armés, comme par exemple avec l'Inde en 1962, avec l'URSS en 1969 et avec le Vietnam en février 1979, lorsque la Chine a attaqué la frontière Cambodge-Vietnam et a renforcé ses positions dans les îles Spratleys, l'archipel du sud de la mer de Chine méridionale. Depuis, la Chine et le Vietnam se sont accordés sur leurs frontières terrestres communes en 1992, dans le cadre de la « normalisation » de leurs relations. Toutefois, le Parlement chinois ayant décidé d'instaurer la « souveraineté chinoise » sur 80 % des eaux de la mer de Chine méridionale, il est resté des points de litige avec le Vietnam concernant la délimitation de leurs eaux territoriales respectives (notamment concernant le Parcel).

Entre 1991 et 1994, la Chine a signé plusieurs accords de délimitation de frontières avec la Russie. La chute de l'URSS a favorisé ce règlement pacifique des litiges frontaliers. En outre, depuis la disparition de l'URSS, les Etats d'Asie centrale, devenus indépendants, se sont également accordés avec la Chine sur le tracé de leur frontière commune. Aujourd'hui, seule la frontière de la Chine avec le Tadjikistan, au niveau du Pamir oriental, reste contestée par la Chine.

Aujourd'hui, c'est avec l'Inde que la question frontalière reste le plus source de tensions, deux zones sont contestées, au nord-ouest et au nord-est de l'Inde. Cependant les gouvernements chinois et indien privilégient actuellement le dialogue de coopération économique et s'efforcent d'apaiser les tensions dues à ces revendications territoriales.

La Chine multiplie actuellement les accords bilatéraux et mise beaucoup sur les instances de coopération multilatérale, auxquelles elle a adhéré récemment (APEC, ASEAN, OMC, OCS...) Ainsi, en 2002, sans renoncer à sa « souveraineté » sur les eaux de la mer de Chine méridionale, la RPC a signé avec l'ASEAN un « code de conduite » concernant ces eaux que se disputent six pays riverains. Enfin, en mars 2005, la Chine, le Vietnam et les Philippines se sont accordés sur des explorations pétrolières conjointes.

Un regain des revendications indépendantistes dans les marges du territoire chinois.

Depuis la fin du régime communiste proprement dit en Chine, on observe un regain des tensions nationalistes et indépendantistes dans certaines marges du pays, comme la Mongolie intérieure, le Xinjiang, peuplé de minorités ethniques musulmanes (10 millions), et notamment d'Ouighours turcophones, ou encore le Tibet, cas qui a fait l'objet d'une médiatisation internationale.

Comment expliquer ces revendications indépendantistes ? Comment juger la situation ? Pour qui la communauté internationale doit-elle prendre parti ? Le gouvernement central de Pékin a-t-il raison de réprimer, parfois dans le sang, ces revendications nationalistes ? D'un autre côté, ces mouvements, minoritaires, ne sont-ils pas pour partie manipulés par d'autres forces qui les dépassent, à savoir par des mouvements islamistes pour les minorités musulmanes turcophones du Xinjiang, ou, pour les religieux tibétains, par des puissances comme les Etats-Unis qui auraient intérêt à discréditer l'image de la Chine sur la scène internationale ?

Selon le gouvernement chinois, plusieurs des groupes indépendantistes musulmans qui ont éclos au Xinjiang, et qui revendiquent l'indépendance de leur région sous le nom de « Turkestan oriental », agissent sous l'influence de bases islamistes radicales situées dans des pays d'Asie centrale, et ayant pour certains d'entre eux des liens avec l'organisation terroriste al-Qaïda. Le Xinjiang a effectivement connu une éphémère existence indépendante avec la « République du Turkestan oriental » à deux courtes reprises entre 1930 et 1949. En janvier 2008, la police chinoise a indiqué avoir démantelé un « réseau terroriste » dans le Xinjiang, constitués d'indépendantistes liés à

l'islamisme radical. En effet, depuis l'« ouverture » du pays, les tensions nationalistes, qui avaient été mises en sourdine pendant la période 1950-1975, du fait de la politique répressive menée par le régime maoïste (purges, politique massive de colonisation han, répression contre l'islam et les cultures traditionnelles au nom de la lutte contre les « quatre vieilleries »), ont connu un vif regain au Xinjiang. L'islamisme radical s'y développe, se nourrissant des frustrations accumulés par un peuple qui se sent bafoué dans sa culture, marginalisé, et exclu des bénéfices de la croissance économique du pays. Ainsi, depuis février 1997, plusieurs vagues d'émeutes et d'attentats perpétrés par les séparatistes musulmans ouïgours ont secoué la Chine. Cette situation constitue un facteur de risque dans la région asiatique.

2. La question du Tibet.

La situation du Tibet jusqu'en 1951.

Le Tibet a été intégrée à la Chine depuis le XIIIe siècle sous la dynastie mongole des Yuan (1277-1367). Cette appartenance du Tibet à la Chine s'est poursuivie de manière plus lâche sous la dynastie chinoise des Ming (1368-1644), puis s'est renforcée et pérennisée sous la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911). Ainsi, à partir de 1720, des administrateurs chinois ont été installés durablement au Tibet.

Au début du XX^e siècle, dans le cadre du « Grand Jeu » opposant le Royaume-Uni à l'Empire Russe, le Tibet est devenu le centre d'un enjeu géopolitique. Les Britanniques, désireux d'ouvrir des voies commerciales au Tibet, y pénètrent en 1904, provoquant la fuite du treizième dalai-lama en Mongolie puis en Chine, avant de trouver refuge en Inde. En 1910, peu après son retour au Tibet, la dynastie Qing envoie une armée au Tibet pour reconquérir ce territoire sur les Britanniques. Cependant l'effondrement de la dynastie Qing en 1911 permet au Dalai lama de revenir au Tibet et de proclamer l'indépendance du Tibet en 1913, avec la bienveillance des Britanniques.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'équilibre délicat sur lequel reposait l'indépendance tibétaine s'effondre. En 1947, les Britanniques quittent l'Inde, devenue indépendante, et, en 1949 naît la République populaire de Chine (RPC). Mao affirme la souveraineté de la Chine sur le Tibet comme faisant partie intégrante de la Chine et les Tibétains comme l'une des « nationalités » du pays. Par conséquent, en 1950, l'armée chinoise envahit le Tibet, en attaquant Chab-mdo, où les troupes tibétaines fuient presque sans combattre. Le Dalai-Lama est contraint de traiter avec la Chine et de se réfugier à Yatung, sur la frontière indienne. A cette époque-là d'ailleurs, ni l'Inde, ni le Royaume-Uni, ne contestent le principe que le Tibet soit rattaché à la Chine.

Une mission tibétaine se rend à Pékin et y conclut l'accord historique du 23 mai 1951, qui entérine officiellement l'annexion du Tibet par la RPC. Celle-ci s'engage à y assumer le contrôle de l'armée, des finances, de l'éducation et du développement économique et industriel, et à garantir le maintien des droits et de la dignité du Dalaï-Lama, ainsi que le respect de la religion et des monastères. Le Dalaï-Lama fait alors son retour à Lhasa, passée sous le contrôle de l'armée chinoise.

Le Tibet de 1951 à 1959.

Pendant plusieurs années, le compromis établi par cet accord fonctionne assez bien. Des réformes sont mises en œuvre, avec la coopération du Dalaï-Lama : la corvée et les dettes agraires sont abolies, et la réforme agraire permet une redistribution progressive des terres selon un système plus égalitaire. En outre, le gouvernement de la RPC, soucieux de modernisation de l'ensemble du pays, lance un grand programme de construction routière : dès 1954, le Tibet est relié à la Chine par de grands axes routiers, notamment celui reliant Lhasa au Sichuan, qui s'étend sur plus de 2400 kilomètres, et celui reliant Lhasa à Xining dans le Qinghai. Désenclaver et moderniser le Tibet est en effet alors une priorité de la RPC, pour des raisons à la fois économiques et stratégique : il s'agit d'estomper ses particularismes culturels et de l'intégrer au maximum au reste de la Chine. Cette période d'harmonie atteint son apogée lors de la longue visite du Dalaï-Lama et du pan-chen lama à Pékin en 1954-1955.

Cependant, cette période paisible ne dure pas. Les réformes socialistes entreprises au Tibet dès 1952 se heurtent rapidement à l'opposition du clergé traditionnel, bouddhiste, à qui la nouvelle éducation mise en place, gratuite, obligatoire, laïque, centralisée, ôte le fort contrôle qu'il avait sur la jeunesse en s'occupant auparavant de l'éducation des jeunes garçons dans le cadre des monastères. La réforme agraire, abolissant les privilèges des exploitants aisés et leur confisquant une partie de leurs terres, suscite une résistance passive de leur part. A partir de 1956, les premières actions de guérilla éclosent au Tibet oriental, s'appuyant sur ces mécontentements. Elles aboutissent à une véritable rébellion armée entre 1956 et 1959. Le gouvernement de Pékin réagit par des mesures de répression, et suspend les réformes. Néanmoins, loin de s'apaiser, la tension et les troubles s'accroissent, une psychose de crainte se répand, des bandes anticommunistes apparaissent et s'étendent jusque dans le Tibet central. En mars 1959, les choses dégénèrent à partir d'un événement anodin : le commandant de la garnison de l'armée chinoise invite le Dalaï-Lama à une représentation théâtrale donnée dans une caserne de l'armée chinoise. Cette invitation est interprétée par les militants anticommunistes comme un guet-apens : une foule se presse autour du palais du Dalaï-Lama, tandis que les bataillons de l'armée chinoise composés de soldats tibétains font défection. Sur l'avis des chefs du clergé, le Dalaï-Lama quitte le palais en cachette et s'enfuit en Inde, accueilli par le gouvernement indien qui lui assigne une résidence à Dharamsala. Après son

départ, le conflit éclate ouvertement, mais l'artillerie chinoise maîtrise rapidement la résistance à Lhassa ainsi que la guérilla dans le Sud, et reprend le contrôle de la situation. A la suite de ces événements, la plupart des membres de la noblesse tibétaine et du haut clergé du Tibet, ainsi que de nombreux marchands et paysans, c'est-à-dire en fait presque tous les membres de l'ancienne classe dirigeante tibétaine, s'enfuient en Inde. En avril 1959, un « gouvernement tibétain en exil » se forme en Inde. Non reconnu par la Chine, il s'efforce de mener campagne dans l'opinion internationale en faveur de l'idée de l'indépendance du Tibet.

Le soutien de la CIA aux mouvements séparatistes tibétains dans les années 1950.

Dans *Orphans of The Cold War*, l'Américain John Kenneth Knaus raconte l'implication de la CIA au Tibet depuis les années 1950 dans le cadre de la guerre froide. Lui-même est un ancien de la CIA personnellement impliqué dans ce programme clandestin. Dans *The CIA's Secret War in Tibet*, paru en 2002, l'Américain Kenneth Conboy, retrace lui aussi les actions secrètes de la CIA au Tibet. Ces éléments sont corroborés par Mikel Dunham dans son ouvrage *Buddha's Warriors – The story of the CIA-backed Tibetan Freedom Fighters*, (Les guerriers de Bouddha. L'histoire des combattants tibétains de la liberté soutenus par la CIA), paru en 2004. Au début de la guerre froide, les États-Unis se sont efforcés de faire du Tibet un rempart religieux contre le communisme chinois athée, de même qu'ils ont, un peu plus tard, financé des mouvements islamistes fondamentalistes en Afghanistan en vue de développer un rempart religieux contre l'URSS. Echouant à mettre sur pied une coalition internationale au sujet du Tibet au début des années 1950, les États-Unis ont ensuite réussi à fomenter des troubles à partir de 1956, soutenus par l'élite tibétaine locale mécontente de perdre ses grandes propriétés et ses privilèges du fait de la réforme agraire lancée par le gouvernement chinois. La CIA a ainsi joué un rôle important dans le soulèvement séparatiste armé qui a éclaté en 1959. Ce soulèvement est le fruit d'efforts souterrains de la CIA menés dans les neuf ans l'ayant précédé.

En effet, dans les années 1950, la CIA a transféré des centaines de Tibétains aux États-Unis, les a entraînés, armés, et parallèlement a parachuté des armes à feu sur le territoire tibétain et a appris aux habitants à les manier. Le dalaï lama lui-même reconnaît ces faits. Ayant rédigé la préface de l'ouvrage de Mikel Dunham, il ne nie pas le rôle de la CIA dans cette rébellion, le justifiant au contraire, désignant les agents de la CIA « combattants de la liberté » et vantant « leur courage et leur détermination inébranlables ». Le film documentaire *The Shadow Circus. The CIA in Tibet* (« Le Cirque de l'ombre : la CIA au Tibet »), réalisé pour la BBC par Tenzing Sonam et Ritu Sarin, en visionnage libre sur internet, apporte des éclairages nettement moins positifs sur l'implication de la CIA dans ces événements. Ce film démonte le mythe de la non-violence des Tibétains : si les moines eux-mêmes prônent la non-violence, il n'en est pas de même des militants séparatistes

tibétains, qui dans les années 1950 ont recouru à la violence contre les Chinois. L'un de ces anciens militants des années 1950, interviewé dans le film, affirme ainsi : « Mon père m'a toujours dit que c'était bien de tuer des Chinois communistes, d'en tuer le plus possible. Nous les Tibétains, lorsque nous avons tué un animal, nous prononçons une prière. Mais lorsque nous avons tué un Chinois, aucune prière ne sort de nos lèvres. »

Le père du réalisateur de ce film, Lhamo Tsering, était lui-même un responsable de la résistance tibétaine dans les années 1950, chargé de coordonner sur place l'action de la CIA au Tibet, qui avait pour nom de code « ST Circus ». En 1958, il a été, avec 259 autres militants tibétains, entraîné dans des camps d'entraînement secrets de la CIA aux Etats-Unis, en Virginie et dans les montagnes du Colorado (Camp Hale), avant d'être parachutés au Tibet avec des armes pour y déclencher la rébellion armée de mars 1959. Cependant, mal conçue, l'opération a échoué et s'est soldée par la mort de la plupart des militants tibétains entraînés par la CIA. En effet, pour les Etats-Unis, il ne s'agissait pas spécialement de permettre l'indépendance du Tibet, mais simplement de causer des ennuis à la Chine communiste, dans le cadre de la guerre froide. C'était une « opération de nuisance » (« *nuisance operation* »), comme en témoigne Sam Halpern, ancien agent de la CIA. Après avoir suscité de la même manière des troubles au Mustang, entre 1960 et 1965, la CIA a soudain, au début de l'année 1969, cessé toute assistance aux groupes indépendantistes tibétains, leur expliquant que les Etats-Unis voulaient désormais établir des relations diplomatiques avec la RPC, et qu'ils devaient donc cesser de soutenir la cause séparatiste tibétaine. Devant ce volte-face, les militants tibétains ont eu le sentiment d'avoir été utilisés par les Etats-Unis à leurs fins puis trahis.

Les relations Chine/Tibet de 1960 à 1989.

Après ces événements, la RPC reprend au Tibet les réformes, un temps suspendues : Pékin abolit le gouvernement tibétain traditionnel, ainsi que le servage, qui était en vigueur sous ce gouvernement. Un programme radical de réformes agraires confisque les terres de la noblesse et des monastères, et les confie de manière égalitaire aux agriculteurs et éleveurs organisés en associations. Le loyer des terres est réduit. Au bout de deux ans, en 1961, la redistribution générale des terres touche la quasi-totalité de la paysannerie, qui est ensuite organisée en « équipes d'entraide », sur le modèle de l'organisation mise en place dans le reste du pays. Parallèlement, les autorités chinoises s'efforcent de développer et de moderniser l'économie agricole du Tibet, notamment en défrichant de nouvelles terres, ce qui permet une forte extension des surfaces cultivées ou mises en pâturages, et en implantant des fermes expérimentales qui introduisent des cultures nouvelles (blé, maïs, lin, tabac). Le gouvernement central impulse aussi un net développement industriel, jusqu'alors inexistant, au Tibet : un gisement de charbon, d'une réserve de près d'un million de tonnes, est mis en

exploitation, et 30 stations hydro-électriques sont édifiées, dont la plus importante, en amont de Lhassa, permet alors d'électrifier Lhassa et sa région. Le gouvernement chinois implante en outre dans la capitale tibétaine des entreprises variées : cimenteries, verreries, ateliers mécaniques, fabriques de lait en poudre, etc. Lhassa connaît ainsi une importante modernisation, et sa population augmente beaucoup durant ces années. Elle dépasse aujourd'hui 120 000 habitants.

En 1965, la RPC inaugure officiellement la « Région autonome du Tibet », composée du Tibet central et du Tibet occidental, et placée sous la présidence du pan-chen lama ; quant au Tibet oriental et nord-oriental, les régions traditionnelles Kham et Amdo, elles sont intégrées dans les provinces chinoises du Qinghaï, Gansu, Yunnan et Sichuan.

La Révolution culturelle, déclenchée par Mao à la fin de 1966, a des effets désastreux dans tout le pays et particulièrement au Tibet. Elle se traduit à Lhassa par une violente action anticléricale des gardes rouges, qui envahissent les monastères, détruisent d'innombrables images et textes sacrés, et envoient les moines tibétains travailler à des activités productives (travaux manuels et agricoles). En février 1967, le pan-chen lama, qui s'oppose à l'abandon forcé de l'état religieux des moines tibétains, est déposé et envoyé dans un camp de travail.

A partir de 1978, avec la politique de réformes et d'« ouverture », la RPC décide de changer de politique au Tibet : ainsi, au printemps 1980, le Comité central du PCC publie un ensemble de directives pour la mise en œuvre d'une nouvelle politique au Tibet et, peu après, pour la première fois, le secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, et le vice-Premier ministre, Wan Li, s'y rendent en personne pour prendre la mesure des problèmes. Il en résulte la promulgation de « six mesures importantes » destinées à donner un contenu réel au statut d'« autonomie régionale » et à remédier à la misère du Tibet. Elles prévoient notamment la constitution d'une Assemblée populaire régionale à majorité tibétaine, et « le rétablissement et le développement vigoureux de la culture, l'éducation et la science du Tibet ». Lhassa est promue au rang de « nouvelle frontière ». Une aide économique importante est aussi accordée au Tibet, en particulier un crédit de 3 millions de yuan pour le remboursement des propriétaires de domaines et de troupeaux confisqués au cours des décennies passées, somme à laquelle s'ajoute à partir de 1980 un crédit de plus de 1 milliard de yuan par an pour le Tibet. Mais le fait le plus marquant du début des années 1980 est l'ouverture du Tibet, en 1984, au tourisme international.

Parallèlement, la communauté internationale commence à s'émouvoir de ce qui apparaît comme une oppression culturelle et une assimilation forcée imposées aux Tibétains. Le mouvement, porté par la vogue du bouddhisme, se développe notamment aux Etats-Unis. En juin 1987, le Congrès américain adopte un texte sur « les violations des droits de l'homme au Tibet par la république populaire de Chine », qui réclame l'ouverture d'une enquête, qui incite la Chine à entamer le dialogue avec le Dalai-Lama et qui envisage des mesures d'aide aux réfugiés tibétains. Quelques

mois plus tard, en septembre 1987, suite à l'annonce de l'exécution de deux Tibétains accusés de meurtre, mais considérés par leurs compatriotes comme des martyrs ayant milité pour l'indépendance du Tibet, des moines du monastère Jokhang défilent dans les rues de Lhassa pour protester. 24 d'entre eux sont arrêtés. Le 1^{er} octobre 1987, jour anniversaire de la fondation de la RPC, c'est au tour de plusieurs milliers de Tibétains de manifester dans les rues de Lhassa pour revendiquer l'indépendance du Tibet. Les forces armées chinoises répriment cette manifestation, la police chinoise arrête de nombreux autres moines, et la RPC ferme le Tibet au tourisme et expulse les journalistes étrangers. Après cette répression, le calme est rétabli à la mi-octobre, mais le climat reste très tendu.

A partir de 1987, le gouvernement tibétain en exil adopte une ligne modérée, pragmatique, une « voie médiane », qui consiste à revendiquer non pas l'indépendance du Tibet, mais seulement son autonomie. La communauté internationale se montre de plus en plus sensible à la question tibétaine, tendance reflétée par la remise du prix Nobel de la Paix au dalaï-lama le 5 octobre 1989.

En 1989, des grandes manifestations éclatent à Lhassa, protestant contre les brimades exercées par Pékin et réclamant l'indépendance du Tibet. Le gouvernement chinois y répond par une sévère répression. De jeunes militants tibétains, regroupés notamment au sein du Congrès de la jeunesse tibétaine, expriment des positions et des revendications plus radicales que celles du dalaï lama, exigeant l'indépendance pure et simple.

Qui est le dalaï-lama ?

Le dalaï-lama est considéré par de nombreux bouddhistes tibétains comme leur chef spirituel, étant censé être l'émanation de la divinité protectrice du Tibet, le bodhisattva de la compassion Avalokiteshvara. Le nom de dalaï-lama est apparu au XVI^e siècle à la suite de la rencontre en 1578 entre un chef mongol et le troisième maître d'une lignée de religieux éminents. Au pouvoir religieux de ce personnage s'est ajouté à partir de 1642 un pouvoir politique, lorsque le cinquième dalaï-lama a reçu des mains du chef mongol Gushri Khan la souveraineté sur le Tibet. Ce pouvoir politique n'a toutefois pas duré plus que quelques décennies.

Il convient aussi de relativiser l'importance religieuse de ce personnage. Aujourd'hui, moins de 6 % de la population mondiale est bouddhiste. En outre, le dalaï-lama n'est pas le représentant de tous les bouddhistes, mais seulement des bouddhistes tibétains, qui ne rassemblent qu'1/60^e de l'ensemble des bouddhistes. Ainsi les bouddhistes zen (au Japon), les bouddhistes de l'Asie du Sud-Est (en Thaïlande), et les bouddhistes chinois, ne reconnaissent pas le dalaï lama comme leur chef spirituel. De plus, même au sein du bouddhisme tibétain, il y a quatre écoles séparées ; le Dalaï-Lama exerce son autorité religieuse sur une seule d'entre elles : la « *gelugpa* » (les « bonnets jaunes »).

Le Dalaï-lama actuel, âgé de 72 ans, vit depuis 49 ans, c'est-à-dire depuis 1959, en exil dans le nord de l'Inde, à Dharamsala, où il dirige un « gouvernement tibétain en exil ». Prônant la non-violence et défendant sur la question tibétaine une position modérée, une « voie médiane », il réclame non pas l'indépendance du Tibet, mais « le plus grand degré d'autonomie possible » au sein de la RPC. Médiatique et jouissant d'une forte popularité dans l'opinion internationale, il a été en 1989 lauréat du prix Nobel de la paix.

Cependant, ce personnage possède aussi une face sombre. Traditionaliste, le dalaï lama s'affirme opposé à l'avortement, à l'homosexualité. En outre, il est maintenant avéré, grâce à la publication de documents d'archives de la CIA, que le Dalaï lama a été financé par la CIA dès 1959. De 1959 à 1972, il a reçu personnellement 180.000 dollars par an, ce qu'il a nié jusqu'en 1980. Il a aussi reçu 1,7 million de dollars par an pour la mise en place de son réseau international. Ses deux frères, Thubten Norbu, un lama de rang supérieur, et Gyalo Thondrup, ont été eux-mêmes employés par la CIA dès 1951, le premier pour collecter des fonds et diriger la propagande séparatiste, et le second pour organiser l'action armée.

En 1959, le Président des Etats-Unis, Eisenhower, propose une tractation à Nehru pour convaincre l'Inde d'accorder l'asile au Dalaï lama. En échange de l'accueil par l'Inde du protégé des Etats-Unis, ceux-ci octroient à l'Inde 400 bourses d'études aux Etats-Unis à des ingénieurs indiens afin qu'ils s'initient à la « technologie nucléaire » aux États-Unis. Le marché est accepté, et cela a joué un rôle déterminant dans la mise au point par l'Inde en 1974 de sa première bombe A. Celle-ci a d'ailleurs été ironiquement surnommée « Bouddha souriant »¹. On est donc là bien loin de l'image dui Dalaï lama comme modèle de non-violence...

Depuis 1989, le Dalaï lama tend à s'imposer de plus en plus comme un personnage qui compte dans les relations internationales. Il est considéré comme un protagoniste politique de poids par un nombre croissant d'Etats. Ainsi, en 2007, pour la première fois, il a été reçu officiellement, en grande pompe, par le Président américain, George W. Bush, qui lui a remis la plus haute décoration du Congrès américain. Ses précédentes rencontres avec le Président américain avaient été beaucoup plus informelles. Peu de temps auparavant, en septembre 2007, il avait aussi été reçu officiellement par la Chancelière allemande Angela Merkel.

Les relations Chine/Tibet depuis les années 1990.

En 1994, le Dalaï-lama préconise la constitution d'une fédération entre la Chine et le Tibet, comportant un réel statut d'autonomie pour le Tibet. La RPC rejette vigoureusement cette proposition.

¹ Cf. témoignages du major américain William Corson, responsable des négociations de l'époque, et de Raj Ramanna, ancien directeur du programme nucléaire de l'Inde.

De décembre 1994 à mars 1995, une série de manifestations indépendantistes se déroulent à Lhassa. En mai 1995, le Dalaï-Lama annonce avoir identifié la réincarnation du dixième panchen-lama, en la personne d'un garçon de six ans. Le garçonnet est aussitôt placé avec sa famille en résidence surveillée à Pékin. En décembre 1996, une bombe de forte puissance explose près du siège du gouvernement régional à Lhassa.

Parallèlement, malgré ces tensions politiques, la RPC poursuit la modernisation économique du Tibet. Lhassa est dotée d'un aéroport civil assurant les liaisons avec Pékin, et d'autres grandes villes. En 1994, le réseau de voies carrossables du Tibet mesure plus de 20 000 kilomètres.

La RPC poursuit le développement des implantations industrielles et accélère l'exploitation minière, surtout depuis l'ouverture en 1995 de la plus grande mine de chrome de Chine dans la préfecture tibétaine de Shannan et du plus riche filon d'or de Chine à l'est de Lhassa. La RPC encourage l'augmentation des flux migratoires vers le Tibet, de Chinois Han, principalement des fonctionnaires administratifs et des militaires, venus essentiellement de la province voisine du Sichuan, mais aussi de Chine orientale.

En septembre 2002, les contacts entre dirigeants tibétains et gouvernement chinois, rompus en 1993, sont renoués : une délégation tibétaine est autorisée à se rendre à Lhassa et à Pékin. Suite à ce signe positif, en octobre 2002, le Premier ministre du gouvernement tibétain en exil, Samdong Rimpoché, demande aux défenseurs du Tibet, afin de « créer une atmosphère de confiance », de ne plus manifester publiquement leur hostilité à la Chine jusqu'en juin 2003, délai qui correspond à l'échéance d'une résolution du Parlement européen votée le 6 juillet 2000 et prévoyant que si, dans un délai de trois ans, aucun accord n'est conclu entre la République populaire de Chine et le gouvernement tibétain sur un nouveau statut du Tibet, les Etats membres de l'Union européenne envisageraient de reconnaître le gouvernement tibétain en exil comme représentant légitime du peuple tibétain.

Or, ce délai a été dépassé sans que rien ne soit fait. L'année suivante, en mai 2004, le gouvernement chinois a publié un Livre blanc sur « l'autonomie régionale ethnique au Tibet », qui exprime un durcissement de sa position, refusant d'envisager une plus large autonomie du Tibet que celle existante. Cela a sonné la fin du fragile compromis qui avait été mis en place en 2002.

En août 2004, à l'occasion des Jeux olympiques d'Athènes, des défenseurs du Tibet déploient des banderoles réclamant l'indépendance du Tibet. Puis, au moment de la cérémonie de transmission du drapeau olympique d'Athènes à Pékin, ils brandissent à nouveau des banderoles, et annoncent le doublement de leurs actions d'ici à 2008 et leur volonté de faire des Jeux Olympiques de Pékin le « théâtre de manifestations internationales sans précédent » si la situation du Tibet n'évolue pas. Au Tibet, pendant ce temps, les arrestations redoublent contre les « séparatistes » et les « extrémistes religieux ». La RPC exclut toute réelle négociation avec le Dalaï-lama actuel, même si celui-ci ne

revendique pas l'indépendance du Tibet, mais seulement « le plus grand degré d'autonomie possible ».

La modernisation du Tibet se poursuit. Le gouvernement central a récemment lancé des prospections pétrolières sur le piedmont himalayen. La ligne ferroviaire Qing-Zang (*Qing* pour la province du Qinghai, *Zang* pour celle du Xizang, nom officiel du Tibet en mandarin) a été inaugurée en juillet 2006 par le président Hu Jintao.

Longue de 1142 km, cette ligne, qui aurait coûté 3,5 milliards d'euros, relie Golmud, à 2800 mètres d'altitude dans le Qinghai, à Lhasa, située à 3650 mètres d'altitude. C'est la première ligne ferroviaire reliant la Chine proprement dite au Tibet. En effet, son relief et de son altitude en faisait la dernière région de Chine dépourvue de tout chemin de fer. La ligne ferroviaire emprunte le col des Tangula Shankou à 5068 mètres d'altitude, ce qui en fait la ligne la plus haute du monde. Ce titre était détenu précédemment par une antenne minière du *Chemin de fer central des Andes*, au Pérou, avec 4830 m. Cette ligne comporte également un tunnel situé à 80 km au nord ouest de Lhasa, le tunnel de Yangbajain n°1, long de 3345 mètres qui se trouve à 4264 mètres au dessus du niveau de la mer. Plus de 80 % de la longueur de la ligne se trouve à une altitude supérieure ou égale à 4000 mètres, et plus de 50 % est construite en terrain gelé en permanence. Trente gares doivent être construites, parmi lesquelles celle des monts Tanggula qui sera à 5068 mètres d'altitude la gare la plus haute du monde (détrônant ainsi la gare de Cándor, en Bolivie, située à 4786 mètres d'altitude). C'est le constructeur canadien Bombardier Transport qui a obtenu le marché du matériel roulant : 361 voitures équipées pour la haute altitude. Après la mise en service complète de la ligne, il sera possible de rejoindre Pékin au départ de Lhasa en 50 heures.

La construction de cette ligne ferroviaire s'inscrit dans la stratégie globale de développement des provinces de la Chine intérieure. Mais elle répond également à des objectifs politiques : en effet, elle implique une sinisation du Tibet, puisqu'elle accélérera l'installation au Tibet de Hans en provenance du reste de la Chine. Le gouvernement chinois pourrait également utiliser cette ligne pour renforcer sa présence militaire au Tibet et pour y accroître l'exploitation des ressources naturelles. Les pays voisins du Tibet, comme l'Inde, considèrent cette ligne de chemin de fer avec inquiétude en raison des implications militaires et du renforcement potentiel de l'armée chinoise déjà importante au Tibet.

Par ailleurs, les autorités financières de la Région autonome du Tibet ont investi en 2007 10 millions de yuans (1,4 million de dollars) dans la protection et la rénovation du patrimoine culturel local. Ces dernières années, avec le développement économique du Tibet et la croissance des recettes financières locales, les investissements dans la protection du patrimoine culturel y ont beaucoup augmenté. En 2007, 5 millions de yuans ont été investis dans le maintien et la protection

des vestiges et des monuments historiques régionaux, et 3 millions de yuans ont été affectés à la collecte d'objets anciens parmi la population.

Quel est le bilan de l'action menée par la RPC au Tibet ? Il est ambivalent. D'un côté la population a vu son mode de vie traditionnel et sa culture malmenée ; les moines ont été inquiétés, voire persécutés ; l'aristocratie et la bourgeoisie tibétaine ont été spoliées de leurs terres et de leurs privilèges ; beaucoup de défenseurs du Tibet libre ont été victimes d'une répression sévère : selon Amnesty International, la Chine retiendrait 145 prisonniers politiques tibétains ; en outre, la modernisation imposée par Pékin a fait perdre à plusieurs sites du Tibet leur caractère sauvage, traditionnel et préservé. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que la RPC a mis en place au Tibet un système social plus juste, plus égalitaire (redistribution des terres, école gratuite, services sociaux...), plus laïque, plus respectueux des droits des femmes, qu'elle y a aboli le servage, qui y était en vigueur, et qu'elle a fait sortir cette région de l'archaïsme par l'implantation d'industries et d'infrastructures modernes.

L'attitude des défenseurs du Tibet, qui critiquent la modernisation de cette région effectuée sous l'impulsion de la RPC, n'est-elle pas par certains aspects passéiste et même réactionnaire ? Ainsi, lorsque ceux-ci dénoncent l'installation massive de Chinois Han au Tibet, déplorant que les Tibétains deviennent ainsi de plus en plus minoritaires sur leur propre territoire, n'adoptent-ils pas là un réflexe xénophobe ? Le slogan « Le Tibet aux Tibétains » n'aurait-il pas les mêmes relents de racisme que le leitmotiv « La France aux Français » cher à l'extrême-droite ?

Début 2008, à l'approche des Jeux Olympiques de Pékin, la question du Tibet repasse sur le devant de la scène internationale. En mars 2008, des émeutes éclatent à Lhassa, déclenchées par des défenseurs du Tibet libre. Pour la première fois, des images en sont diffusées par la télévision officielle chinoise, CCTV. Aux incendies provoqués par les émeutiers, détruisant écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs, véhicules, magasins et maisons, répondent les balles tirées par la police. Les affrontements provoquent plusieurs morts, et transforment Lhassa en ville-fantôme. « Lhassa est totalement fermée et il y a des militaires chinois partout », témoigne une touriste danoise.

Ces émeutes entament sérieusement l'image de la Chine à l'approche des Jeux olympiques de Pékin. Selon l'ONG *International Campaign for Tibet*, favorable à une plus grande autonomie du Tibet, des dizaines de Tibétains auraient été tués dans le cadre de ces émeutes et des centaines d'étudiants de l'université de Lhassa auraient été arrêtés. Ces troubles sont les plus graves au Tibet depuis 1989.

3. La Chine ou les Chines ? Le statut particulier de Hong-Kong, Macao et Taïwan.

Hong-Kong.

Ancienne colonie britannique, Hong Kong, qui a été grâce à sa forte croissance économique l'un des quatre « dragons asiatiques » dès les années 1980, conserve depuis sa rétrocession à la RPC en juillet 1997 d'importantes spécificités, liées à son statut de « région administrative spéciale » (RAS) de la RPC. Son système politique est déterminé par une loi fondamentale, différente de la constitution de la RPC. Le principe « un pays, deux systèmes » permet à Hong Kong de conserver son système légal, sa monnaie (le dollar hongkongais, qui s'échange environ à 7,80 dollars hongkongais pour 1 dollar américain), son système politique, ses équipes sportives internationales et ses lois sur l'immigration. Cette autonomie relative est garantie jusqu'en 2047, soit 50 ans après le transfert de la souveraineté de 1997.

Comptant une concentration impressionnante d'habitants sur une petite surface et de nombreux gratte-ciel, comme la Bank of China Tower, dessiné par I. M. Pei et le Two International Finance Centre conçu par Cesar Pelli, Hong-Kong souffre d'une grave pollution atmosphérique qui nuit à sa réputation internationale.

Depuis sa rétrocession à la Chine populaire, Hong Kong a vu le nombre de ses ressortissants britanniques diminuer : de 25 500 en 1996, ils sont passés à environ 20 000 aujourd'hui, essentiellement des hommes d'affaires expatriés, travaillant dans les nombreuses firmes multinationales présentes dans la ville, ou des chefs d'entreprise.

L'intégration à la RPC de Hong Kong n'a cependant pas entraîné une diminution de l'influence occidentale dans cette ville. Au contraire, l'influence américaine ne cesse de s'accroître. Les liens de Hong Kong avec les Etats-Unis sont aujourd'hui très forts, aussi bien sur le plan politique (fréquentes délégations de diplomates américains) que sur le plan économique (multinationales, finance).

Dans le domaine économique, une des principales spécificités d'Hong-Kong est l'absence de taxes, ce qui lui permet de rester un très important centre international du commerce et de la finance. Atteinte sévèrement par la crise asiatique de 1997, elle a rebondi et connaît depuis quelques années une croissance autour de 10%. Aujourd'hui, Hong-Kong est la ville de loin la plus riche de RPC. Elle s'efforce de surmonter sa fragilité due à sa forte dépendance par rapport aux échanges avec l'extérieur, et s'efforce d'intégrer son économie à celle de la RPC. Des liens étroits se sont noués et n'ont cessé de se renforcer depuis une dizaine d'années entre Hong-Kong et le Guangdong, en

particulier grâce à la création en 1980 de la ZES de Shenzhen, qui a connu un développement spectaculaire. Les deux zones fonctionnent désormais en symbiose.

Taiwan.

Depuis des décennies, la question de Taïwan est un élément de déstabilisation dans les relations internationales et a contribué à l'ambiguïté des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Depuis longtemps, Pékin revendique la réunification de l'île de Taïwan au reste de la RPC, selon le principe « une seule Chine, deux systèmes », objectif réaffirmé par la loi « anti-sécession » adoptée en mars 2005, tandis que les Etats-Unis, historiquement proches du régime anti-communiste de Taïwan, soutenaient l'idée de l'« indépendance » de l'île. Le dialogue entre Pékin et Taipei, rompu en 1995, ne reprend qu'en 1998. Entre-temps, la RPC a lancé d'importantes manœuvres militaires au large de Taiwan (fin 1996), par mesure d'intimidation.

En 1997, seulement 5% des Taïwanais souhaitent une réunification avec la Chine. L'élection à Taïwan, en 2000, d'un Président favorable à l'indépendance de l'île, n'est donc pas très surprenante. Elle a cependant été accueillie comme une déclaration de guerre par la RPC.

En février 2005, les Etats-Unis et le Japon ont renforcé leurs liens militaires, et, dans la révision de leur accord de sécurité bilatéral, ont inclus Taïwan dans leur « objectif stratégique commun ». Cela a envenimé les relations entre la RPC et Taïwan.

Très tendue il y a quelques années, la situation s'est un peu apaisée aujourd'hui. La RPC fait toujours œuvre de dissuasion mais aussi à présent de séduction à l'égard de Taïwan. Ainsi, début 2008, le gouvernement chinois a annoncé qu'il prendrait des mesures pour faciliter l'inscription d'enfants taïwanais dans les écoles de Chine continentale. Les dirigeants de la RPC comptent aussi sur les 8 000 entrepreneurs taïwanais qui ont investi en Chine continentale pour faire pression sur le gouvernement de Taïwan. En outre, aujourd'hui les Etats-Unis eux-mêmes freinent les aspirations indépendantistes de Taïwan.

Macao.

Ex-colonie portugaise, Macao, île d'une superficie de 28 kilomètres carrés, a été rétrocédée à la Chine en décembre 1999, ce qui a mis fin à 442 ans de présence portugaise. Macao est alors devenue, comme Hong-Kong, une « région administrative spéciale » (RAS) de la RPC. Elle bénéficie du même statut qu'Hong Kong, fondé sur le principe « un pays, deux systèmes ». Elle jouit ainsi de l'indépendance en matière fiscale et douanière, et a conservé sa monnaie, la *pataca*, liée au dollar hongkongais, ainsi que ses propres lois, que le gouvernement central s'est engagé à maintenir pendant encore 50 ans. En revanche, elle relève entièrement de la Chine dans les domaines de la défense et de la politique extérieure. L'autonomie politique que le gouvernement

central est censé en théorie accorder à Macao n'est pas vraiment respectée, Pékin exerce souvent des pressions.

Sur quoi repose le développement économique spectaculaire de Macao ? Depuis avril 2007, la petite île a détrôné Las Vegas comme capitale mondiale du jeu. Cette activité lui procure plus de 7 milliards de dollars de recettes par an. Actuellement, quatorze casinos y fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il n'a fallu que huit ans à Macao pour réussir cet exploit, avec l'aide du gouvernement de Pékin. Celui-ci, en 2001, a aboli le monopole de l'exploitation des casinos que le gouvernement portugais avait accordé au milliardaire Stanley Ho en 1961. Cela a déclenché une ruée vers les licences pour l'exploitation des établissements de jeux, attirant les grands noms de Las Vegas. Puis, en octobre 2003, le gouvernement a supprimé les restrictions aux voyages individuels qui confinaient la plupart des Chinois dans leurs villes. Cela a engendré une augmentation exceptionnelle des revenus du jeu. Ainsi en 2006, Macao a vu arriver 12 millions de touristes de la Chine continentale, autant de clients pour ses hôtels et ses casinos.

Depuis quelques années, les grands complexes comprenant casinos et hôtels de luxe poussent comme des champignons. Après le complexe Sands ouvert en 2004, puis le Wynn en 2006, c'est au tour du *Venetian Cotai Resort Casino* d'être inauguré, en 2008, réplique du *Venetian Resort Hotel Casino* de Las Vegas, lui-même délirant pastiche de Venise. Propriété du milliardaire Sheldon Adelson, il est le plus grand hôtel-casino du monde avec 750 tables de jeu et 3000 suites.

Dans le cadre de cette fièvre de constructions, la spéculation immobilière, qui a provoqué une hausse vertigineuse du prix des terrains et des loyers, a délogé une partie de la population. Beaucoup de familles qui ont été forcées d'abandonner leurs vieux immeubles en échange d'une indemnisation dérisoire, ont été obligées d'acheter un nouveau logement à des prix qui ont triplé en quatre ans. Le gouvernement tente de trouver une solution en construisant des logements sociaux, mais ceux-ci sont en nombre insuffisants et sont bâtis à des distances toujours plus éloignées comme c'est le cas des récentes habitations à loyer modéré de Taipa.

Du fait de son développement économique frénétique, Macao manque à présent de place. Pour gagner des terrains, elle bâtit à présent sur les eaux de la mer de Chine. En témoigne le mégaprojet du polder de Cotai (contraction du nom des îles Coloane et Taipa), situées en face de la presqu'île, sur l'estuaire de la rivière des Perles. Là, une bande de terrain gagné sur la mer abrite une esplanade artificielle de 4,7 kilomètres carrés, où ont été bâtis des centres commerciaux, des hôtels et même un stade. C'est également là qu'a été érigé le *Venetian Cotai Resort Casino*. Comme cet espace ne suffit plus, les autorités locales de Macao ont proposé au gouvernement central de Pékin de louer pour une longue période la petite île inhabitée de Hengqin, située à l'ouest de Macao et à proximité des côtes chinoises.

La croissance phénoménale de Macao, où vivent actuellement 475 000 personnes, provoque aussi une pénurie de personnel. L'île a besoin de 200 000 travailleurs supplémentaires pour ses nouveaux casinos. L'importation de main-d'œuvre de Chine continentale n'est pas autorisée. Cependant, le gouvernement envisage l'adoption d'un système d'« immigration pendulaire » : il s'agirait d'autoriser des travailleurs chinois, résidant en Chine continentale, à franchir la frontière et à séjourner sur le territoire de Macao durant leur journée de travail, puis à rentrer le soir chez eux en Chine continentale. Le souci du gouvernement central de RPC est d'éviter la formation d'un mouvement massif de population chinoise convergeant vers Macao, et notamment d'éviter de faire de Macao un pôle d'attraction pour ces millions de travailleurs migrants originaires de la Chine intérieure. Le problème est compliqué par l'existence à Macao d'un droit du travail différent de celui en vigueur en Chine continentale.

L'aspect positif de cette évolution de Macao pour sa population, comme le fait valoir le gouvernement local, est que le chômage a disparu pour les habitants, que le niveau de vie dans l'île a progressé, de même que les services sociaux comme l'éducation et les services de santé, qui seraient actuellement parmi les meilleurs d'Asie.

En revanche, l'évolution de Macao comporte aussi des aspects alarmants. De par sa situation d'ancien comptoir colonial, Macao a toujours eu une image sulfureuse de ville de mafia, de délinquance, de prostitution, mais cette tendance s'accélère aujourd'hui, avec le développement d'une économie parallèle, de trafics de blanchiment d'argent, de drogue, de personnes. Afin de redorer son image de marque et attirer des visiteurs, Macao mise sur les grands événements sportifs, comme l'organisation d'un grand prix automobile, sur le tourisme d'affaires, et sur le patrimoine. L'inscription par l'Unesco du centre historique de Macao sur la Liste du Patrimoine mondial en juillet 200, de même que l'organisation par les autorités de Macao d'une « Année du patrimoine » en 2007 ont permis à l'île de mettre en valeur son héritage culturel.

4. L'intégration croissante de la Chine dans des structures régionales.

La crise financière asiatique de 1997-1998 a consolidé la position de la Chine comme l'un des leaders économiques majeurs de la région asiatique. En mai 2000, les pays d'Asie ont signé un accord de coopération monétaire, prévoyant des prêts mutuels de devises en cas de déstabilisation monétaire.

L'ASEAN.

L'association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN), créée en 1967 à Bangkok par cinq gouvernements anticommunistes (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) et conçue

initialement comme un instrument dans le cadre de la guerre froide, s'est agrandie ensuite en intégrant le petit sultanat de Brunei en 1984, au lendemain de son indépendance, puis, après la fin de la guerre froide, le Vietnam, la Birmanie, le Laos et le Cambodge.

De même que l'Union européenne, le Mercosur ou l'Aléna, l'ASEAN est un marché commun fondé sur des zones de libre échange abaissant puis supprimant les droits de douane. Dans les années 1990, l'aspect économique de l'alliance constituée par l'ASEAN a progressivement pris le pas sur l'aspect politique et stratégique. La Chine y a été admise d'abord comme observatrice en 1991, puis a été intégrée aux activités de cet organisme à partir de 1997, en même temps que le Japon et la Corée du Sud, au sein d'une structure élargie que l'on désigne sous le terme d'« ASEAN + 3 ». Depuis novembre 2004, la Chine a obtenu la création d'une zone de libre-échange avec l'ASEAN : les droits de douane y sont progressivement supprimés, jusqu'à leur abolition totale en 2010 pour les pays les plus développés de l'association, et en 2015 pour les plus pauvres.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'ASEAN ont atteint 80 milliards d'euros en 2004. Depuis, ils ont progressé de 25 % par an. En 2007, l'ASEAN et la Chine sont devenues le quatrième partenaire commercial l'une pour l'autre. Avec 202,5 milliards de dollars début 2008, ces échanges atteignent avec trois ans d'avance l'objectif que les deux partenaires s'étaient fixés.

La Banque asiatique de développement (BAD) : catalyseur des investissements chinois en Asie.

Les investissements chinois en Asie du Sud-est sont encore modestes (190 millions d'euros investis par la Chine en 2004, contre 2,5 milliards d'euros investis par le Japon), mais augmentent de manière exponentielle. Depuis 2004, les contributions chinoises à la Banque asiatique de développement ont donné un coup de fouet à plusieurs projets d'infrastructures menés dans la vallée du Mékong, comme par exemple une route et d'un pont permettant de relier, à travers le Laos, le Yunnan chinois à la Thaïlande du Nord. En amont, la Chine a déjà élevé deux barrages sur le Mékong, et trois autres sont en construction. En outre, la Chine a installé deux usines d'assemblage au Vietnam, et une en Thaïlande. Les produits textiles chinois se vendent en Indonésie, en Thaïlande, au Vietnam, à des prix très compétitifs qui mettent en danger la production nationale de ces pays.

La pénétration croissante de la Chine en Asie du Sud-est s'explique par un immense besoin de matières premières.

L'Organisation de Coopération de Shanghai, nouvelle force géopolitique internationale ?

Le « Groupe de Shanghai », mis en place en 1996, a rassemblé d'abord la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan. Il a donné naissance en avril 2001 à l'« Organisation

de coopération de Shanghai », rassemble les pays précédents auxquels s'est ajouté l'Ouzbékistan. A ces six Etats membres se sont joints ensuite des observateurs : la Mongolie en 2004, puis en 2005 l'Inde, le Pakistan et l'Iran.

Cette organisation visait initialement à stabiliser la région de l'Asie centrale, en luttant contre l'action des mouvements séparatistes et fondamentalistes, comme les talibans. A présent, les objectifs économiques et commerciaux priment : il s'agit de promouvoir une coopération économique régionale, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en hydrocarbures, dont l'Asie centrale recèle d'importantes réserves. Le premier contrat pétrolier signé par la Chine en Asie centrale date de 1997. Depuis, la Chine a fait d'importants achats d'actifs pétroliers dans cette région. En décembre 2005, elle a inauguré un oléoduc reliant Atassou, au Kazakhstan, à Alachankou, dans le Xinjiang. En 2006, le Turkménistan a signé un accord avec la Chine, prévoyant de lui fournir pendant trente ans à compter de 2009 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an ; la Chine, elle, s'est engagée à y construire un gazoduc de 2 000 kilomètres.

La dimension stratégique de l'OCS reste également importante. Avec sa participation à l'OCS, la Chine a fait son entrée dans les affaires de l'espace centre-asiatique. Elle souhaite contrer la zone d'influence que les Etats-Unis veulent se tailler en Asie centrale, et renforcer sa coopération avec ses voisins afin d'empêcher qu'une autre grande puissance ne devienne trop importante en Asie centrale. Sous l'impulsion de la Chine et de la Russie, l'OCS a ainsi lancé des appels réitérés en vue du démantèlement des bases américaines en Asie centrale. En juillet 2005, par exemple, les 6 pays membres de l'OCS ont soutenu l'Ouzbékistan dans son exigence de fermer la base militaire aérienne américaine de Karshi-Khanabad, ouverte dans le cadre de l'opération des Etats-Unis en Afghanistan, et ils ont eu gain de cause, ils ont obtenu la disparition de la base américaine.

Depuis 2003, sous l'effet de la vague de « révolutions colorées » dans l'espace ex-soviétique, l'OCS a pris de plus en plus nettement position contre les Etats-Unis. Le statut d'observateur a d'ailleurs été refusé aux Etats-Unis.

En outre, la Chine, qui s'inquiète également des mouvements islamistes, notamment des mouvements islamistes jugés indépendantistes menés sur son sol par des Chinois Ouïgours turcophones du Xinjiang, entend contrôler ces mouvements transnationaux grâce à l'OCS.

Devant le nouveau poids géopolitique que semble constituer l'OCS, certains autocrates d'Asie centrale tournent désormais le dos aux Etats-Unis et se rapprochent de la Russie ou de la Chine.

Quant à l'Iran, en adhérant comme observateur à l'OCS en 2005, il espère ainsi se renforcer contre les Etats-Unis.

Ainsi, par sa participation à l'OCS, Pékin entend fédérer les Etats membres autour de thèmes comme la lutte contre le terrorisme ou la coopération économique et énergétique. La politique menée par la Chine dans le cadre de l'OCS satisfait les républiques d'Asie centrale et du Caucase,

qui misent sur la concurrence entre les grandes puissances. En outre, l'OCS forme un bloc solidaire, rassurant pour ses membres en cas de déstabilisation ou de menace américaine dans la région.

5. La Chine et ses voisins : rivalité ou coopération ?

Les pays d'Asie du sud-est sont en concurrence avec la Chine pour les industries de main-d'œuvre, mais ils intensifient leurs échanges avec la Chine : ils exportent vers la Chine des composants électroniques et des produits agricoles, et en importent des produits finis.

Chine/Japon : une âpre compétition pour devenir le leader économique de l'Asie.

Des échanges économiques croissants.

Le Japon est le plus important partenaire commercial de la Chine en Asie : 15% des importations mondiales de la Chine viennent de ce pays. La Chine est quant à elle devenue récemment le premier partenaire commercial du Japon, prenant la place des Etats-Unis.

Longtemps, le Japon a été (et reste encore) le principal pourvoyeur d'aides publiques à la Chine. De la mise en place des premières aides publiques japonaises, en 1979, à 2005, le Japon a versé près de 24 milliards d'euros à la Chine, selon un rapport du ministère japonais des affaires étrangères.

Cependant, une évolution se dessine aujourd'hui : des entrepreneurs chinois commencent à investir au Japon. C'est un phénomène significatif même si la valeur de ces investissements reste pour l'instant assez modeste. Ainsi en 2001, le groupe industriel chinois *Shanghai Electric*, qui possédait déjà 300 entreprises, a pris le contrôle d'Akiyama, une PME japonaise spécialisée dans le matériel pour imprimeries. Sauvée de la faillite grâce à l'arrivée des capitaux chinois, l'entreprise, rebaptisée Akiyama International, a vu son activité décupler, notamment vers la Chine, où le marché de l'impression est en plein essor. Cet exemple illustre la stratégie de la Chine de racheter des sociétés japonaises, afin de bénéficier de transfert de technologies. De même, en 2004, *Shanghai Electric* a racheté la société japonaise Ikegai, fondée en 1889 et pionnière dans le secteur des machines-outils, secteur dont la Chine a grand besoin dans le cadre de son développement. Cette tendance est en train de se renforcer, malgré les tensions politiques entre les deux pays, et l'inquiétude que suscite l'arrivée de firmes chinoises au Japon. En quatre ans, les sommes investies par les entreprises chinoises au Japon ont été multipliées par près de 400 : de 260 000 dollars à près de 100 millions, ce qui reste néanmoins une goutte d'eau comparé aux milliards que des firmes comme la firme américaine Daimler a dû apporter pour prendre une participation importante dans Mitsubishi Motors, et que l'entreprise française Renault a dû verser pour entrer dans le capital de Nissan. en janvier 2005, le premier fabricant de PC chinois, Lenovo, a racheté la division des ordinateurs

personnels d'IBM. Cela entre dans une stratégie de la Chine en vue d'acquérir le savoir-faire et les technologies de pointe du Japon.

Contrairement aux Occidentaux, les Chinois, dans leurs investissements au Japon, privilégient généralement le rachat de petites structures (souvent des PME), et souvent des entreprises en difficulté. Ainsi, en 2003, la grande firme chinoise Sanjiu, qui dispose de plus de 10 000 magasins sur le continent asiatique, a pris le contrôle de Toa, petite entreprise pharmaceutique japonaise de la côte occidentale du Japon, qui se trouvait en difficulté du fait de la concurrence avec d'autres entreprises pharmaceutiques japonaises. Sanjiu a obtenu par là un accès au marché japonais, friand de produits de médecine chinoise. Dans leurs investissements au Japon, les entrepreneurs chinois, s'efforcent de ménager les susceptibilités japonaises.

Des relations politiques de plus en plus tendues.

Malgré des échanges économiques croissants, les relations politiques entre la Chine et le Japon n'ont cessé de se détériorer dans les dernières années. Les deux pays sont engagés dans une rivalité sans merci pour décrocher le rôle de leader mondial de l'Asie.

Les dirigeants japonais manifestent leur inquiétude au sujet de l'augmentation continue des dépenses militaires chinoises. De son côté, la Chine perçoit avec une forte désapprobation le révisionnisme croissant du Japon à l'égard de son passé expansionniste et militaire. Ainsi, les visites répétées (en août 2001, avril 2002, janvier 2003, janvier 2004, octobre 2005, août 2006) du Premier ministre japonais d'alors, Junichiro Koizumi, au sanctuaire japonais de Yasukuni, où sont enterrés et honorés des criminels de guerre japonais, de même que les déclarations négationnistes récentes de personnalités japonaises, ont été très mal reçues par la Chine, qui garde un souvenir amer de l'occupation japonaise et des exactions, tortures et massacres commis par l'armée japonaise en Chine de 1931 à 1945.

De plus, la Chine s'inquiète des projets du Japon de réviser les dispositions pacifistes de la Constitution japonaise de 1947. En mai 2007 en effet, le Japon a ouvert la voie à une révision historique de cette Constitution, en entérinant la législation nécessaire à l'organisation d'un référendum national sur ce sujet. L'envoi de troupes japonaises en Irak a rajouté à cette inquiétude de la Chine.

En outre, les problèmes territoriaux autour des îles appelées Senkaku côté nippon et Diaoyu côté chinois, stratégiques dans le détroit pour le contrôle maritime, renforcent les tensions sino-japonaises.

Enfin, le rapprochement entre les Etats-Unis et le Japon est un élément de plus qui contribue à la forte méfiance de la Chine pour le Japon. L'accord stratégique de sécurité bilatéral signé en 1996 entre le Japon et les Etats-Unis a en effet été reconduit et révisé en février 2005. Les Etats-Unis

soutiennent aussi la candidature japonaise comme nouveau membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Une telle nomination permettrait au Japon de sortir du statut de « nain politique » qui est le sien sur la scène internationale depuis 1945, et de conquérir un rôle de leader mondial en Asie. La Chine s'oppose fermement à cette candidature, et menace même d'utiliser son veto au Conseil de sécurité pour l'empêcher.

Depuis cette date, la tension entre Chine et Japon est sensible dans les discours des dirigeants. Cependant, en Chine comme au Japon, certains souhaiteraient la constitution d'un « axe sino-japonais », à l'instar de l'axe franco-allemand développé en Europe à partir de 1950. Ainsi, au printemps 2005, un colloque a réuni à Pékin des intellectuels japonais, chinois et coréens pour discuter des perspectives de coopération politique, et en juin 2005, un manuel scolaire d'histoire, fruit du travail d'historiens des trois nationalités, a été mis au point.

Une antipathie réciproque entre peuple chinois et peuple japonais.

Conséquence des relations politiques dégradées entre les deux pays, un net sentiment anti-japonais se développe en Chine. En avril 2005, des milliers de jeunes Chinois, à Pékin, manifestent contre le Japon et sa lecture révisionniste et nationaliste de l'histoire, et appellent au boycott des produits japonais.

Du côté des Japonais, beaucoup acceptent mal l'idée que la Chine, dont le PIB demeure près de 2,5 fois plus faible que celui du Japon, s'impose dans l'économie de leur pays, et puisse un jour devenir la puissance économique dominante en Asie. Beaucoup de Japonais ressentent de l'antipathie à l'égard de la Chine et redoutent la mafia des « Triades » chinoises, qui investit dans l'immobilier à Tokyo. Un sondage publié fin 2004 dans le journal japonais *Yomiuri Shimbun* montre que 71 % des Japonais interrogés ne font pas confiance à la Chine.

Le manga japonais de Hirokane Kenshi, *Shima Kosaku l'administrateur*, publié en feuilleton dans le *Shukan Morning* à Tokyo depuis février 2005, dépeint les difficultés d'une entreprise japonaise s'implantant en Chine. Reflétant fidèlement, au fur et à mesure de sa parution, l'évolution des relations entre les deux pays, cette fiction proche de la réalité a obtenu un grand succès. Soulignant la difficulté qu'ont les hommes d'affaires chinois et japonais à s'entendre, ce manga n'a sans doute pas contribué à améliorer l'image de la Chine dans l'opinion publique japonaise.

Chine/Inde.

En 1962, les vieilles positions commerciales gagnées en 1904 par les Britanniques en Chine et dont l'Inde avait hérité disparaissent avec l'expiration du dernier accord commercial. La question des frontières s'envenime entre les deux pays, la Chine ne reconnaissant pas la ligne Mac-Mahon de 1914. A l'automne 1962, les forces chinoises déclenchent une campagne foudroyante et sanglante,

qui les conduit presque à la plaine du Brahmapoutre. L'armée chinoise humilie les troupes indiennes en menaçant de poursuivre leur avance vers Calcutta. A l'occasion de cette courte guerre meurtrière, la Chine annexe l'Aksai Chin, territoire de 38 000 kilomètres carrés au nord-ouest de l'Inde, près du Jammu-et-Cachemire.

Depuis lors, bien qu'aucun nouveau conflit armé sérieux ne se soit produit, les différends frontaliers entre les deux pays sont restés aigus. La Chine revendique une grande partie du territoire de l'Etat de l'Arunachal Pradesh, qui s'étend sur 90 000 kilomètres carrés au nord-est de l'Inde, en bordure de la ligne Mac Mahon. Quant à l'Inde, elle réclame l'Aksai Chin, n'ayant jamais accepté son annexion par la Chine en 1962, et jugeant cette occupation chinoise illégale.

Les relations tendues entre la Chine et l'Inde se sont encore durcies après les essais nucléaires menés par l'Inde en 1998 et la réponse de son voisin, le Pakistan, dont les essais nucléaires ont été favorisés par l'aide de la Chine.

Cependant, depuis quelques années, un réchauffement des relations s'est produit entre les deux puissances. L'année 2003 a été marquée par la visite officielle du Premier ministre indien d'Atal Bihari Vajpayee, qui a ouvert la voie à un rapprochement économique sino-indien. Dans une déclaration sur les principes régissant leurs relations bilatérales et la coopération, l'Inde a alors reconnu la souveraineté de la Chine sur la région autonome du Tibet, tandis que la Chine a accepté l'appartenance du Sikkim à l'Inde. En outre, en novembre 2003, un exercice naval commun entre la Chine et l'Inde a eu lieu pour la première fois en mer de Chine orientale.

Puis, en avril 2005, un pas historique a été franchi, lorsque le Premier ministre indien Manmohan Singh et son homologue chinois Wen Jiabao ont signé un protocole visant à régler ce contentieux frontalier. C'est la première fois qu'un document officiel aborde cette épineuse question des frontières entre ces deux pays. La Chine envisage à présent de prolonger ce pas en avant, en instaurant une zone de libre-échange avec l'Inde. Celle-ci exporte en Chine de l'acier, des logiciels, des produits pharmaceutiques, et la Chine exporte en Inde essentiellement de l'électronique et des jouets. De plus il est envisagé de rouvrir la route reliant l'Inde à la Chine par le Sikkim, afin d'accroître les échanges commerciaux terrestres entre les deux pays.

Des points noirs subsistent pourtant dans ces relations apaisées entre les deux pays : la Chine réprouve l'accueil de réfugiés tibétains en Inde, et notamment le fait que l'Inde héberge le gouvernement en exil du Dalaï-lama. L'Inde quant à elle est mécontente de l'aide militaire nucléaire apportée par la Chine au Pakistan, ennemi historique de l'Inde, ainsi que de la construction d'une base navale chinoise à Gwadar. Cependant, la Chine a récemment relâché son soutien au Pakistan. C'est désormais l'influence chinoise de plus en plus marquée en Birmanie qui inquiète l'Inde.

La récente visite du Premier ministre indien, Manmohan Singh, en Chine en janvier 2008, a confirmé la volonté de ces deux grandes puissances asiatiques de resserrer leur coopération.

Anciens ennemis, ces deux pays, aujourd'hui géants économiques, ont développé un « partenariat stratégique » relativement efficace. Aujourd'hui, les relations économiques entre la Chine et l'Inde sont satisfaisantes. Les objectifs de croissance de leurs échanges sont régulièrement atteints, voire dépassés. Le commerce bilatéral Chine/Inde a atteint près de 40 milliards de dollars en 2007. Toutefois, si en termes de PIB, la Chine est devant l'Inde, étant passée au quatrième rang mondial, le déficit commercial de l'Inde envers la Chine se creuse, atteignant 9 milliards de dollars en 2007.

Chine/Indonésie.

En 1990, le général Suharto, Président de l'Indonésie depuis 1967, a rétabli les relations diplomatiques avec la RPC, relations qui avaient été rompues en 1967. Déjà en 1982, la Chine avait accordé à l'Indonésie le statut de « partenaire stratégique », un titre dont seuls bénéficiaient, jusqu'alors, les Etats-Unis, la Russie et l'Inde. Le communisme étant toujours interdit en Indonésie, le rapprochement entre la Chine et l'Indonésie témoigne d'un fort pragmatisme.

L'intérêt de la Chine à se rapprocher de l'Indonésie est principalement économique. En 2005 ont été signés plusieurs accords bilatéraux entre la Chine et l'Indonésie. Il a été prévu notamment l'installation à Bornéo de plantations de palmiers à huile couvrant 1,8 million d'hectares en Indonésie. Le projet pourrait attirer près de 7 milliards d'euros d'investissements étrangers et créer près de 200 000 emplois.

Chine/Corée du Nord.

En 1961, la RPC et la Corée du Nord ont signé un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Celui-ci, toujours en vigueur, ne peut être révisé ou abrogé qu'avec l'accord des deux parties. En cas d'invasion de la Corée du Nord, et en vertu de ce traité, la Chine devrait venir en aide à son allié. Cependant, depuis une douzaine d'années, la Chine, qui n'approuve pas les tentatives de nucléarisation de la Corée du Nord, a déployé des efforts pour convaincre cet Etat de mettre fin à son programme d'armement nucléaire. La Chine est intervenue en octobre 2002 dans la crise entre les Etats-Unis et la Corée du Nord au sujet du nucléaire, et a été à l'origine de la mise en place du « Groupe des six » (Chine, Corée du Sud, Corée du Nord, Japon, Russie, Etats-Unis), constitué en vue de trouver une solution au contentieux. A cette occasion, la Chine s'est rapprochée de la Corée du Sud, vieille alliée des Etats-Unis. La Chine a également joué un rôle moteur dans la poursuite des négociations en vue du règlement du problème nucléaire coréen, en février-mars 2007 et dans le dernier trimestre 2007.

Chine/Birmanie.

En Birmanie, le mouvement nationaliste birman Wa, *United Wa State Army* (UWSA), occupe une place particulière. Après l'éclatement du Parti communiste birman (PCB) en 1989, les Was, qui en constituaient une importante composante, sont devenus une puissante narco-organisation. Leur revendication est de posséder une région autonome entièrement sous leur contrôle, où ils n'utilisent pas la monnaie légale birmane, le kyat, mais la monnaie chinoise, le yuan, et où les seules langues parlées et enseignées sont le *wa* et le chinois. Soutenus par la Chine, les Was contrôlent deux vastes territoires : la « région spéciale n°2 », au nord, le long de la frontière chinoise, et, au sud, des territoires moins bien définis. Ce secteur d'influence, que l'UWSA cherche à étendre, est contrôlé par le Chinois Wei Shao Kang, qui a récupéré les réseaux de drogue chinois de l'ex-Guomindang dans le nord de la Thaïlande.

Plus que l'ONU, c'est la Chine qui a exigé et obtenu que les Was diminuent leur activité de trafic de drogue. Cependant, si les champs de pavot ont été largement éradiqués des zones longeant la frontière chinoise, l'application de la mesure est restée relative : de nombreux champs de pavot ont été transplantés vers l'ouest dans l'intérieur de la Birmanie ; et il reste encore beaucoup de parcelles, plus petites et mieux camouflées, dans la « région spéciale n°2 ».

La RPC fait pression sur l'UWSA. En 2004, Pékin a décidé de restreindre l'ouverture de la frontière avec la « région spéciale n°4 », tenue par le mafieux chinois Saï Lin, où de nombreux casinos ont été implantés grâce à l'argent de la drogue, afin d'endiguer le flot des joueurs chinois. Le gouvernement chinois a aussi ordonné à la population chinoise installée dans cette zone de réintégrer le territoire national. En 2005, la police militaire chinoise y est et a liquidé Saï Lin, en échange d'un colossal contrat d'exploitation de gaz naturel, obtenu par la société chinoise Petrochina dans les eaux birmanes.

Ainsi, le gouvernement chinois mène un double jeu en Birmanie, où son soutien militaire et surtout financier a créé une dépendance. Sa présence dans la construction des infrastructures favorise la pénétration des produits chinois en Birmanie : la construction de grandes routes a pour objectif le fleuve Irrawaddy, qui pourrait devenir une artère fluviale importante pour la Chine. Pékin envisage même de louer une partie du port de Rangoun.

Pour l'opinion publique birmane, cette pénétration économique croissante de la Chine en Birmanie s'apparente à une invasion, une mainmise. Les journaux d'opposition birmans dénoncent la mainmise de la Chine sur l'économie birmane. L'un d'eux a titré ironiquement que la Birmanie pourrait prochainement devenir la « vingt-quatrième province chinoise ».

Conclusion. Les succès de la nouvelle diplomatie chinoise.

La Chine a réussi ces dernières années à s'imposer comme un leader important dans la région Asie, en menant une diplomatie bilatérale et multilatérale habile. Elle s'est imposée comme un partenaire constructif, un interlocuteur attentif, un voisin apprécié, au point qu'on a pu parler de « consensus de Pékin »² (faisant un parallèle avec le « consensus de Washington » mis en place par les Etats-Unis) comme d'un nouveau modèle dans les relations internationales.

Grâce à son intégration dans des structures régionales comme l'ASEAN et l'OCS, au rôle moteur qu'elle a réussi à s'attribuer dans la résolution internationale du problème nucléaire nord-coréen, grâce à sa pénétration économique croissante au Japon, et grâce à l'apaisement de ses tensions avec l'Inde, la Chine étend progressivement son influence en Asie. Des pays pauvres, comme le Cambodge, le Laos et la Birmanie, sont de plus en plus dépendants de l'aide chinoise. D'autres, comme la Thaïlande et le Vietnam (avec qui la Chine a passé des accords frontaliers en décembre 1999), doit s'accommoder d'un poids chinois important ; quant à la junte birmane, isolée sur la scène internationale, elle est dépendante de la Chine, qui reste son principal point d'appui à l'étranger. En fait, tous les pays voisins de la Chine, même ceux qui sont très éloignés sur communisme, comme l'Indonésie ou Singapour, préfèrent nouer des partenariats avec elle, plutôt que craindre des tensions géopolitiques. Les principaux points noirs sont la rivalité avec le Japon, la question de Taïwan, et, surtout, le problème du Tibet .

² C'est l'expression qu'a suggérée Joshua Cooper Ramo, membre du *Council on Foreign Relations* (Etats-Unis) et du *Foreign Policy Centre* (Royaume-Uni).

6) La pénétration croissante de la Chine en Afrique.

L'Afrique constitue un enjeu fondamental pour la Chine, qui entend aujourd'hui y puiser à bas prix les ressources dont elle a besoin pour son développement : pétrole, gaz, cuivre, bois, et y implanter des industries et du commerce. Multipliant depuis quelques années les investissements massifs en Afrique, Pékin est devenu le 3^e partenaire commercial de ce continent, derrière les Etats-Unis et la France, et est sur le point de supplanter l'Union européenne au premier rang des fournisseurs du continent africain. A quand remonte la pénétration de la Chine en Afrique ? Quelle stratégie diplomatique et économique mène Pékin dans le continent africain ? Quels sont points sensibles de cette diplomatie chinoise en Afrique ? Quelles conséquences implique cette coopération sino-africaine croissante pour l'avenir de l'Afrique ?

1. Les ambitions croissantes de la Chine en Afrique.

La politique chinoise en Afrique jusqu'aux années 1980.

Jusqu'au milieu des années 1970, la Chine, se proclamant anticolonialiste, anti-impérialiste et se voulant un contrepoids face à l'Occident, prônait la construction de la solidarité afro-asiatique, et est intervenue dans des territoires laissés de côté par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Elle a réussi à inspirer idéologiquement plusieurs mouvements de libération nationale, puis certains régimes des pays nouvellement indépendants. Des années 1960 aux années 1980, Pékin a envoyé 15 000 médecins, les « médecins aux pieds nus », et plus de 10 000 ingénieurs agronomes chinois en Afrique, et a ouvert les universités chinoises aux « peuples frères d'Afrique » : 15 000 étudiants africains y ont eu accès depuis les indépendances. Bénéficiant d'un prestige accru depuis son admission à l'ONU en 1971, la RPC a dès lors encore plus placé l'Afrique au centre de sa stratégie internationale. Elle a concentré son assistance économique sur quelques États : Congo Brazzaville, Égypte, Somalie, Soudan, Zambie et surtout Tanzanie. Elle y a entrepris des chantiers ambitieux, comme la construction, de 1970 à 1975, du chemin de fer « Tan-Zam » reliant la Tanzanie à la Zambie. La Chine a également dans ces années passé des accords de coopération militaire avec plusieurs régimes communistes d'Afrique de l'Est (comme l'Ethiopie, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie) et avec des pays non alignés comme l'Égypte. De 1955 à 1977, la Chine a ainsi vendu pour 142 millions de dollars de matériel militaire à l'Afrique. En partie afin d'évincer popularité l'URSS dans ces pays, elle a soutenu les mouvements indépendantistes en Angola (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, UNITA) et au Mozambique (FRELIMO), engagés dans une

guérilla contre la colonisation portugaise. En Angola, cette politique chinoise s'est soldée par un échec : c'est le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) prosoviétique qui l'a emporté en novembre 1975 lors de l'indépendance. La Chine a dès lors cessé officiellement de fournir de l'aide aux Angolais.

En 1977, la valeur annuelle des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique atteignait 817 millions de dollars. Dans les années 1980, alors que les pays du Nord et l'URSS se sont retirés de l'Afrique et que l'aide occidentale au développement a diminué de moitié, la Chine y a maintenu son assistance et ses liens.

Un net tournant s'est dessiné vers 1985 : préoccupée par sa transformation économique, la Chine s'est nettement moins consacrée à aider l'Afrique. Puis, un nouveau virage s'est produit après les événements de la place Tien An Men (juin 1989) : critiquée par la communauté internationale, la Chine s'est à nouveau tournée vers l'Afrique, pour trouver des soutiens et soigner son image.

Une expansion accrue en Afrique depuis vingt ans.

La Chine effectue une expansion foudroyante en Afrique depuis une vingtaine d'années. Au cours des années 1990, le volume des échanges commerciaux entre Pékin et l'Afrique a été multiplié par 7. Cette tendance s'est poursuivie dans la première décennie du XXI^e siècle, puisque le nombre des entreprises chinoises implantées en Afrique a doublé depuis 2000 : en 2008, près de 1000 entreprises chinoises sont présentes en Afrique. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint plus de 50 milliards de dollars en 2006. Cette expansion chinoise en Afrique s'explique par le besoin pressant de la Chine de subvenir à ses besoins croissants en pétrole et en matières premières, et de se trouver de nouveaux marchés. Actuellement, la Chine importe d'Afrique plus de 25% de ses besoins en pétrole.

La stratégie économique habile de la Chine en Afrique.

Depuis l'application de la réforme imposée par le FMI, la Banque mondiale et le G7 en Afrique en 1980, censée aider les pays africains à sortir de l'endettement, les dettes extérieures africaines ont au contraire augmenté de 500 %. La Chine a réussi à proposer aux pays africains des partenariats qui les séduisent davantage que les solutions préconisées par ces instances internationales.

Les nombreuses entreprises chinoises implantées en Afrique placent leurs fonds aussi bien dans les secteurs très rentables (mines, pêche, exploitation du bois précieux, téléphonie) que dans ceux jugés moins rentables, et donc abandonnés par les Occidentaux. C'est ainsi qu'ont été relancées l'exploitation des mines de cuivre de Chambezi en Zambie, et l'exploitation du gisement de fer de Belinga, au Gabon.

L'Afrique du sud, première puissance économique et diplomatique du continent africain, est aussi le premier partenaire commercial de la RPC avec 10 milliards de dollars d'échanges en 2006.

En Afrique, la Chine concurrence désormais sérieusement la France pour les investissements, notamment dans le secteur de la construction, où la Chine a remporté de nombreux appels d'offres. Les Chinois remportent aussi une part croissante des projets soutenus par l'Aide française au développement (AFD), depuis qu'en janvier 2002 celle-ci a supprimé les conditions de nationalité pour les projets qu'elle soutient.

Les banques chinoises prennent une participation de plus en plus forte dans le secteur financier en Afrique. Ainsi, en 2008, la *China Development Bank* vise une participation de cinq milliards de dollars dans la banque nigériane *United Bank for Africa*.

D'importantes infrastructures réalisées par la Chine en Afrique.

Durant les quarante dernières années, la Chine a construit pour l'Afrique 19 écoles, 38 hôpitaux, envoyé plus de 16 000 médecins à 47 pays d'Afrique. Cette aide à la mise en place d'infrastructures s'est poursuivie et même nettement accélérée ces dernières années.

Les entreprises chinoises présentes en Afrique opèrent aussi bien dans des secteurs de haut niveau technologique (BTP, pétrochimie, centrales électriques et hydroélectriques, transports et communications) que dans l'industrie légère, le matériel électrique, le textile et l'agriculture. Au total, des milliers de projets de grands travaux publics sont menés, dont environ 500 sont pris en charge par la firme publique chinoise *China Road And Bridge Corporation*. Cimenteries, sucreries, textiles, fabriques de médicaments : les constructions d'usines se multiplient.

Quelques exemples de réalisations d'infrastructures sont parlants : la Chine a rénové la route Monbasa-Nairobi au Kenya ; a construit, en coopération avec la Zambie, la mine de cuivre de Chambishi ; a lancé le premier satellite du Nigéria ; a financé de nouveaux axes routiers au Rwanda. En 2004, la banque publique chinoise Eximbank a accordé 2 milliards de dollars de crédits à l'Angola, pour confier à des entreprises chinoises la reconstruction des infrastructures angolaises détruites par trente ans de guerre civile, en échange de la fourniture par l'Angola à la Chine de 10 000 barils de pétrole par jour. En outre, la Chine a construit et livré clés en mains le Palais des Congrès de Khartoum, au Soudan, qui a accueilli le sommet de l'Union africaine en janvier 2006 ; a construit au Soudan un oléoduc de 1300 km qui relie les gisements pétroliers soudanais à Port-Soudan ; a beaucoup investi dans le marché des télécommunications en Ethiopie, dans celui de l'industrie minière au Congo ; a effectué d'importants travaux publics au Cameroun, par la *China Road and Bridge Corporation* ; a investi deux milliards de dollars en Angola pour y reconstruire et moderniser les infrastructures. Actuellement, la Chine vient d'accorder un prêt de 2,5 milliards de

dollars au Nigeria pour la rénovation du réseau de chemin de fer nigérian : la *China Civil Engineering Construction Company* remet en état les 1 315 kilomètres de voies entre Lagos et Kano.

L'intégration à des structures géopolitiques et la mise en place d'une diplomatie.

Cette « campagne d'Afrique » menée par Pékin est à la fois économique, politique, et diplomatique. Déployant depuis une dizaine d'années une intense activité diplomatique en direction de l'Afrique, la Chine s'est intégrée à plusieurs structures internationales ou régionales, et a mis en place elle-même certaines structures pour rendre plus étroits ses liens économiques avec l'Afrique.

Ainsi, la RPC a organisé à Pékin en octobre 2000 le « Premier Forum sur la coopération sino-africaine » (*China-Africa Cooperation Forum, CACF*). Instrument diplomatique instauré sur le modèle des « conférences de la TICAD » lancées par le Japon dès 1993, mécanisme consultatif réunissant la Chine et 49 pays africains, ainsi que de nombreuses organisations internationales et régionales, et des représentants du secteur privé, ce forum vise à promouvoir la coopération économique entre les deux parties, tout en permettant à la Chine de cultiver son image de « plus grand pays du Tiers Monde ». Il s'est conclu par la publication de deux textes importants : la « Déclaration de Pékin » et le « Programme pour la coopération sino-africaine dans le développement économique et social ». Le premier, plus politique, rappelait la vision planétaire de Pékin, d'un monde dans lequel les États africains devraient sortir du sous-développement, en partie grâce à l'aide fraternelle de la Chine. Le second, plus pratique, proposait de promouvoir la coopération Sud/Sud, d'améliorer les relations Nord/Sud par le dialogue, de participer aux affaires internationales sur une base d'égalité et d'établir un partenariat à long terme pour le bénéfice des deux parties, la Chine et l'Afrique. A l'occasion du lancement de ce forum, la Chine a fait un geste important : elle a annulé sans conditions les dettes bilatérales de l'Afrique à son égard pour un montant total de plus de 10 milliards de dollars. Ce geste a été salué par le secrétaire général de l'OUA, M. Salim. La Chine a aussi décidé à cette occasion d'ouvrir davantage son marché aux pays africains et de pratiquer un tarif douanier zéro pour une partie des marchandises provenant des PMA africains, et d'assurer en Chine la formation de 10 000 Africains en trois ans, dans le cadre du « Fonds de développement des ressources humaines pour l'Afrique » créé par le gouvernement chinois. Ce Forum a aussi permis à la Chine de signer plus de 40 contrats avec des pays africains, ce qui lui a permis de doubler entre 2000 et 2004 la valeur totale de ses échanges avec l'Afrique.

En outre, membre de la Banque mondiale depuis décembre 2001, la Chine a pris depuis une part croissante aux projets de financement développés par cette institution en Afrique, y faisant participer les entreprises chinoises à hauteur d'environ 265 millions de dollars par an. Membre

également de l'OMC depuis la même date, la Chine s'est engagée à soutenir les efforts des pays africains non encore membres de cette organisation, pour qu'ils puissent y adhérer.

En novembre 2003, s'est tenu à Addis-Abeba le second forum sino-africain (CACF), avec la participation de cinq présidents africains, trois vice-présidents, deux premiers ministres, ainsi qu'Alpha Omar Konaré, président de la commission de l'Union africaine. La Chine s'y est engagée à promouvoir la démocratisation des relations internationales par une consultation intensifiée, à soutenir le multilatéralisme, à augmenter son aide aux pays africains au moyen du CACF. À l'issue de cette conférence, un plan d'action 2004-2006 a été lancé : le « Plan d'action d'Addis-Abeba », concernant les relations entre la Chine et 45 pays africains dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures, du commerce, de l'investissement, du tourisme, de l'exploitation des ressources naturelles, des ressources humaines, de l'éducation, de la santé publique, de la culture, de la paix et de la sécurité.

Le Président chinois Hu Jintao, arrivé au pouvoir en mars 2003, a effectué peu après son élection, en janvier-février 2004, une visite remarquable en Afrique, plus précisément en Égypte, au Gabon et en Algérie. Les Ministères chinois du commerce et des affaires étrangères, qui se sont dotés de « Départements Afrique » ont orchestré une centaine de rencontres officielles pour resserrer les liens de la Chine avec l'Afrique.

La Chine a organisé des échanges culturels sino-africains de grande envergure, avec notamment un festival international, « Rendez-vous à Pékin », tenu en 2004, consacré à l'Afrique et à ses arts, à l'occasion duquel une dizaine de groupes d'artistes africains ont été invités à présenter des représentations et des expositions artistiques en Chine. Parallèlement, la Chine a organisé une manifestation culturelle en Afrique, « Voyage de la culture chinoise en Afrique », consistant en des tournées d'artistes chinois (chants, danses, acrobaties, arts martiaux, etc.) dans plusieurs pays d'Afrique. L'année suivante en 2005, Pékin a organisé le « Festival des jeunesses chinoises et africaines en Chine ».

En 2005, la Chine a tenu une place de choix dans le « Sommet Asie-Afrique », qui a commémoré le cinquantenaire de la Conférence de Bandung. Ainsi, par une habile diplomatie, la Chine parvient à présenter les partenariats économiques de plus en plus étroits qu'elle noue avec l'Afrique comme s'inscrivant dans la continuité de cette grande conférence anti-colonialiste des peuples du Tiers Monde à laquelle elle avait participé en 1955.

Début novembre 2006, s'est tenu un nouveau « Sommet Chine-Afrique » (CACF) à Pékin, réunissant 43 des 53 pays du continent africain autour du Président chinois. Il a donné lieu au lancement du « Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique », fondé sur les échanges et la

coopération dans toute une série de domaines d'ordre politique, économique et culturel, et à la création d'une « Fédération sino-africaine de l'industrie et du commerce ».

Contrairement aux grandes agences internationales comme le FMI et la Banque Mondiale, qui accordent aux pays africains des prêts et aides conditionnés à l'acceptation de conditions très dures, la Chine, elle, accorde aux pays d'Afrique des crédits sans condition et prône la livraison de projets « clés en main ». Les Etats-Unis critiquent cette politique chinoise, car ils affirment qu'elle n'incite pas assez les pays africains à ne pas respecter la transparence et la « bonne gouvernance ». Cependant le fonctionnement des multinationales américaines en Afrique ne brille pas par ces qualités.

De plus, la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a affirmé qu'elle se tiendra toujours du côté des pays africains et des autres pays en développement pour appuyer leurs revendications légitimes, et n'hésite pas à user de sa menace de veto au cas où ses intérêts africains seraient menacés. Depuis plusieurs années, la Chine s'est impliquée de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique, comme par exemple en République démocratique du Congo (RDC), au Congo-Kinshasa et au Liberia. La Chine a ainsi envoyé en 2004 plus de 1 500 casques bleus en Afrique. La Chine soutient aussi officiellement les trois candidats africains à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU que sont l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Nigeria, et tout particulièrement ce dernier.

La Chine a établi de nombreux centres de promotion des investissements et du commerce sur le sol africain, et encourage l'installation d'hommes d'affaires chinois en Afrique. En 2005, 130 000 ressortissants chinois vivaient en Afrique. Actuellement, comme l'Angola est devenu son 2^e partenaire commercial en Afrique. Pékin envisage de mettre en place des vols directs Luanda-Pékin, et de créer de toutes pièces un quartier d'affaires chinois à Luanda. En outre, le gouvernement chinois promeut depuis quelques années le développement du tourisme chinois en Afrique. Pékin a ainsi récemment accordé le statut officiel de pays de destination touristique pour les citoyens chinois à huit pays: l'Ile Maurice, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Kenya, l'Ethiopie, les Seychelles, la Tunisie et la Zambie. Jusqu'à présent, seulement l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Maroc étaient officiellement des pays de destination touristique pour les touristes chinois.

Dans cette campagne diplomatique, la Chine doit non seulement nouer des liens avec les pays africains mais aussi se défendre contre les critiques et attaques des pays occidentaux, alarmés de cette concurrence. Face aux critiques croissantes des puissances occidentales et en particulier des Etats-Unis, qui l'accusent de « piller » les ressources de l'Afrique, la Chine réplique en faisant valoir que, sur la totalité du pétrole exporté d'Afrique, elle n'en absorbe que 8,7 %, contre 36 % pour l'Europe et 33% pour les États-Unis. Cependant les critiques peuvent s'appuyer sur le cas

d'autres matières premières : ainsi la Chine absorbe à elle seule 60% des exportations de grumes (troncs d'arbres) d'Afrique.

La Chine accueille volontiers des visites de chefs d'Etat africains. Ainsi, fin février 2008, le Président nigérian Umaru Yar'Adua est venu en visite en Chine, afin de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays, particulièrement dans le secteur de l'énergie. A cette occasion, le Nigeria et la Chine ont établi une nouvelle structure de coopération économique et commerciale, dans divers domaines, dont celui du pétrole (dont le Nigeria est le premier producteur en Afrique), du gaz, de l'électricité, des infrastructures.

2. Les « mauvaises fréquentations » de la Chine en Afrique.

Par l'envoi de nombreux attachés militaires chinois, la Chine assiste militairement plusieurs Etats d'Afrique, qui ne sont pas forcément démocratiques. Comme par exemple le Zimbabwe, au ban de l'Occident. Par ailleurs, l'ONG *Global Witness* a révélé qu'une partie des 2 milliards de dollars accordés par la Chine à l'Angola a été détournée au profit de la propagande gouvernementale en vue des élections générales de 2006. Ce scandale a eu des retombées sur l'image de la Chine. Pourquoi la pénétration économique croissante de la Chine en Afrique suscite-t-elle les critiques de la communauté internationale ? L'exemple du Darfour permettra de comprendre les aspects sombres de la coopération sino-africaine.

La question du Darfour.

Dans le conflit meurtrier qui a lieu depuis 2003 au Darfour (Ouest du Soudan), et qui aurait causé au moins 200 000 morts, la Chine est un allié privilégié du Soudan, qui est son deuxième partenaire commercial en Afrique, et dont elle achète 65% de la production pétrolière. La Chine a remis en marche dans les années 1990 les champs pétroliers alors abandonnés de Muglad (Sud-Soudan). 13 des 15 premières sociétés étrangères implantées au Soudan sont chinoises. Pékin a financé récemment au Soudan le nouveau barrage hydroélectrique de Méroé (1,8 milliard de dollars).

Premier fournisseur d'armes du Soudan, la Chine est soupçonnée de vendre des armes à l'armée et aux milices soudanaises, qui combattent les rebelles du Darfour, et qui se livrent à de nombreuses exactions sur les centaines de milliers de civils qui fuient vers l'ouest. La position de la Chine à l'égard du Soudan est la même qu'à l'égard de ses autres partenaires commerciaux : ne pas s'ingérer dans leurs affaires politiques, se borner à des relations commerciales. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est penché plusieurs fois sur la question du Darfour, mais la Chine, membre permanent du conseil de sécurité, a freiné les efforts internationaux pour mettre fin à la guerre.

Forte de son droit de veto, elle réclame le « respect de la souveraineté nationale soudanaise » et s'oppose à la proposition d'imposer des sanctions au Soudan.

Les opposants à la guerre au Darfour, nombreux aux Etats-Unis, condamnent le soutien que la Chine apporte au Soudan. Les Jeux Olympiques de Pékin, en août 2008, leur apparaissent comme une formidable occasion de faire pression sur la Chine à ce sujet. En février 2007, le Président chinois, Hu Jintao, rendant visite à son homologue soudanais, M. Al-Bachir, a adopté une position médiane : il lui a recommandé d'accepter le déploiement onusien au Darfour, mais sans le soumettre à aucune pression. Les critiques de l'opinion internationale augmentant au fil des mois, en mars 2008, à moins de six mois de ses Jeux Olympiques, la Chine infléchit son discours et se déclare prête à travailler avec les pays Occidentaux en vue d'une « solution pacifique » au Darfour, tout en restant opposée à toute politique de sanction à l'égard de ce pays. Après avoir fourni au Soudan en 2007 une aide humanitaire d'environ 11 millions de dollars, elle promet d'y envoyer une équipe de plus de 300 ingénieurs. En moins d'un an, le vice-Ministre des affaires étrangères chinois, Liu Guijin, a effectué quatre visites au Darfour et de nombreuses communications à l'intention de la communauté internationale.

Si les Etats-Unis s'impliquent tant dans la condamnation de l'attitude de la Chine par rapport au conflit du Darfour, c'est que le Darfour est au cœur d'un vaste enjeu pétrolier, où les Etats-Unis veulent avoir leur place. En effet, en 2005, d'importantes réserves de pétrole ont été découvertes au Darfour, et des forages pétroliers y ont été entrepris. Plusieurs firmes transnationales, dont des firmes américaines et chinoises, envisagent la construction conjointe d'un oléoduc Tchad-Cameroun, qui passerait par le Darfour.

L'Afrique, terrain de la rivalité chinoise avec les Etats-Unis et Taïwan.

Le président américain George W. Bush, en fin de mandat, fait en février 2008 une tournée dans cinq pays d'Afrique (Bénin, Tanzanie, Rwanda, Ghana, Liberia) : les enjeux essentiels sont pétroliers et militaires, dans le cadre de la compétition de plus en plus ouverte avec la Chine. Les Etats-Unis s'efforcent de séduire l'Afrique, mettant en avant leur loi sur la croissance en Afrique, *Africa Growth and Opportunity Act* (AGOA) qui permet depuis 2000 à une quarantaine de pays africains d'accéder au marché américain sans droits de douane jusqu'en 2015. Cependant, en 2007 plus de 90% des exportations d'Afrique sub-saharienne vers les Etats-Unis ont été seulement des produits pétroliers, et dans beaucoup d'autres secteurs, les pays africains sont pénalisés par le système commercial en vigueur entre l'Afrique et les Etats-Unis. Ainsi, le Bénin, producteur de coton, subit de plein fouet depuis des années les effets des subventions américaines aux producteurs de coton. Les Etats-Unis s'efforcent aussi de convaincre les Etats africains d'accepter le concept

d'un commandement militaire américain en Afrique, l'AFRICOM, actuellement installé en Allemagne. Pour les Etats-Unis, il s'agit de contrer l'avancée continue de la Chine en Afrique. Cependant, celle-ci y poursuit sa conquête systématique, sans être ébranlée par les tentatives américaines.

En outre, la RPC a ces dernières années distancé Taïwan dans ses liens avec l'Afrique : en 1997, l'Afrique du sud a rompu ses relations avec Taïwan pour se rapprocher de la RPC, et est devenue à présent le premier partenaire africain de la Chine. De plus, Pékin a obtenu récemment un nouveau succès contre Taïwan en Afrique, en arrachant le Malawi de la liste des Etats africains ayant encore des relations diplomatiques avec Taïwan. Aujourd'hui, seuls des pays de peu de poids, le Swaziland, São Tomé et Príncipe, le Burkina Faso et la Gambie restent dans le camp de Taïwan.

La politique africaine de la Chine : un marché de dupes pour l'Afrique ?

Les Chinois, qui font valoir que leur pays n'a jamais pratiqué la domination coloniale dans d'autres pays, ayant au contraire, pendant une centaine d'années à partir de 1840, subi l'invasion des puissances impérialistes occidentales, ont toujours été très soucieux de bien se démarquer, dans leur expansion économique en Afrique, de l'attitude coloniale ou néo-coloniale des Occidentaux : ils affirment la nette différence entre la coopération sino-africaine et le colonialisme des impérialistes occidentaux en Afrique. Ainsi Ming Guowei affirme : « Il existe une différence notable entre la coopération sino-africaine et le colonialisme des impérialistes occidentaux en Afrique. La nature du colonialisme consiste à contrôler et intervenir dans les affaires politiques d'autres pays, et à monopoliser et piller les ressources économiques. La Chine, sur le plan politique, s'en tient toujours à la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures et souligne, dans le domaine économique, à la coopération d'entraide mutuelle et au « gagnant-gagnant ». De plus, le commerce et l'investissement entre la Chine et l'Afrique se basent sur les négociations bilatérales égales »³.

La Chine a certes fait en sorte que des produits venant des PMA africains puissent entrer en Chine sans taxe, afin d'augmenter la compétitivité des produits africains au marché chinois. En outre, le boom récent des matières premières vendues par l'Afrique est favorable à l'économie de ce continent. Il semble cependant que le bilan du partenariat économique entre la Chine et les pays africains ne soit clairement pas à l'avantage de ces derniers.

Certains observateurs africains s'inquiètent de la concurrence que font peser les produits chinois sur l'économie africaine (acier, textile...) Ils y voient une répétition du système économique colonial. Ainsi, même l'Afrique du sud, Etat riche et développé, se voit plus ou moins contrainte, en échange de l'achat par la Chine de matières premières sud-africaines, d'acheter les produits manufacturés

³ Min Guowei, « Qui pratique le « néocolonialisme » en Afrique ? » *Chinafrique*, 15 février 2008, n°4.

chinois. Cela a entraîné un accroissement fulgurant de son déficit commercial à l'égard de la Chine : il est passé de 24 millions de dollars en 1992 à plus de 400 millions de dollars aujourd'hui. Dans plusieurs pays d'Afrique, le déferlement des produits manufacturés chinois à bas coût a provoqué une hausse dramatique du chômage, car ces produits défient toute concurrence.

Finalement, malgré son souci de se démarquer de l'attitude « néo-colonialiste » et « impérialiste » des autres puissances occidentales qui sont des partenaires économiques de l'Afrique, la Chine ne se comporte pas d'une façon fondamentalement différente de celles-ci : elle acquiert essentiellement des matières premières et vend des produits finis, en utilisant sa position de supériorité pour négocier les prix à son avantage. La relation Chine/Afrique semble avoir perdu de sa spécificité idéologique, malgré le discours anti-impérialiste et tiers-mondiste de façade que conserve la Chine. Convertie au capitalisme le plus débridé, animée de manière pragmatique par des objectifs de profit économique, la Chine n'a plus de type de développement économique alternatif à proposer aux Etats « post-coloniaux ».

L'exportation massive vers l'Afrique de produits chinois bon marché a souvent pour résultat de tuer la production locale africaine ; et l'envoi par la Chine de ses propres ouvriers, techniciens, ingénieurs sur les grands chantiers qu'elle réalise en Afrique n'a aucun effet positif sur le développement local de ces pays. Ainsi, le boom commercial de la Chine en Afrique n'est pas exempt d'effets pervers, que les Occidentaux ne se privent pas de critiquer. Cependant, cette manière de procéder des Chinois en Afrique, que les Occidentaux critiquent abondamment, est la même que celle qu'ils y ont suivie pendant des décennies et qu'ils continuent à y suivre.

Entre tiers-mondisme et capitalisme déréglementé, la stratégie de la Chine en Afrique suscite espoir et controverses. Certaines évolutions récentes de la position adoptée par la Chine sur des questions internationales liées à l'Afrique laissent cependant envisager un tournant vers une « bonne gouvernance » : ainsi la Chine a fait de timides efforts envers le gouvernement du Soudan en vue d'un apaisement de la guerre civile au Darfour. Par ailleurs, dans la récente crise kenyane, la Chine a salué fin février 2008 l'accord conclu sur le principe d'un gouvernement de coalition, et a affirmé son soutien au rôle de la communauté internationale, en vue d'une solution politique à cette crise.

7) Energie, ressources naturelles et environnement : des enjeux cruciaux.

La Chine, qui est devenue le deuxième consommateur de pétrole brut de la planète, a un immense besoin de matières premières, qu'elle tente aujourd'hui de combler en entreprenant de grands travaux et en puisant dans les réserves des pays voisins. On estime que d'ici 2020, la Chine sera contrainte d'importer 60 % de son énergie. Elle est ainsi entrée en compétition avec les Etats-Unis pour le contrôle des ressources pétrolières et gazières dans le monde. Mais quelles sont les conséquences sur l'environnement de cette recherche et de cette consommation effrénée d'énergie, et quelles en seront les répercussions sur le long terme ?

1. S'approvisionner en énergie et en matières premières : un enjeu vital.

La Chine est aujourd'hui le troisième producteur au monde d'énergie, derrière les Etats-Unis et la Russie, et le deuxième consommateur d'énergie au monde derrière les Etats Unis. Elle est aussi devenue récemment le premier émetteur au monde de gaz carbonique (CO₂).

La consommation d'énergie de la Chine a quadruplé depuis 1980. Cela s'explique à la fois par l'augmentation des activités économiques de la Chine, qui sont très consommatrices en énergie, et par les besoins croissants en énergie domestique d'une classe moyenne urbaine qui ne cesse de s'élargir. Ainsi, avec l'urbanisation galopante, la demande d'électricité des ménages a bondi. Le pays a du mal à y répondre, de nombreuses coupures de courant fréquentes et inopinées ont touché tout le pays ces dernières années. La Chine s'efforce de surmonter ces dysfonctionnements de l'approvisionnement électrique.

Un des enjeux majeurs de la Chine est de trouver des moyens d'approvisionnement en énergie, puisque cet immense pays, qui est aujourd'hui le pays ayant la plus forte demande en énergie primaire, ne recèle que 2,3% des ressources mondiales de pétrole et 1% de celles de gaz. On estime que la consommation de la Chine en pétrole, de 230 millions de tonnes par an en 2003, est passée actuellement à plus de 300 millions de tonnes par an et pourrait atteindre 450 millions de tonnes en 2020, dont 60 % proviendraient d'importations. Pour répondre à ses besoins grandissants, la Chine produit beaucoup d'énergie : elle est le premier producteur mondial de charbon, et le deuxième producteur mondial de puissance électrique installée. Depuis l'intervention américaine en

Afghanistan (2001) puis en Irak (2003), la Chine s'efforce de diversifier de plus en plus ses approvisionnements en énergie, afin de limiter sa dépendance énergétique.

Le charbon : le retour en grâce d'une source d'énergie ancienne et « démodée ».

Contrairement aux pays occidentaux, qui ont depuis plusieurs décennies quasiment abandonné l'exploitation du charbon, jugeant cette source d'énergie polluante et démodée, la Chine dépend encore massivement du charbon, dont elle est à la fois le premier producteur et le premier consommateur mondial. Le charbon couvre près de 70% de sa consommation d'énergie primaire. L'expansion des centrales thermiques et l'essor de la sidérurgie contribuent à la poursuite soutenue de l'utilisation de cette source d'énergie. Le charbon constitue la grande richesse minérale de ce pays dont les réserves potentielles seraient plus abondantes que celles des États-Unis. Les réserves chinoises en charbon se caractérisent aussi par d'excellentes conditions d'exploitation : les veines sont épaisses et de faible profondeur (de 300 à 500 mètres).

Depuis son « ouverture » en 1978, la Chine s'efforce de moderniser son extraction du charbon, avec la participation de firmes étrangères, attirées notamment par l'énorme potentiel du Shanxi. Une dizaine de grandes bases provinciales ont ainsi fait l'objet d'un programme de modernisation. Actuellement, cinq mines géantes à ciel ouvert sont en cours de développement (une au Shanxi et quatre en Mongolie), avec une participation étrangère.

Mais la distribution de cette gigantesque production pose de plus en plus problème. La répartition géographique des bassins houillers chinois est peu commode : 60% des réserves en charbon se situent en Chine du Nord, et en particulier dans la province du Shanxi qui dispose à elle seule de 30% des réserves du pays et qui fournit près de 25% de la production nationale. Ce déséquilibre géographique pose des problèmes : les principaux bassins houillers sont au nord tandis que les zones principales de consommation sont au sud, à environ 2500 km des mines. Le gouvernement a fait construire un double axe ferroviaire spécial Datong-Qinhuangdao (terminal portuaire du Hebei). Mais un tel acheminement du charbon par train sur une aussi longue distance reste très coûteux et provoque un engorgement du trafic ferroviaire. Pour pallier ce problème, la Chine envisage la construction avec l'aide de sociétés étrangères d'un colossal pipeline à charbon liquéfié transportant le charbon des houillères géantes de Mongolie et du Shanxi vers le littoral du Nord.

Ces grands travaux sont d'une importance économique vitale pour la Chine, qui tend actuellement, de plus en plus à privilégier le charbon par rapport au pétrole comme source d'énergie. Le pays a produit 2,52 milliards de tonnes de charbon brut en 2007, ce qui représente une hausse de 8,2% par rapport à 2006, selon l'Association nationale du Charbon de Chine (ANCC). Cette production est

en hausse constante depuis cinq ans. La production de charbon dans le Shanxi a atteint 630, 21 millions de tonnes en 2007, progressant stablement de plus de 8% par rapport à 2006.

La Chine est sur le point de se lancer dans la production à grande échelle de carburants à partir de charbon. « La transformation de charbon en diesel et en essence pourrait totalement remplacer les importations de pétrole. Cela réduirait grandement les tensions politiques et commerciales », estime Han Yizhuo, professeur à l'Institut de chimie du charbon de l'Académie chinoise des sciences. Deux usines de transformation du charbon en carburant ouvriront leurs portes d'ici la fin 2008 en Mongolie intérieure, dont l'une sera la première au monde à transformer le charbon directement en diesel, sans passer par le gaz. Si cela fonctionne de manière satisfaisante, plusieurs autres usines de ce type devraient ouvrir prochainement. Jusqu'à présent, seule l'Afrique du Sud produit du carburant à partir du charbon, héritage de l'adaptation aux sanctions commerciales qui lui ont été imposées durant le régime d'apartheid. C'est donc une voie originale que choisit la Chine en décidant de miser sur le charbon pour produire son carburant.

Depuis 2005, le gouvernement central a affecté neuf milliards de yuans (1,23 milliard de dollars) de bons du trésor à améliorer les équipements et les conditions de sécurité et dans les principales mines de charbon nationales, afin d'augmenter la production et de réduire le nombre d'accidents dans les mines. Ces derniers restent nombreux et graves. Ils ont ainsi en 2007 provoqué officiellement la mort de 3 786 mineurs. Ce chiffre est toutefois en baisse d'un peu plus de 20% par rapport à 2006, année qui s'était elle-même soldée par une semblable diminution de 20% du nombre de morts dues aux accidents dans les mines chinoises. La Chine semble être sur la voie d'une amélioration dans ce domaine. Le pays considère le charbon comme une voie d'avenir pour son approvisionnement énergétique : il s'ouvre actuellement une centrale thermique au charbon par jour en Chine.

De grands travaux pour l'approvisionnement en gaz naturel.

A partir des années 1970, la Chine a connu un spectaculaire « décollage pétrolier ». Des prospections ont mis à jour la présence d'importants gisements en pétrole dans la province du Heilongjiang, dans le nord-est du pays, alors que jusque dans les années 1960, seuls les gisements de l'ouest étaient connus et exploités, avec l'aide soviétique. Au cours des années 1970, la production de pétrole en Chine a donc connu une forte augmentation, grâce à la mise en exploitation de ces nouveaux gisements.

A partir de la fin des années 1970, cette nouvelle manne des gisements pétroliers du Heilongjiang a commencé à montrer ses limites. La Chine s'est alors tournée vers l'exploration offshore du pétrole en mer Jaune et en mer de Chine méridionale ainsi que dans le golfe de Bohai, initiée en 1979-80.

La « Réglementation pour l'exploitation offshore en coopération avec les compagnies étrangères », promulguée en 1982, a suscité l'intervention d'une cinquantaine de compagnies étrangères dans cette exploitation du pétrole offshore. Les gisements pétroliers offshore en mer de Chine méridionale offrent l'avantage d'être proches des zones de consommation, contrairement aux gisements exploités jusqu'alors, qui en étaient très éloignés puisqu'ils étaient localisés pour les deux-tiers d'entre eux dans les marges du nord et du nord-est du pays. Toutefois, ces gisements en mer de Chine méridionale présentent l'inconvénient de se situer dans une région qui fait l'objet d'un contentieux frontalier avec les pays voisins, la zone des îles Spratly. La mer de Chine méridionale est un point névralgique, une zone triplement stratégique, du fait de la présence d'importantes réserves de pétrole, du fait de litiges maritimes, et du fait du passage par cette voie de tankers acheminant le pétrole du Moyen Orient vers le Japon ou vers Shanghai. Jusqu'à présent, l'exploitation par la Chine de ces gisements off-shore est restée décevante par rapport aux espoirs fondés.

Par ailleurs, dans les années 1990, la prospection du bassin du Tarim, au Xinjiang dans les confins de l'ouest du pays, a abouti à la découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz au nord et au sud du désert du Takla-Makan, qui ont alors été mis en exploitation. Cependant, l'inconvénient de ce gisement important (qui représente notamment 22% des ressources en gaz de la Chine) est son éloignement par rapport à la Chine littorale, centre économique du pays. Pour y acheminer cette nouvelle production d'hydrocarbures, un premier gazoduc est-ouest a été construit et mis en service en 2004. Puis, le gouvernement a chargé la société *China National Petroleum Corporation* de la construction d'un second gazoduc est-ouest, très moderne, de plus de 4800 km de long. Sa construction a été lancée en février 2008. Il conduira le gaz naturel de Khorgos dans le Xinjiang à Guangzhou, chef-lieu de la province du Guangdong. Avec une capacité de transmission de gaz de 30 milliards de mètres cube par an, le gazoduc, qui aurait huit lignes secondaires, devrait traverser douze provinces et régions autonomes avant d'atteindre la municipalité de Shanghai (est) et la province du Guangdong (sud), les zones les plus développées du pays. La mise en service est prévue pour juin 2011.

Le gaz naturel est une source d'énergie qui intéresse beaucoup la Chine actuellement, étant donné l'augmentation des prix du pétrole sur le marché international et la préoccupation croissante de la Chine au sujet des problèmes environnementaux : la Chine recherche énergies propres et moins chères. La Chine envisage donc d'augmenter la proportion du gaz naturel dans sa consommation énergétique de 2,5% à 5,3% d'ici 2010, un chiffre encore très en retard par rapport à la moyenne internationale qui est de 25%. Pour accroître encore ses ressources en gaz naturel, le gouvernement chinois a récemment lancé des prospections pétrolières sur le piedmont himalayen, au Tibet, ce qui

a suscité la colère des défenseurs de la nature et des défenseurs du Tibet.

Pour la première fois, la Chine a également lancé tout récemment un projet de gazoduc devant amener du gaz d'un pays étranger vers le territoire national. Il s'agit d'une extension du second gazoduc est-ouest : il reliera deux champs de gaz du Turkménistan au Xinjiang, sur une distance de plus de 4000 kilomètres. Cette section devrait être mise en service dès 2009. L'ensemble de ce gigantesque pipeline, long de plus de 9100 kilomètres, coûtera 142,2 milliards de yuans (20 milliards de dollars). La Chine est prête mettre le prix fort pour garantir son approvisionnement en gaz.

Le pétrole, un hydrocarbure très convoité.

A cause de ses besoins énergétiques galopants, la Chine est passée depuis 1994 du statut d'exportateur de pétrole à celui d'importateur. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les importations chinoises de pétrole devraient atteindre 8 millions de barils par jour dès 2010 et bientôt dépasser celles des Etats-Unis.

Pour organiser son approvisionnement en pétrole ainsi que le traitement de cet hydrocarbure, le gouvernement chinois a établi quelques très grands groupes pétroliers nationaux. Ils ont un statut ambigu, à la fois sociétés par actions et en même temps très encadrés par l'Etat. Le gouvernement les aide à créer des liens bilatéraux avec les pays producteurs, à prendre des parts de marché et à acheter des gisements dans des pays étrangers. En décembre 2006, Petrochina, le premier pétrolier chinois, côté à Hongkong et à Wall Street, a dépassé Shell, devenant la sixième capitalisation boursière mondiale. Cette compagnie n'est pourtant que la filiale d'une importante société d'Etat, la *China National Petroleum Corporation* (CNPC), et deux autres compagnies chinoises la talonnent, la *China Petroleum & Chemical Corporation* (Sinopec) et la *Chinese National Off-Shore Oil Company* (CNOOC). Actuellement, ces sociétés sont actives dans une cinquantaine de pays, comme le Venezuela, le Soudan, le Kazakhstan, la Birmanie, l'Indonésie, la Russie, l'Azerbaïdjan.

L'essentiel des importations de pétrole de la Chine provient actuellement du Moyen Orient, région politiquement instable et, de plus, éloignée de la Chine : la route maritime fait plus de 10 000 km, entre le golfe Persique et le port de Shanghai. Passant par les détroits d'Ormuz, de Malacca, et de Formose, cette route maritime est sécurisée principalement par la marine américaine (et secondairement par les marines britannique et française). Cela signifie que les Etats-Unis disposent d'un important moyen de pression sur la Chine, puisqu'ils contrôlent cette ligne d'approvisionnement vitale. Ils peuvent l'utiliser en cas de conflit grave, par exemple à propos de Taïwan. Cela constitue un élément de vulnérabilité pour la Chine.

C'est pourquoi la Chine s'est tournée activement depuis une dizaine d'années vers différents pays étrangers, afin d'augmenter, de faciliter, de mieux organiser et sécuriser son approvisionnement en pétrole : elle a construit des oléoducs terrestres, a acheté des nappes de pétrole dans d'autres pays, et s'efforce de diversifier ses fournisseurs.

Ainsi, en 1997, elle a signé un contrat de près de 10 milliards de dollars avec le Kazakhstan voisin pour l'exploitation de ses riches champs pétrolifères d'Uzen (ouest du Kazakhstan) et pour la construction de deux oléoducs : l'un long de 3 000 kilomètres acheminerait le pétrole du Kazakhstan vers le Xinjiang ; dénommé le *West China-West Kazakhstan Oil Pipeline*, devrait transporter 20 millions de brut par an (400 000 barils/jour) ; un autre oléoduc, long de près de 3000 kilomètres, acheminerait ce pétrole du Xinjiang vers le bassin du fleuve Jaune (Chine orientale).

Longtemps repoussé en raison de sa non-rentabilité, le *West China-West Kazakhstan Oil Pipeline* est un projet qui allie la réhabilitation de tronçons existants au Kazakhstan et la construction de nouveaux tronçons au Kazakhstan et entre le Kazakhstan et la Chine. La partie reliant Atirau et Kenkiyak au Kazakhstan (449 km), première phase du projet, est entrée en service en 2003. En décembre 2005 a été inaugurée la partie Atasu-Alashankou, longue de près de 1000 kilomètres.. Elle a coûté 700 millions de dollars, cofinancés à égalité par la CNPC et KazMunaiGaz, la compagnie nationale kazakhe, qui ont créé à cet effet une société commune, la *Kazakh-Chinese Pipeline*. Pour les deux pays, cette coopération autour du pétrole est d'une importance stratégique majeure. Le Kazakhstan, qui a d'importantes réserves en pétrole (tel le gisement de Kashagan), a pour ambition d'exporter 3 millions de barils de brut par jour d'ici 2015, ce qui en ferait l'un des plus grands exportateurs du monde.

La Chine envisage également de construire un oléoduc le long de la frontière birmane, entre le golfe du Bengale et le Yunnan (sud de la Chine). Il lui permettrait de s'affranchir de sa dépendance à l'égard de la marine américaine pour son acheminement du pétrole. La Chine est aussi en négociations avec la compagnie nationale pétrolière iranienne pour un accord d'exploitation conjoint des gisements pétroliers iraniens. En outre, 40% du gisement de pétrole Heglig au Soudan est maintenant sous le contrôle chinois. Plusieurs compagnies chinoises se sont engagées dans la construction d'un oléoduc de 1400 km reliant le bassin de Melut à Port-Soudan, où elles ont entrepris la construction d'un terminal pétrolier destiné à l'exportation de pétrole. La Chine procède ainsi à des échanges très avantageux avec des pays d'Afrique qui sont exclus des échanges avec l'Occident, comme le Soudan mais aussi la Libye ou l'Angola, qui est le deuxième plus important producteur de pétrole du continent africain. En contrepartie d'importants contrats pétroliers, elle leur vend des armes chinoises, ou prend en charge de grands travaux publics ; ainsi, en échange de

pétrole, la Chine a accordé un prêt de 2 milliards de dollars au gouvernement angolais pour financer la réfection de la plus longue voie ferrée de l'Angola, longue de 1300 km.

La forte demande de pétrole de la Chine contribue à l'augmentation actuelle du prix du pétrole. Devant cette situation difficile, la Chine et l'Inde, qui comptent désormais parmi les pays les plus demandeurs en hydrocarbures, tentent de coordonner leurs stratégies d'approvisionnements.

L'hydroélectricité, une potentialité immense mais fragile.

S'efforçant de diversifier son approvisionnement énergétique, la Chine a pris conscience de l'immensité de son potentiel hydroélectrique, qui la place au premier rang mondial dans ce domaine avec environ 380 gigawatts exploitables, dont 197 pour le seul fleuve Chang Jiang.

Le parc hydroélectrique de la Chine est le 2e du monde. Le gigantesque barrage des Trois Gorges, construit sur le Changjiang et mis à l'eau en juin 2006, est le plus grand barrage du monde. La zone de son réservoir couvre 58 000 kilomètres carrés, soit un espace supérieur à la superficie de la Suisse. Le barrage a été beaucoup critiqué, car il a entraîné le déplacement d'1,2 millions d'habitants, l'engloutissement de nombreuses villes et villages, la modification du site naturel des Trois Gorges, qui constituait un paysage d'une grande beauté, et la désorganisation l'écosystème de la région, qui était une des plus riches de Chine sur le plan de la biodiversité ; le barrage a ainsi causé la disparition ou la menace de milliers d'espèces animales ou végétales, comme le dauphin du Changjiang, unique au monde. Ces critiques ont été essentiellement formulées par des Occidentaux. On peut leur répondre que le besoin de la Chine en énergie est indispensable et que le choix de l'hydroélectricité est beaucoup moins dangereux et moins polluant que d'autres sources d'énergie, et que l'énergie des pays occidentaux vient aussi en grande partie de barrages, dont la construction en leur temps a provoqué et dont le fonctionnement provoque toujours d'importants dégâts et risques écologiques, comme c'est le cas par exemple des grands barrages de Californie aux Etats-Unis.

Outre le barrage des Trois Gorges, un autre projet de barrage hydro-électrique actuellement est mené dans le sud-ouest du pays : le projet hydroélectrique du Nujiang, près de la frontière avec la Birmanie.

Les répercussions sur l'environnement des nombreux barrages construits par la Chine sont préoccupantes : retenues d'alluvions fertiles, accélération des crues et décrues, érosion des rives, réduction des espèces de poissons migrateurs et net recul de la pêche.

La Chine à la pointe dans le nucléaire.

Ce n'est que récemment que la Chine s'est lancée dans la voie du nucléaire, mais elle l'a fait avec beaucoup d'ambition et se situe désormais à la pointe de cette technologie.

La première centrale nucléaire chinoise a été construite de 1983 à 1993 à Qinshan, entre Shanghai et Hangzhou, avec une aide étrangère. La Chine en est le maître d'œuvre, mais le réacteur a été fourni par le Japonais Mitsubishi, les pompes par l'Allemagne et le générateur de vapeur par la Suède. En 1985, la Chine a signé un contrat avec Framatome et la General Electric britannique, pour la construction d'une grande centrale sur la baie de Daya (Daya Bay), dans le Guangdong à 50 kilomètres à l'est de Hong Kong. La Chine compte aujourd'hui 11 centrales nucléaires, toutes de deuxième génération, utilisant des technologies chinoises pour trois d'entre elles, russes pour deux, françaises pour quatre et canadienne pour deux autres. Elles se répartissent sur quatre sites. Les deux réacteurs de la Centrale nucléaire de Daya Bay ont été raccordés respectivement en 1993 et 1994. A la Centrale nucléaire de Ling Ao (Guangdong), deux réacteurs ont été raccordés en 2002, deux autres sont en cours de construction. A la centrale de Qinshan (Zhejiang), 5 centrales sont en fonctionnement, raccordées entre 1991 et 2004. A celle de Tianwan-1 (à Lianyungang dans le Jiangsu), deux réacteurs de 1000 MW sont en construction.

En février 2008, la Chine a annoncé le lancement des travaux de fondations du futur réacteur nucléaire le plus avancé du monde, dans la ville de Sanmen (Zhejiang). Ce réacteur sera le premier à utiliser la technologie de 3e génération AP1000. Il devrait entrer en opération commerciale en 2013. Il devrait s'agir de la centrale électrique nucléaire la plus avancée du monde. En juillet 2007, la Chine a conclu un accord avec le consortium américain Westinghouse Electric Co. pour construire quatre centrales nucléaires dans le pays, deux à Sanmen et deux dans la ville de Haiyang dans la province du Shandong. Le gouvernement chinois, ambitieux, a prévu pour la Chine une capacité d'énergie nucléaire de 40 millions de kW d'ici 2020.

Minéraux et métaux.

La Chine possède d'importants gisements de métaux : elle concentre 17% de la production mondiale d'aluminium, 10% de celle du cuivre, 22% de celle de zinc, 19% de celle de plomb et 29% de celle d'étain. Cependant, la production de ces métaux est aujourd'hui insuffisante par rapport aux besoins de l'économie en pleine croissance. Les importations chinoises de métaux augmentent fortement en ce moment (notamment zinc, cuivre, nickel, minerai de fer), ce qui contribue à la forte hausse actuelle du prix de ces métaux. Pour combler ses besoins en métaux, la Chine se tourne à présent vers les autres pays. Elle a ainsi récemment proposé d'investir dans l'exploration d'uranium en Australie.

2. Le problème de la préservation de l'environnement : la difficile transition de la Chine vers le « développement durable ».

La Chine, rassemblant près d'un quart de l'humanité, exerce une pression énorme sur les ressources naturelles, d'autant plus que les deux-tiers de sa population sont concentrés dans l'est du pays. Le « mode de production chinois », fondé sur un capitalisme effréné et dérégulé, est inquiétant non seulement par ses aspects sociaux (misère, inégalités sociales criantes et croissantes), mais par ses graves répercussions sur l'environnement.

Depuis 2006, la Chine a détrôné les Etats-Unis pour le triste record du premier pays du monde émetteur de CO₂ : ses émissions ont dépassé celles des Etats-Unis de 8%.

Longtemps la Chine n'a pas tenu compte des problèmes environnementaux. Encore récemment, son président, Hu Jintao, affirmait : « Pour les pays en voie de développement [au rang desquels il englobe la Chine], les priorités sont avant tout la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des habitants ». La Chine a ainsi refusé de se soumettre à des quotas chiffrés en matière d'environnement, qui risqueraient d'entraver sa croissance économique. Cependant, les atteintes à l'environnement constituent un handicap pour l'avenir à moyen et long terme de la croissance économique chinoise. D'ailleurs, en 2004, l'Académie chinoise des sciences sociales a publié un rapport indiquant que le taux de croissance du pays serait réduit de 2 points si l'on prenait en compte les impacts sociaux et environnementaux réels de son rythme de développement.

Un virage majeur vient d'être pris récemment. Hu Jintao, tout en estimant qu'il est de la responsabilité des pays les plus développés de « prendre la tête de la lutte contre les émissions de carbone », a cependant annoncé que la Chine se lancerait dans « des efforts afin de parvenir à un développement durable ».

En juin 2007, le gouvernement chinois a ainsi rendu public son premier plan de lutte contre le changement climatique, qui préconise des mesures d'économie d'énergie, d'adaptation de l'agriculture aux nouvelles contraintes climatiques, de reforestation, mais ne fixe pas encore d'objectif chiffré. Le premier ministre, Wen Jiabao, a déclaré à cette occasion : « il faut que l'environnement devienne une véritable priorité pour la Chine ».

Quelques applications de ces principes commencent à être lancées. Ainsi, Depuis quelques années, les grands travaux commencent à prendre en compte dans leur conception les impératifs environnementaux : ainsi la ligne ferroviaire Qing-Zang, reliant le Qinghai au Tibet, inaugurée en juillet 2006, se veut respectueuse des espèces animales menacées et de l'environnement. 125 millions d'euros ont été consacrés aux aspects environnementaux du projet. La ligne a ainsi fait

l'objet d'aménagements en certains points pour ne pas empêcher la migration des antilopes tibétaines. Cela n'a pas empêché des critiques d'être formulées contre cette ligne ferroviaire, accusée de contribuer à accélérer l'exploitation des ressources naturelles du Tibet, donc la dégradation de ce milieu déjà menacé. Le 3 avril 2007 a été lancée la première « Journée verte » en Chine, à l'occasion de laquelle ont été plantés 5 000 arbres dans huit villes chinoises. Des centrales éoliennes sont également mises en place dans le désert de Gobi où le potentiel d'exploitation est considérable pour l'énergie éolienne. Par ailleurs, tout récemment, sur l'île de Chongming, près de Shanghai, a été mise en chantier la première « éco-ville » chinoise, Dongtan, dont la première phase de la construction devrait être terminée en 2010. La Société nationale d'électricité de Chine a lancé fin février 2008 un projet d'amélioration des infrastructures électriques, notamment par la mise en place d'une ligne à très haute tension, afin d'accroître la résistance du réseau en cas de catastrophes naturelles. Fin février 2008, le gouvernement chinois a exposé sa stratégie nationale de conservation de la flore destinée à mettre un frein à la disparition de la diversité exceptionnelle de la faune et de la flore du pays face à la croissance économique rapide. Son élaboration a pris quatre ans. Ce document s'inscrit dans le cadre des 16 objectifs de la « Stratégie globale pour la conservation de la flore ». La Chine compte plus de 30 000 espèces de plantes vasculaires, soit 10% du total mondial, et a, selon le document, déjà établi plus de 2 300 réserves nationales, couvrant 15% de son territoire. Le pays envisage de protéger 90% de ses variétés de plantes en les plaçant sous protection d'Etat avant 2010. En mars 2008, le gouvernement chinois a annoncé son intention de créer un impôt environnemental : le Premier ministre, Wen Jiabao, a affirmé devant le parlement l'idée d'imposer une taxe afin d'intensifier les efforts pour économiser l'énergie, réduire les émissions de polluants et protéger l'environnement. Enfin, en vue des Jeux Olympiques de Pékin 2008, le gouvernement chinois a entrepris de développer le concept de « JO verts ».

Beaucoup de critiques ont été formulées à l'encontre de la Chine au sujet de ses émissions de CO₂, désormais les plus importantes au monde. Il faut cependant avoir à l'esprit que ce pays est beaucoup plus peuplé que les Etats-Unis (1,3 milliards d'habitants contre 302 millions d'habitants, soit plus de 4 fois plus), et que la Chine a signé le protocole de Kyoto pour la stabilisation des concentrations en gaz à effet de serre dans l'atmosphère, entré en vigueur le 16 février 2005, contrairement aux Etats-Unis qui ont refusé de le signer.

Une dégradation de l'environnement préoccupante.

Cette prise de conscience de la Chine de la nécessité d'opérer un « virage » environnemental était urgente : en effet la situation est très grave. Un tour d'horizon de ces atteintes à l'environnement est nécessaire.

L'augmentation de la température est inquiétante. La température moyenne de la Chine s'est déjà élevée de 1,5 degré depuis les années 1950. Le réchauffement climatique fait fondre à grande vitesse les glaciers himalayens du Tibet qui alimentent le Huang He. Ainsi le glacier de Halong a diminué de 17% en trente ans. Cela induit une perturbation du régime hydrologique des grands fleuves et des risques d'inondation en aval. L'érosion des sols provoque une préoccupante diminution du rendement des cultures. En outre, les nappes phréatiques diminuent dangereusement et risquent de s'épuiser.

Aujourd'hui, sur les 560 fleuves et rivières chinois, 60 sont asséchés ou quasi-asséchés, et de nombreux fleuves chinois connaissent un grave risque d'ensablement : ils pourraient ne plus atteindre la mer d'ici quelques années. En 1997, le Huang He (fleuve Jaune) lui-même n'a pas pu rejoindre la mer à cause des prélèvements d'eau massifs qui servent à alimenter le système d'irrigation en amont. En 2003, ce fleuve, qui est l'un des berceaux de la civilisation chinoise, et l'un des plus longs fleuves au monde, affichait son niveau le plus bas depuis un siècle.

La sur-utilisation de l'eau provoque des affaissements de terrain dans certaines régions du pays. Le gouvernement chinois a récemment pris conscience que le manque d'eau limite la croissance économique chinoise. Wang Jirong, directrice adjointe de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement (SEPA), a rappelé en mars 2008 que « les ressources en eau par habitant en Chine ne s'élèvent qu'au quart de la moyenne mondiale ». Le problème de la qualité de l'eau en Chine constitue un autre motif d'inquiétude. L'environnement aquatique continue à se dégrader ; en 2003, plus de 62% des eaux des sept principaux bassins fluviaux du pays étaient de qualité mauvaise et très mauvaise, selon un rapport sur l'état de l'environnement publié par l'agence gouvernementale. Le gouvernement chinois a donc prévu d'investir 70 milliards de yuans (8,4 milliards de dollars) pour construire des stations d'épuration, pour éviter que les eaux usées continuent à être déversées directement dans les rivières du pays, comme c'est le cas actuellement. Par ailleurs, les cas d'affaissement de terrain liés à l'épuisement de la nappe phréatique sont nombreux, notamment en plaine.

Actuellement, un projet colossal est en cours de réalisation : il s'agit de relier le fleuve Changjiang au Huang He, sur une distance de 1600 kilomètres, afin de pallier la pénurie d'eau à Pékin et dans les provinces du Nord. Mais ce projet fait craindre des dérèglements encore plus grands des systèmes fluviaux et des écosystèmes.

En Chine du Nord, l'érosion et la sécheresse s'étendent de manière alarmante, entraînant des tempêtes de sable destructrices. Le désert avance vers l'est à raison de 2500 kilomètres carrés par an. Le phénomène de désertification est aussi accéléré par la salinisation des sols. Les premières dunes de sable ne sont plus qu'à 70 kilomètres de Pékin. Début mars 2008, des tempêtes de sable

sont prévues sur la Mongolie intérieure et du nord du Shaanxi, après être déjà passées dans le Gansu et le Minqin. Elle pourraient atteindre le nord de la Chine, dont les villes de Pékin et Tianjin.

Le sud de la Chine n'est pas épargné : de graves déluges y sévissent. A l'été 1998 puis à l'été 1999, des inondations dramatiques se sont produites dans le lit du Changjiang, affectant plus de 250 millions de Chinois et provoquant plus de 4000 morts et 18 millions de sans-abri. Les causes de ces catastrophes sont incontestablement humaines : ces inondations étaient liées à l'abattage de 85% des arbres des rives du fleuve. Depuis cet événement, la Chine a interdit d'abattre de nouveaux arbres. Si cette décision a permis de ralentir la déforestation des massifs montagneux du pays, elle a entraîné en revanche une augmentation des importations de bois d'Asie du sud-est (notamment de Birmanie) et de Russie, et des trafics illégaux de bois. La Chine, deuxième consommateur mondial de produits forestiers derrière les Etats-Unis, est ainsi actuellement responsable d'une grave déforestation dans les pays d'Asie du sud est et en Russie, en plus de la sévère déforestation du nord-est chinois, en Mandchourie (notamment dans le massif du Grand Khinghan).

En 2005 la Chine et l'Indonésie ont prévu l'installation à Bornéo de plantations de palmiers à huile couvrant 1,8 million d'hectares en Indonésie. Cette initiative a provoqué un tollé parmi les écologistes, les dommages risquant d'être irréparables. Un rapport récent de l'*Environmental Investigation Agency* (EIA), ONG britannique, a dénoncé le fait que 2,3 millions de mètres cubes de bois ont été acheminés de la Papouasie indonésienne vers Shanghai, alors qu'en décembre 2002, les gouvernements indonésien et chinois avaient signé un accord sur la prévention de la contrebande de bois, et que, en 2003, l'Indonésie avait interdit les exportations de bois non traité.

Aujourd'hui, la Chine ne produit que la moitié des quelque 280 millions de mètres cubes de bois qu'elle consomme chaque année. Selon l'enquête menée par l'EIA avec l'aide de l'ONG indonésienne Telepak, de nombreux intermédiaires, dont des officiers supérieurs indonésiens et des gangs régionaux, sont impliqués dans le trafic du bois.

Le *merbau* (ou *intsia*), bois très résistant dont regorge la Papouasie, alimente le demi-millier de scieries de Nanxun (Zhejiang) où l'on fabrique planchers et meubles de jardin. Les communautés locales ne perçoivent que 10 dollars par mètre cube de *merbau* abattu sur leurs territoires, alors que le même mètre cube est revendu jusqu'à 270 dollars en Chine. Un mètre cube de *merbau* permet de fabriquer un plancher qui se vend 2 000 dollars à Londres ou à New York. Ce commerce illicite prospère, profitant de la corruption endémique en Indonésie.

Les forêts du nord birman subissent une dégradation analogue. Plus d'1 million de mètres cubes de bois sont exportés illégalement de Birmanie vers la Chine chaque année, avec la complicité de militaires birmans et des leaders des ethnies locales, selon l'ONG britannique *Global Witness*. Les

sociétés forestières (plus d'une centaine aujourd'hui) bafouent ouvertement l'engagement pris par la Chine en 2001, de lutter contre ces trafics : depuis cette date, ceux-ci auraient augmenté de 60%.

La Chine importe aussi énormément de bois d'Afrique : près de 2,5 millions de mètres cubes de grumes (troncs d'arbres) par an. Ce commerce, se faisant sans aucune considération environnementale et écologique, contribue à la déforestation de ce continent.

Fin janvier et début février 2008, la Chine a connu de très violentes intempéries, marquées par 3 semaines de froid glacial et de fortes chutes de neige. 10% de la forêt chinoise a été entièrement détruite par cette catastrophe naturelle. Au total, plus de 17 millions d'hectares de forêts chinoises ont été sérieusement endommagées. Il s'agit de la pire tempête hivernale survenue en Chine depuis un demi-siècle. 18 provinces ont été touchées, et dans certaines d'entre elles, 90% de la forêt a été détruite. Cette catastrophe naturelle a également privé de nombreux Chinois d'électricité et de foyers, et a provoqué des maladies dues aux problèmes sanitaires qu'elle a engendrés. Les basses températures, les fortes chutes de neige et de pluie givrante persistantes dans la partie sud de la Chine auraient causé la mort de plus d'une centaine de personnes, fait plus de 400 000 malades et blessés, et causé des pertes économiques directes estimées à plus de 15 milliards d'euros. Ces intempéries hivernales contribuent aussi à accélérer l'augmentation des prix alimentaires sur le sol national.

Par ailleurs, les constructions de routes et d'autoroutes, qui se multiplient en ce moment en Chine, dans le cadre des efforts gouvernementaux pour désenclaver la partie intérieure du pays, contribuent à la dégradation des écosystèmes. La Chine est actuellement le pays où il se construit le plus d'autoroutes : plus de 5000 kilomètres par an. L'objectif du gouvernement est que le pays dispose d'un réseau de 70 000 kilomètres d'autoroutes en 2010.

Un des effets des dégâts causés à l'environnement est la disparition de nombreuses variétés de plantes, qui s'est accélérée ces trente dernières années. 15% à 20% des plantes rares de Chine seraient aujourd'hui menacées ou en voie de disparition.

Des problèmes sanitaires et médicaux à l'échelle mondiale.

Ces graves problèmes environnementaux, aux répercussions planétaires, ont pour corollaire des problèmes sanitaires et médicaux, qui dépassent eux aussi les frontières nationales de la Chine. Plusieurs grandes agglomérations chinoises, comme Pékin, Shanghai, Datong, Xi'an, Lanzhou, Liuzhou, Urumqi... ont un niveau de pollution alarmant. Tout le nord-est littoral, entre Pékin et Shanghai, constitue une zone marquée par une pollution industrielle intense et structurelle, et souffre de pénuries graves en eau. Cette pollution dépasse les frontières : la Chine a été ainsi

reconnue responsable de 30% des pluies acides qui s'abattent sur le Japon, et d'une grande partie de la pollution atmosphérique de toute la région de l'Asie du sud est.

Au printemps 2003, la Chine a connu une très grave crise sanitaire liée à l'épidémie du « syndrome respiratoire aigu sévère » (SRAS), maladie qui semble être née dans la province de Guangdong. Après avoir longtemps gardé le silence sur l'apparition de cette grave forme de pneumopathie très contagieuse, favorisant ainsi la propagation de l'épidémie, les dirigeants chinois ont été contraints de présenter publiquement leurs excuses pour avoir sous-estimé la gravité de la situation. Le Ministre de la Santé et le maire de Pékin ont été limogés suite à cette catastrophe qui en moins de trois mois, a provoqué 348 décès.

Par ailleurs, l'autosuffisance alimentaire, obtenue en 1995 au moyen d'une ambitieuse révolution verte inspirée du modèle indien, mise en place pour lutter contre des pénuries chroniques, est à présent remise en question à cause de risques alimentaires graves. Dans le « Plan d'action sur la sécurité alimentaire » publié en août 2003, le ministère de la santé chinois reconnaît que la situation alimentaire actuelle est « très critique » et le problème des polluants biologiques et chimiques et des produits toxiques présents dans les aliments vendus en Chine, qui constituent une menace majeure pour la sécurité alimentaire, causant de nombreuses maladies et même des décès. Le contrôle de la sécurité alimentaire par les organes gouvernementaux est encore trop lent à l'heure actuelle malgré une réelle prise de conscience. Là encore, le problème ne se limite pas à la Chine. L'augmentation récente des exportations de produits alimentaires chinois s'est accompagnée ces dernières années de plusieurs scandales liés à des contaminations et à intoxications alimentaires (ex : poissons congelés dans lesquels on a constaté la présence d'antibiotiques interdits et de métaux lourds dangereux), ce qui a entraîné de nombreux conflits entre la Chine et ses partenaires commerciaux. L'Union européenne a, pour des raisons de sécurité alimentaire, refusé d'importer de nombreux produits alimentaires chinois. Ainsi, c'est aussi pour des raisons économiques que l'amélioration de la sécurité alimentaire est devenue une priorité pour le gouvernement chinois, qui veut instaurer plus de transparence et de sécurité alimentaire. C'est dans cet objectif que, fin février 2008, les autorités environnementales chinoises ont inscrit 141 produits sur liste noire à cause de leur caractère sérieusement polluant ou de menace sérieuse envers l'environnement et/ou l'alimentation. La Chine est en effet le premier utilisateur mondial de fertilisants. Elle possède aussi 4 millions de tonnes de résidus chromés qui n'ont pas encore été traités et en produit toujours plus de 500 000 tonnes par an, nécessitant de gros investissements pour leur traitement.

Par ailleurs, la Chine, grand producteur et grand consommateur de riz, exploite des riz transgéniques capables de tuer des insectes prédateurs, de résister à la sécheresse ou à la salinité de l'eau. La Chine est actuellement le cinquième producteur mondial de récoltes transgéniques, avec

3,7 millions d'hectares de plantations de coton et de soja OGM. Les scientifiques chinois affirment l'innocuité écologique de ces OGM et défendent ce choix comme étant la seule solution face au problème de la stagnation de la production de riz et à la demande croissante de consommation. Les anti-OGM au contraire dénoncent les risques sanitaires et écologiques. Ils craignent une éradication des riz sauvages et une menace pour des espèces animales (papillons, insectes), sans compter les potentiels effets sur des populations qui en consommeraient à chaque repas. Le problème doit être envisagé d'un point de vue social (nécessité de répondre aux besoins alimentaires d'une immense population de 1,3 milliards d'habitants) et être replacé dans un cadre mondial : rappelons qu'aux Etats-Unis et au Canada, des céréales transgéniques sont couramment cultivées et consommées.

Les répercussions des problèmes environnementaux et alimentaires, ajoutés à la pauvreté et aux lacunes de la couverture médicale, se font sentir sur la population en termes sanitaires. La Chine fait partie des pays du monde où le regain de la tuberculose est le plus important: plus de 1 habitant pour mille sont atteints de cette maladie. La Chine fait partie des pays où se développent des nouvelles souches de ce virus, dangereuses car très résistantes aux traitements. Le ministère de la santé chinois a annoncé qu'il y a eu dans le seul mois de janvier 2008 plus de 30 000 cas de maladies épidémiques et 567 morts en Chine continentale. Pour enrayer ce problème, le ministère veut faire vacciner plus de 90% des enfants d'ici 2010. Il a en outre annoncé qu'il fournira aux enfants chinois d'âge scolaire des vaccins gratuits contre quinze maladies infectieuses, dans le cadre de l'élargissement de son programme immunitaire.

Début 2008, la Chine s'est engagée à renforcer sa coopération avec l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE), afin de prévenir et d'éradiquer les maladies animales les plus importantes comme la grippe aviaire. Cette maladie, dangereuse car sans traitement connu à ce jour et pouvant se répandre dans le monde entier par l'intermédiaire des oiseaux migrateurs, est présente en Chine. Fin février 2008, le Guangdong a renforcé la surveillance des volailles et des oiseaux migrateurs après la confirmation du décès d'une femme dû à la grippe aviaire. Les tests ont confirmé son infection par le virus H5N1. Les autorités agricoles ont procédé en urgence à la désinfection et à la vaccination des volailles dans les environs.

Plusieurs régions de Chine présentent de graves problèmes d'accès à l'eau potable. Dans les villes, des quartiers entiers, où logent les migrants, sont touchés par une grande insalubrité.

En revanche, le pays est globalement très peu touché globalement par le sida : moins de 0,5% des 15-49 ans sont atteints par le virus. Cependant, la maladie s'est diffusée de manière dramatique dans les campagnes du Henan (centre de la Chine) à cause d'un des plus gros scandales du sida: des paysans frappés par la misère sociale ont été contraints par les autorités locales et provinciales, dans les années 1990, de « vendre » leur sang pour rembourser leurs dettes et assurer leur subsistance. Ce

commerce du sang, opéré sans aucune précaution d'hygiène, a entraîné des contaminations massives au virus du sida : 40 à 80% des paysans concernés. Un million de paysans auraient été infectés par le virus du sida dans la seule province du Henan. Lorsque le virus a été découvert dans le circuit de ce commerce de sang, en 1995, les prélèvements ont été interdits sur ordre de Pékin. Mais les autorités provinciales du Henan ont décidé de cacher la vérité, et de laisser mourir des centaines de milliers de paysans contaminés à leur insu, sans même leur donner d'information sur la maladie, les maintenant dans le silence. A Wenlou, surnommé le «village des sidéens», des milliers de paysans agonisent, coupés du monde, sans qu'aucun soin ne leur soit apporté, prisonniers dans leurs villages transformés en mouvoir.s Les villageois ont reçu des instructions précises des autorités, fondées sur les menaces et l'intimidation, pour ne pas parler du sida aux gens venus de l'extérieur. La police a instauré un cordon sanitaire sur l'ensemble du district pour empêcher les journalistes de témoigner. Feng Shipeng, le directeur du bureau de la prévention du sida de Shanghai, fait régner la terreur sur les malades, les empêchant de communiquer avec l'extérieur ou de sortir, usant de la force et de l'intimidation, afin de maintenir le secret. Malgré les efforts de censure du gouvernement du Henan pour étouffer le scandale, celui-ci a fini par éclater en 2001, relayées par l'internet. Le gouvernement continue encore aujourd'hui à nier l'ampleur de cette catastrophe humanitaire, minimisant les chiffres des personnes contaminées, et empêchant les actions d'assistance et de soins aux malades. Ainsi, Liu Quanxi, le directeur de l'administration de la santé du Henan, responsable de cet énorme trafic de sang et des centaines de milliers de contaminations, n'a jamais été inquiété, et continue à affirmer que «la situation sanitaire du Henan est bonne ». Depuis ce scandale, la situation sociale est très tendue dans le Henan, à tel point que lorsque le premier ministre chinois, Wen Jiabao, s'est rendu en visite à Wenlou le 1^{er} décembre 2007, à l'occasion de la journée mondiale du sida, sa rencontre avec la foule, filmée et retransmise par la télévision nationale, était entièrement trafiquée : la foule était constituée de 1600 policiers en civils et fonctionnaires dépêchés à cet effet sur place pour faire office de foule, tandis que les véritables habitants villageois, et beaucoup de militants contestataires étaient assignés à résidence et empêchés de se rendre sur place, comme le célèbre dissident Hu Jia.

Désormais du moins, le gouvernement chinois semble avoir pris la mesure du péril lié au sida en Chine. Cette maladie menace selon les Nations Unies d'affecter dix millions de personnes à la fin de la décennie.

Ainsi, la Chine affronte l'enjeu vital de son approvisionnement énergétique : pétrole, charbon, hydroélectricité, nucléaire... : toutes les sources d'énergie possible sont mises à contribution pour répondre à la demande croissante. Pourtant, cela risque bien de ne pas suffire étant donné

l'augmentation exponentielle des besoins du pays. La croissance économique de la Chine a d'ores et déjà exercé des conséquences dramatiques sur l'environnement, qui sont perceptibles au niveau mondial, et a entraîné des problèmes sanitaires et médicaux de grande ampleur. Pour éviter une catastrophe écologique et humanitaire, il est urgent que le régime, qui commence à prendre conscience de ces problèmes, adopte des mesures énergiques.

8) La civilisation chinoise dans le monde actuel.

Entre étonnement, fascination, inquiétude et rejet, la Chine suscite en Occident des réactions très contrastées et ne laisse personne indifférent. Pourquoi l'image de la Chine est-elle si complexe ? Quelles sont les différentes facettes de cette image dans l'opinion occidentale ? Comment évolue cette image aujourd'hui ?

1. La diaspora chinoise dans le monde.

Les Chinois distinguent trois types de populations relevant de l'identité chinoise: les « continentaux » (*Daluren*) sont les citoyens de la partie continentale de la RPC. Les « compatriotes » (*Tongbao*) sont les Chinois de Hong-Kong et de Macao, ainsi que ceux de Taïwan. Les « Chinois d'outre-mer » (*Huaqiao*) sont les Chinois vivant à l'étranger, certains depuis plusieurs siècles ; ces derniers forment la diaspora chinoise, très importante, et difficile à cerner. Les communautés chinoises dans le monde se caractérisent en effet par une extrême diversité. Elles se distinguent par leurs régions d'origine en Chine, par leurs langues, par leurs pratiques culturelles et religieuses, par leurs dates d'arrivée, et par la place économique qu'elles occupent dans leur pays d'implantation.

Toute tentative d'évaluer quantitativement la diaspora chinoise se heurte à une difficulté de dénombrement due aux statuts multiples des Chinois installés à l'étranger. Plusieurs estimations l'évaluent à environ 30 millions de personnes, dont près de 90% sont originaire des trois provinces méridionales : le Fujian, le Guangdong et l'île de Hainan. La langue dominante au sein de la diaspora chinoise dans le monde est donc la langue du sud du pays : le cantonais.

L'Asie du sud-est constitue de loin le plus ancien et le plus important foyer d'accueil de la diaspora. Elle rassemble environ 80 % des *Huaqiao*. Toutefois la répartition est très inégale d'un Etat à l'autre, de même que son poids démographique par rapport à la population totale du pays considéré.

Singapour représente un cas limite puisque sa population d'origine chinoise y est d'environ 2,5 millions, soit 80 % de la population totale de Singapour. En Malaisie, la diaspora chinoise représente environ 25 % de la population totale. En Indonésie, la présence chinoise est ancienne, mais très minoritaire (6% seulement) et a subi des violences, pour des raisons politiques et/ou religieuses, dans les années 1950-60. C'est en Thaïlande qu'on trouve la

diaspora chinoise la plus importante : 6 millions sur 65 millions, soit 10 % de la population du pays.

La richesse produite par la diaspora chinoise dans les pays d'Asie où elle est installée est évaluée à environ 200 milliards de dollars. Dans certains Etats, elle constitue une part écrasante de la richesse nationale : 70% en Indonésie, 65% en Malaisie, 60% en Thaïlande.

La diaspora chinoise dans les autres continents a une origine plus récente. Elle se compose essentiellement des anciens *coolies*, recrutés par les occidentaux après le traité de Nankin, et par les ports chinois ouverts à la suite des traités inégaux.

En 1975, la fin de la guerre du Vietnam et la réunification du Vietnam ont provoqué la fuite de milliers de sino-vietnamiens compromis avec l'ancien régime du Vietnam du Sud, vers l'Occident et en particulier les Etats-Unis. Leur départ de ces « *boat people* » s'est effectué souvent dans des conditions dramatiques. En 1977, à la suite de la prise de pouvoir par les Khmers Rouges au Cambodge, des milliers de Chinois sont partis pour la France.

Depuis l'« ouverture » de la Chine à partir de 1978, une nouvelle vague d'émigration chinoise s'est déclenchée. Ces nouveaux émigrants, contrairement aux anciens, sont principalement originaires du nord-est du pays. En outre, un nombre croissant de jeunes Chinois vont étudier à l'étranger. Cela contribue à une progression du chinois mandarin au sein de la diaspora chinoise dans le monde, où prédominait auparavant sans partage le cantonais.

Aux États-Unis, les Chinois constituent une faible minorité : 2,5 millions pour 300 millions d'habitants, soit moins de 1% de la population. Au Canada, la minorité chinoise est forte à l'Ouest, faible à l'Est : 900.000 pour 30 millions d'habitants, soit 2,7% de la population. Les Chinois du Canada comme des Etats-Unis sont d'origine cantonaise à 90%. Les premières vagues d'immigration chinoise aux Etats-Unis et au Canada ont été liées aux ruées vers l'or (1849 en Californie, 1858 au Canada) et à la construction des voies ferrées transcontinentales, à partir de 1880. Les Chinois d'Amérique du Nord sont surtout présents dans les grandes villes, comme New York, Boston, Huston, Dallas, San Francisco, Los Angeles, Montréal, Toronto et surtout Vancouver. Ils ont connu au fil du temps une intégration continue vers le haut de l'échelle sociale, d'agents de main-d'œuvre (*coolies*) au XIXe siècle à boutiquiers et grossistes au XXe siècle puis aux professions libérales et intellectuelles de plus en plus.

Les Chinois installés dans les différentes régions du monde viennent souvent de différentes régions de Chine. Ainsi, les Chinois des Etats-Unis sont généralement originaires du Guangdong (plus précisément, 60% des Chinois établis aux Etats-Unis sont originaires du

delta de la rivière des Perles, région très peuplée située autour de Canton), tandis que les Chinois de France viennent généralement du Fujian.

Quel que soit le pays d'accueil, la diaspora chinoise s'est longtemps caractérisée par un déséquilibre hommes/femmes : les hommes ont longtemps été beaucoup plus nombreux, les foyers d'accueil nécessitant à l'origine une main d'œuvre masculine. Au XIXe siècle, certains Etats, comme les États-Unis, avaient même interdit l'immigration féminine, afin d'empêcher que les Chinois ne s'implantent durablement dans le pays en y fondant une famille. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que progressivement un rééquilibrage hommes/femmes s'est produit. De nombreuses femmes chinoises sont venues travailler en Occident, dans le commerce, la restauration ou surtout l'industrie textile, souvent comme travailleuses clandestines.

De nos jours, les Chinois émigrant à l'étranger correspondent globalement à deux cas de figure. Le premier cas correspond à des personnes plutôt qualifiées (enseignants, médecins, professions libérales, artistes, journalistes...) dont les ambitions sont bridées par le pouvoir, et qui espèrent pouvoir mener une vie professionnelle plus épanouie et plus valorisante à l'étranger. Ainsi la répression du Printemps de Pékin en 1989 a entraîné une vague d'émigration de fonctionnaires et d'intellectuels. Le second cas est celui de personnes peu qualifiées, souvent jeunes, d'origine rurale, faisant partie de la population flottante (*mingong*), donc vulnérables, ayant une situation sociale déplorable en Chine et quasiment pas de possibilité d'évolution dans leur pays. Leur émigration est souvent prise en charge par des filières de recrutement illégales et par des passeurs affiliés à des sociétés secrètes mafieuses. Ils passent ensuite des années à travailler clandestinement dans des ateliers de confection ou des arrière-boutiques de restaurants ou de commerces, dans des conditions inacceptables, totalement sous la coupe de leurs recruteurs qui les exploitent, et ne sont libérés que lorsque la valeur du travail qu'ils ont effectué a permis de compenser les frais de transport et les fortes commissions et autres pots-de-vin imposés par ces filières.

Dans les grandes villes occidentales où s'installent les Chinois de la diaspora (*Huaqiao*), on observe une spécificité de leur stratégie d'installation spatiale. Ainsi à Paris, on distingue deux phases : dans une première phase, les Chinois nouvellement ou récemment arrivés se sont installés, grâce à des réseaux de connaissances, dans les « Chinatown » du centre-ville : quartier des Olympiades dans le 13e arrondissement ; quartier Belleville dans le XXe arrondissement ; quartier Hébert dans le 18e arrondissement. Puis, dans une seconde phase, ceux qui connaissent une réussite socio-professionnelle ont migré vers des périphéries plus

résidentielles ou des villes-satellites de niveau classes moyennes, comme Marne-la-Vallée, Torcy, Lognes dans la périphérie est de la région parisienne.

Dans les « Chinatown » du monde entier, des réseaux d'entraide fonctionnent : aide à la recherche du premier emploi, à la traduction et à l'apprentissage de la langue du pays, structures de regroupement communautaire reproduisant la sociabilité des communautés d'origine, lieux d'intégration progressive à la société du pays d'accueil.

La réussite économique de la diaspora chinoise est fondée sur des structures familiales solidaires et repose sur le système de la parentèle (groupe familial élargi, rassemblant souvent plusieurs dizaines de personnes) et du « pot commun ». Cela consiste en une caisse mutuelle, approvisionnée par les versements périodiques des membres d'une parentèle et des associés issus de la famille lointaine et des amis d'enfance. Cette association est fondée sur la confiance et la réputation, et se fait sous le couvert d'un garant. Chaque membre dépose mensuellement ou périodiquement une somme, gonflant la réserve commune. En échange, chacun pourra, plus tard, bénéficier d'un prêt. Ce système de micro-crédit présente de nombreux avantages par rapport au recours au crédit bancaire classique : sa discrétion, l'absence de frais bancaires, la possibilité d'un financement quasi-immédiat, et en général l'absence d'intérêts.

Même plusieurs générations après leur départ, les *Huaqiao* maintiennent des liens étroits avec leur région et leur communauté d'origine. Ils participent ainsi souvent de manière importante au développement de leur région d'origine, par le biais d'envoi d'argent, de constructions de maisons, de financements.

Des ouvrières chinoises dans les usines d'Europe ?

Le scénario étonne à première vue, mais plus de 1000 ouvrières chinoises travaillent déjà dans des usines de l'Union européenne, plus précisément dans la ville industrielle de Bacau, en Roumanie. Hautement qualifiées dans le prêt-à-porter, elles sont prêtes à vivre dans des conditions sommaires (logées dans des dortoirs) et à travailler pour une faible rémunération : cent euros par mois, soit moitié moins que le salaire d'une ouvrière roumaine. Cela équivaut cependant à huit fois plus que ce qu'elles touchaient en Chine. Ce genre de contrats va-t-il se multiplier ? Il semble que l'arrivée d'ouvrières chinoises en France ne soit pas pour demain.

2. Une influence croissante de la civilisation chinoise dans le monde.

On observe aujourd'hui une influence culturelle grandissante de la civilisation chinoise auprès des Occidentaux. Cette attraction ne se limite plus à l'intérêt pour la cuisine chinoise. Plusieurs signes en témoignent. Le nombre de livres publiés sur la Chine dans les pays occidentaux s'est multiplié ces dernières années. On commence même à voir apparaître des revues et magazines entièrement consacrés à la Chine, comme le magazine *Chine plus* récemment créé en France. Parallèlement, les Instituts Confucius, centre culturels chinois à l'étranger, chargés de promouvoir la culture et la langue chinoise (équivalents chinois du Goethe Institut, de l'Alliance française ou de l'Institut Cervantes) ont vu le jour en 2004, le premier ayant ouvert en 2004 à Séoul (Corée du Sud), et se sont multipliés ces dernières années dans de nombreux pays, tant asiatiques (ainsi un 5^e institut Confucius a ouvert en Thaïlande en 2006) qu'occidentaux : ainsi en France, après l'Institut Confucius de Poitiers, le premier de France, ouvert en 2005, trois autres s'y sont ajoutés, deux à Paris et un à La Rochelle. Un cinquième institut Confucius doit ouvrir ses portes fin 2008 à Strasbourg, puis un sixième est prévu à Rennes. Ce développement est impressionnant. La Chine a prévu d'installer une centaine d'instituts Confucius dans le monde. Le développement de ces instituts va de pair avec une nette augmentation de l'apprentissage du chinois mandarin dans le monde : le chinois est de plus en plus proposé comme langue vivante dans le système éducatif de nombreux pays occidentaux, et il se développe tout un marché d'ouvrages, manuels, CD-Rom, proposant d'apprendre le chinois.

En outre, la Chine s'affirme de plus en plus sur le marché mondial du tourisme. De nombreux tour-opérateurs proposent désormais un grand choix de voyages et de circuits touristiques et culturels en Chine (voir encadré). Le développement du tourisme a été stimulé par le soin apporté par le gouvernement à entretenir et mettre en valeur les sites historiques ainsi que les musées. La préoccupation de l'Etat pour le patrimoine culturel chinois va croissant depuis une dizaine d'années. Ainsi, de 2003 à 2007, la Chine a investi un total de 236 millions de yuans (environ 32 millions de dollars) pour préserver le patrimoine culturel immatériel. Les efforts en ce sens n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, et ont permis des résultats notables. Ainsi, l'opéra Kunqu, proclamé « Patrimoine oral et immatériel de l'Humanité » par l'Unesco en 2001, a reçu une subvention de 50 millions de yuans, ce qui lui a permis d'accroître le nombre de ses représentations et tournées et de se faire mieux connaître. Au total, 518 éléments de la culture chinoise ont été répertoriés comme appartenant au patrimoine culturel immatériel national, comme la « Fête du printemps » (ou « Nouvel an chinois »), l'acupuncture, et le Kung-fu de Shaolin. Le kung-fu chinois, entre boxe et art martial, s'est

répandu en Europe à partir des années 1970 par le biais des films de combat, a connu, de même que plus récemment sa variante plus douce le « *qi gong* », une vogue croissante chez un nombre croissant d'Occidentaux qui y voit, plus qu'un sport, une philosophie et même une médecine.

De plus, le gouvernement chinois a établi une « Journée nationale du Patrimoine culturel » organisée chaque année en juin, afin de sensibiliser le public chinois au patrimoine culturel. L'échéance des Jeux Olympiques de Pékin en août 2008 et de l'Exposition universelle de Shanghai prévue pour 2010 dynamise ce développement des voyages en Chine. Pour ceux qui ne s'envolent pas pour la Chine, des expositions de plus en plus fréquentes permettent d'admirer la richesse de l'art et de la civilisation de Chine : c'est le cas notamment avec l'organisation récente en Europe d'une exposition exceptionnelle des légions de guerriers chinois de l'Empereur Qin, les « Guerriers de Xi'an », 8000 statuettes en terre cuite enterrées avec le premier Empereur de Chine au III^e siècle avant notre ère et découvertes en 1976, exposition circulant notamment au British Museum de Londres en 2007 et à la Pinacothèque de Paris en 2008. Tous ces éléments sont autant d'indicateurs d'un très fort engouement actuel pour la Chine de la part des Occidentaux.

D'où vient cet intérêt croissant, cette fascination même, pour la Chine ? Selon le sinologue François Jullien, cette force actuelle de la Chine dans les représentations occidentales s'expliquerait par le fait que la civilisation chinoise aujourd'hui associe modernité et tradition. Comme l'exprimait déjà Mao avec le précepte « marcher sur ses deux jambes », qui signifiait que les Chinois devaient se servir aussi bien des savoir-faire occidentaux que chinois, une coexistence et une superposition entre deux cultures, deux types de connaissances, d'expériences, de compétences et de savoir-faire est présente en Chine. Il y a, par exemple, deux médecines, la chinoise et l'occidentale ; deux cuisines, la chinoise et l'occidentale, deux philosophies enseignées dans les universités: la chinoise et l'occidentale, etc. Selon François Jullien, actuellement, « nombre de Chinois considèrent que le grand moment européen est désormais derrière eux. [...] la Chine est en train de devenir, inéluctablement, par transformation silencieuse, un des nouveaux leaders du monde », donc de « de renouer avec l'histoire antérieure » de son passé prestigieux, même si cette évolution se fait « sur un mode dilué, diffus, progressif ».

L'essor du cinéma chinois.

L'industrie cinématographique chinoise connaît un essor important. Son revenu annuel a augmenté de 25% ces cinq dernières années, dépassant de loin la croissance du PIB. La *China Film Group Corporation*, l'une des principales sociétés de cinéma chinoises, se réjouit du succès de la stratégie de développement de l'industrie cinématographique chinoise. Les recettes du cinéma chinois ne cessent d'augmenter : ainsi, entre décembre 2007 et février 2008, période qui correspond aux fêtes du Nouvel An chinois, les recettes de billetterie ont dépassé 800 millions de yuans (environ 111 millions de dollars). Les Chinois ont plébiscité les films chinois à grand spectacle destinés à un large public, comme *Assembly*, *Warlords*, *CJ7*, *Kongfu Dunk*. Par comparaison avec ces films chinois, les films étrangers ont beaucoup moins rapporté. Cette bonne santé du cinéma national chinois préfigure-t-elle un essor mondial de la diffusion de films chinois ? Pékin ou Shanghai deviendront-elles bientôt un nouveau Hollywood ? A suivre.

Un pays de plus en plus attractif sur le plan touristique.

Le tourisme, qui s'est beaucoup développé ces dernières années, est une des manifestations les plus spectaculaires de la transformation de la Chine. En 2004, les recettes touristiques de la Chine ont dépassé 600 milliards de yuans (75 milliards de dollars) en 2004, dont 25 milliards de dollars en devises et 50 milliards générés par le tourisme intérieur. Tandis qu'en 1978 le pays recevait seulement 300 000 visites par an, le nombre de visiteurs est passé à 22 millions en 2006, dont la moitié (11 millions) sont des touristes, sans compter les visiteurs venus de Hong Kong, Macao, Taïwan. La Chine attire de plus en plus de voyageurs étrangers, et pourrait détrôner la France comme première destination touristique mondiale en 2020 selon l'Organisation mondiale du tourisme, voire dès 2014 selon des estimations plus récentes.

Ce tourisme a contribué à moderniser et à étendre le parc aérien intérieur, et à créer un parc hôtelier jusque-là inexistant. Il a aussi permis le développement d'agences de tourisme et de tour-opérateurs chinois, qui sont en bonne santé, comme l'opérateur chinois de tourisme en ligne Ctrip.com International, qui a annoncé pour 2007 un bénéfice net de 398 millions de yuans (55 millions de dollars), en hausse de 66% par rapport à l'année précédente. Le gouvernement chinois, pleinement conscient de l'importance économique du « gisement touristique » entend l'exploiter. Afin d'encourager cet essor du tourisme, il soutient la gratuité des 2300 musées du pays, qui ont accueilli en 2007 au total 150 millions de visiteurs. Quant à la nouvelle ligne ferroviaire Qing-Zang, inaugurée par l'Etat en 2006, elle répond également à

des objectifs touristiques : ligne de chemin de fer la plus haute du monde, détrônant en cela le Pérou, cette ligne, qui comporte 53 voitures-lits luxueuses créées spécialement à l'intention de la clientèle touristique, permet d'effectuer le trajet Pékin-Lhassa en 50 heures, en traversant des contrées de haute altitude (plus de 4000 mètres) auparavant très isolées et en permettant d'admirer des paysages grandioses.

Un pays d'avenir pour la formation universitaire et les débouchés professionnels ?

Les cercles universitaires chinois n'ont jamais été autant ouverts sur l'extérieur qu'aujourd'hui. Ils sont d'ailleurs abondamment financés par l'étranger. Ainsi le Centre d'études internationales de la prestigieuse université de Beida, à Pékin, est financé notamment par une firme de Hongkong et par une entreprise italienne. A la célèbre université de Fudan, à Shanghai, se trouve un Centre d'études américaines (CEA), financé en partie par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Les grandes écoles françaises, de même que de nombreuses universités européennes et américaines, multiplient actuellement leur offre de formations en Chine, marché en plein essor mais difficile d'accès. Il s'agit de former des ingénieurs adaptés aux entreprises européennes et américaines installées en Chine. Ainsi, l'Ecole des mines de Paris, en partenariat avec l'INSA de Lyon, a créé, début 2008, à l'Université de Tsinghua, à Pékin, la partie chinoise de deux « mastères spécialisés » en management de l'environnement et de l'énergie. Par ailleurs, le pôle ParisTech, regroupant une dizaine d'écoles d'ingénieurs de la région parisienne, veut ouvrir en septembre 2008 une Ecole franco-chinoise d'ingénieurs à Shanghai, pour les étudiants chinois, mais avec une pédagogie « à la française ». L'Ecole Centrale, elle, a créé, depuis septembre 2005 à Pékin une formation en 6 ans, pour étudiants chinois. L'enjeu est de former des Chinois ou des Français que de grands groupes économiques pourront ensuite embaucher. Certaines entreprises françaises implantées en Chine acceptent même de prendre en charge le coût (très élevé : 28 000 euros environ) de la formation d'un élève, qu'elles prendront en stage à l'issue du cursus. En effet, en Chine, ces grandes entreprises vont avoir un besoin de recrutement massif dans les années qui viennent. Les universités chinoises donnent à leurs étudiants un très bon niveau technologique, mais il leur manque la prise de décision, la créativité, qu'ils reçoivent en passant par le système français. Les Chinois sont séduits par les formations occidentales en Chine, car ils espèrent que cela les aidera à obtenir des fonctions de direction.

La Chine est actuellement en passe de devenir le pays le plus demandé par les jeunes candidats français au volontariat international à l'étranger (VIE).

La Chine et le sport de haut niveau.

Depuis l'ère maoïste déjà, la Chine étonne et fascine pour la brillante réussite de ses sportifs dans certains sports de haut niveau. Depuis son entrée tardive aux Jeux Olympiques, en 1980, la RPC a effectué une ascension impressionnante et s'est très vite imposée comme une des premières puissances sportives mondiale. Déjà dans les années 1980, les petites gymnastes chinoises ont époustouflé le monde entier par leur souplesse et leur agilité incroyables. En 2004 aux Jeux Olympiques d'Athènes, la Chine est ainsi arrivée en deuxième place juste derrière les Etats-Unis au classement des médailles, toutes disciplines confondues. A la veille des Jeux Olympiques de Pékin, nombreux sont ceux qui estiment que la Chine est en passe de devenir la puissance sportive n°1 du monde.

Comment s'explique le phénoménal succès chinois dans le sport de compétition ? Il repose sur l'efficacité du réseau d'écoles de sport implantées dans le pays par le régime communiste dès les années 1950. Elles sont aujourd'hui 3 000 et préparent environ 400.000 jeunes sportifs à devenir des professionnels. Cependant, le bilan positif de ces écoles de sport est entaché par des polémiques sur leurs méthodes d'entraînement. Les jeunes sportifs, recrutés très tôt, parfois dès l'âge de trois ans, sélectionnés sur les critères de leurs aptitudes physiques mais aussi à présent de tests médicaux, sont soumis à un entraînement d'une intensité et d'une rigidité impitoyables. Isolés de leur famille, travaillant huit heures par jour, six jours par semaine, ils subissent une pression très forte de la part d'entraîneurs aux méthodes très dures, qui n'hésitent pas à les battre, et s'exposent aux risques de blessures et de graves accidents. En 2005, le champion olympique d'aviron, le Britannique Matthew Pinsent, en visite dans une école de sports à Pékin, en a rapporté un témoignage alarmant sur les mauvais traitements subis par les enfants de ces centres. Les jeunes espoirs du sport chinois sont-ils sacrifiés pour la gloire de leur pays ?

Dans certains sports, la prééminence des Chinois est tellement écrasante que cela a soulevé des problèmes, interrogations et controverses dans la perspective des grandes rencontres internationales. C'est le cas notamment pour le tennis de table ou ping-pong. Contrairement à ce que laisse suggérer sa consonance, le mot « ping-pong » n'est pas chinois. C'est à l'origine le nom de la marque sous laquelle ce jeu a été produit et commercialisé aux Etats-Unis à partir du début du XXe siècle, après avoir été inventé à la fin XIXe siècle par les Britanniques,

grands inventeurs de sports. Depuis longtemps, les Chinois dominent cette discipline. A quelques mois de l'ouverture des jeux Olympiques de Pékin, et au lendemain des championnats du monde par équipes de tennis de table, qui se sont déroulés à Guangzhou (Canton) en Chine en février-mars 2008, et où la Chine a décroché sans surprise un nouveau titre mondial, les responsables de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) envisage de limiter le nombre de joueurs de ping-pong de haut niveau jouant dans des équipes nationales de pays autres que la Chine, et d'origine chinoise. Actuellement, une grande partie des meilleurs joueurs de ping-pong de pays occidentaux sont d'origine chinoise, et beaucoup sont même nés en Chine. La proposition de l'ITTF stipule que les joueurs de plus de vingt et un ans ne pourraient pas évoluer sous les couleurs de leur nouveau pays lors des championnats du monde de Yokohama au Japon en 2009 et de la prochaine Coupe du monde (les jeux Olympiques de Pékin, trop proches, n'étant pas concernés). Cette proposition apparaît toutefois préoccupante par la discrimination qu'elle prévoit d'exercer sur certains sportifs au seul motif de leur origine chinoise. L'ITTF flirterait-elle avec le racisme anti-chinois ?

3. Mafia, dictature, répression... La face sombre de l'image de la Chine.

Les « Triades » chinoises, une mafia redoutée.

La « Triade » était à l'origine une société secrète née en opposition à la dynastie mandchoue des Qing à la fin du XVIIe siècle. Ses fondateurs auraient été des moines du monastère de Shaolin, où le kung-fu a été inventé et où cet art martial a commencé à être enseigné. Cette société secrète, caractérisée par un fort patriotisme, a œuvré à restaurer l'ancienne dynastie Ming, en soutenant de nombreuses révoltes contre la dynastie mandchoue et en utilisant un langage codé, des signes de reconnaissance et en pratiquant un type de combat aux règles secrètes. Au XIXe siècle, elle a évolué en plusieurs sociétés secrètes qui assuraient des rôles et fonctions variés : à la fois syndicats, sociétés d'assurance et groupes d'entraide mutuelle, organisations politiques, ou encore associations économiques.

Au fil du temps, l'importance des Triades, loin de s'atténuer, se renforce, tout en restant occulte. Le premier président de la République de Chine, Sun Yat-sen, élu en décembre 1911, appartenait lui-même à la « Triade des Trois-Harmonies », qui aurait d'ailleurs joué un rôle dans la chute de la dynastie Qing et dans la proclamation de la République. Plus tard, le chef

nationaliste Tchang Kai-chek, ennemi de Mao Zedong, utilise le soutien d'une autre société secrète, la « Bande Verte », dans le but d'éliminer les communistes.

Cependant, à partir du milieu du XIXe siècle, beaucoup de ces sociétés glissent en fait vers la délinquance et la violence criminelle, perdant tout lien avec l'idéal des origines. Des Triades initiales, elles ne gardent que le nom.

En octobre 1949, à la suite de l'instauration de la République populaire de Chine, le nouveau régime communiste déclare les Triades hors-la-loi. Elles fuient alors le pays et s'installent à Hong-Kong, Macao ou Taïwan, et s'orientent de plus en plus vers le crime organisé : jeu, trafics de drogue, trafics humains.

Aujourd'hui, depuis des décennies, les Triades sont au cœur de l'activité de trafic de drogue en provenance du « Triangle d'or », région, à cheval sur le Laos, la Thaïlande et la Birmanie, qui produit chaque année la moitié du volume mondial d'opium et de ses dérivés, comme l'héroïne.

En 1997, le rattachement de Hong Kong à la RPC a provoqué l'inquiétude des dirigeants des Triades locales, craignant de perdre leur liberté d'action. Cependant, le gouvernement chinois a depuis cette date montré beaucoup d'indulgence à leur égard, à la limite de la complicité, tranchant ainsi avec la sévérité qu'il avait pour les Triades sous le communisme (1949-1978). En effet les Triades sont utiles au gouvernement chinois, dont l'objectif principal est le développement économique du pays : en effet elles réinvestissent une large part de leur argent sale sous forme d'investissements en Chine. Ainsi en 1995, Tao Siju, alors Ministre de la sécurité publique chinois, a fait des déclarations propres à rassurer les Triades : « les membres des Triades ne sont pas tous des gangsters. S'ils assurent la prospérité de Hong Kong, nous devons les respecter ».

Ces organisations occultes s'organisent en plusieurs secteurs, dirigés chacun par un puissant dirigeant, dont l'identité est rarement connue et qui est désigné par un ancien nom : l'« Éventail de papier blanc » s'occupe des finances ; le « Bâton rouge », spécialiste en arts martiaux, est responsable du respect de la loi interne ; la « Sandale de paille » s'occupe des affaires extérieures ; le « Maître des encens » se charge de recruter les membres.

Les Triades suscitent à la fois fascination et crainte, en raison de leur implication dans le crime organisé mais aussi de leur fonctionnement secret et fondé sur des traditions ancestrales. Ainsi, l'admission d'un nouveau membre, surnommé « soldat », se fait lors d'une cérémonie particulière, et assez spectaculaire aux yeux du profane, au cours de laquelle on décapite un coq et on mélange son sang à un breuvage alcoolisé. Le nouveau membre jure

fidélité à la société, puis s'entaille un doigt et verse quelques gouttes de son sang dans la mixture préparée. Tous les membres participants à la cérémonie trempent alors chacun à leur tour leurs lèvres dans le mélange afin de sceller sa promesse.

Actuellement, on compte six grandes Triades chinoises en activité :

- « Sun Yee On », la plus importante avec 50 000 membres répartis aux États-Unis, en Australie, à Macao, en Thaïlande, au Viêt Nam, au Canada et en République dominicaine ;
- la « Fédération Wo », née en 1908, avec 28 000 membres répartis au Canada, en Chine populaire et aux États-Unis ;
- « 14 K », née en 1947, regroupant 10 000 membres répartis sur différents continents ;
- la « Bande des Quatre Mers », comptant 2000 à 5000 membres, implantée à Taïwan ;
- le « Bambou uni », né en 1956, rassemblant 10 000 à 20 000 membres répartis au Canada, au Japon et aux États-Unis ;
- le « Grand Cercle », basée en RPC.

Manquements de la Chine à la démocratie et aux droits de l'homme : contestations croissantes de l'opinion mondiale.

Malgré la signature, le 5 octobre 1998, par Pékin, de la Convention internationale des droits civiques et politiques, la situation des droits de l'homme en Chine reste très insatisfaisante et est toujours régulièrement dénoncée par les organisations internationales et par des ONG : absence de liberté d'expression et de liberté d'opposition politique, censure des médias, jugements arbitraires... Toute manifestation pro-démocratique continue d'être interdite par les autorités. Ainsi, Pékin a empêché la commémoration publique du dixième anniversaire de la répression de Tian'anmen, en juin 1999.

L'opinion publique internationale exerce depuis quelques années une pression croissante, dénonçant les atteintes aux droits de l'homme commises par le gouvernement de Pékin. pour contester les problèmes de démocratie et de droits de l'homme en Chine. Cette contestation a enflé au fil des mois, en vue des JO de Pékin prévus en août 2008.

Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents chinois en Occident.

Cette contestation contre la Chine qui s'est développée en Occident a été stimulée par les dissidents exilés en Occident, comme Wang Dans, ou Wei Jingsheng. Ce dernier est probablement le plus connu des dissidents chinois. Né en 1950, ancien garde rouge, fils de hauts cadres communistes, il représente le symbole du mouvement de revendications

démocratiques en Chine. Ayant osé, dans un *dazibao* (affiche artisanale) de 1979, opposer aux « Quatre Modernisations » promues par Deng Xiaoping la « cinquième modernisation » nécessaire, à savoir la démocratie, il l'a payé de dix-huit années de prison, ayant toujours obstinément refusé de « reconnaître ses fautes » ainsi que le gouvernement le lui ordonnait. Lauréat en 1996 du prix Sakharov pour la Liberté de Pensée, libéré en 1997 pour raisons médicales, il vit depuis en exil aux Etats-Unis, d'où il continue à dénoncer les injustices et inégalités croissantes et le manque de liberté de conscience et d'expression en Chine. Un an après sa libération, le dissident Wang Dans a été libéré à son tour et expulsé comme lui vers les États-Unis.

Darfour, Tibet : vers un boycott des Jeux Olympiques de Pékin ?

Au fil des mois à l'approche des Jeux Olympiques de Pékin (août 2008), la pression monte contre la Chine de la part de plusieurs groupes et personnalités qui reprochent à la Chine sa responsabilité, par le biais de ventes d'armes au Soudan, dans la guerre civile au Darfour, qui aurait fait environ 200 000 morts et plus de 2 millions de réfugiés depuis février 2003. Ainsi, en février 2008, le collectif Urgence Darfour a demandé au gouvernement chinois de cesser son soutien au Soudan, et notamment de cesser de lui vendre des armes. L'acteur et réalisateur Steven Spielberg qui avait été engagé comme metteur en scène de la cérémonie d'ouverture, a brusquement cessé sa collaboration artistique avec la Chine pour les Jeux Olympiques, en signe de protestation contre l'attitude de la Chine dans le conflit du Darfour, et a appelé l'opinion publique internationale à boycotter les Jeux. Il aurait pris cette décision après avoir reçu une lettre de l'actrice américaine Mia Farrow le mettant en garde contre le fait qu'il risquerait de devenir le « Leni Riefenstahl » des JO chinois, en référence à la cinéaste officielle des Jeux Olympiques de Berlin organisés par le régime nazi en 1936. Les sportifs ne sont pas en reste. Depuis janvier 2008, une cinquantaine d'athlètes ont rejoint *Team Darfour*, regroupement d'athlètes de plus de quarante pays qui dénoncent le soutien de la Chine au Soudan. Ils ne prônent pas le boycottage des Jeux, mais veulent faire de ceux-ci la vitrine de leur combat. En outre, neuf Prix Nobel ont récemment envoyé une lettre au président Hu Jintao pour lui demander d'intervenir au Darfour, et l'association américaine « Un rêve pour le Darfour » a programmé toute une série de protestations sur le parcours de la flamme olympique, d'Athènes à Pékin en passant par Lhassa.

Capitale du Tibet, cette ville est emblématique d'un autre problème, celui du Tibet. Les sympathisants de la cause tibétaine, assez nombreux en Occident depuis de nombreuses

années, en lien avec la vogue du bouddhisme et avec le prestige international du Dalaï-lama, ont vu d'un mauvais œil la désignation de Pékin pour accueillir les Jeux Olympiques de 2008. C'est ainsi par exemple que le Prince de Galles, Charles, a décliné l'invitation de Pékin aux Jeux Olympiques en raison de son amitié pour le dalaï-lama. L'attitude intransigeante et la récente répression musclée de la Chine au Tibet ont provoqué à partir du début 2008 un vaste mouvement d'indignation de l'opinion en Occident. Le mouvement a été relayé par des célébrités, comme l'acteur américain Richard Gere, bouddhiste et militant de la cause tibétaine, qui a appelé à un boycott de ces Jeux Olympiques, ou la chanteuse islandaise Björk qui, lors de son dernier concert à Shanghai, a dédié explicitement au Tibet sa chanson « *Declare Independence* ». En réaction, l'ambassadeur de Chine en Islande a déposé une plainte contre la chanteuse, et le Ministre de la culture chinois entend resserrer le contrôle sur les d'artistes étrangers en Chine. Les militants du Tibet indépendant appellent au boycottage des Jeux de Pékin, et prévoient des manifestations et des campagnes pour faire pression sur la communauté internationale au sujet du Tibet. Matt Whitticase, porte-parole du mouvement « Campagne pour un Tibet libre », dénonce les Jeux de Pékin, qu'il appelle « les Jeux de la honte ». Le Comité international olympique (CIO), dirigé par le Belge Jacques Rogge, s'efforce de rester en dehors de cette polémique, et affirme que les Jeux Olympiques de Pékin vont permettre aux droits de l'homme d'être mieux respectés en Chine. Les plus inquiets sont les sponsors officiels des JO, qui ont investi près de 4 milliards d'euros en publicité.

Au fil du mois de mars 2008, à moins de cinq mois de la cérémonie d'ouverture des JO, la pression monte sur les responsables européens pour qu'ils durcissent le ton face à la répression chinoise face à des émeutes qui se sont déclenchées dans le centre historique de Lhassa. Ces violences auraient fait dix morts selon les autorités chinoises, 80 selon le gouvernement tibétain en exil. Il s'agit des troubles les plus sanglants au Tibet depuis ceux de 1989.

Fin mars 2008, les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent pour envisager un boycott de cette cérémonie d'ouverture pour protester contre la répression au Tibet. Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, et le Président de la République tchèque, Vaclav Klaus, ont déjà indiqué qu'ils ne se rendraient pas à cette cérémonie.

Quant à la Chine, elle réaffirme, par la voix due porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, qu'elle n'acceptera « aucune ingérence étrangère » au Tibet, et que cette région fait historiquement partie de la Chine.

Le Dalaï-lama défend une position modérée, une « voie médiane », réclamant seulement l'autonomie du Tibet, et non pas son indépendance, et luttant par la non-violence. Il ne

réclame pas non plus le boycott des Jeux Olympiques de Pékin. Depuis plusieurs mois, il est débordé par la base des militants radicaux, qui veulent aller beaucoup plus loin, et qui revendiquent l'indépendance du Tibet. En mars 2008, il affirme se sentir « impuissant » à apaiser ces militants tibétains prêts à utiliser la violence pour voir leurs revendications satisfaites.

Fin mars 2008, devant la répression violente qui s'est abattue sur le Tibet, le Dalaï-lama a dénoncé « le régime de la terreur » exercé par la Chine au Tibet, et a condamné « la répression [qui] augmente jusqu'à atteindre d'énormes et inimaginables violations des droits de l'Homme, jusqu'à la négation de la liberté religieuse et jusqu'à la politisation des questions religieuses ». Mais les questions religieuses ne sont-elles pas des questions politiques ? En France la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, votée en 1905, est une mesure politique, et a provoqué en son temps de vives tensions politiques.

Pour ou contre la cause tibétaine ?

Un mouvement d'indignation se développe contre l'oppression des Tibétains par les Chinois. En effet, depuis l'annexion du Tibet par la Chine en 1951, Pékin a imposé aux Tibétains la langue chinoise, la culture chinoise, leur a interdit de pratiquer leur culte religieux et leurs traditions culturelles. Ce mouvement, qui en appelle au respect des droits de l'homme et au principe de l'autodétermination et de la souveraineté des peuples, fait valoir que les Tibétains ne veulent pas appartenir à la Chine et ont le droit à l'indépendance. Les militants du Tibet dénoncent un « génocide culturel » en cours depuis des décennies au Tibet. Le dalaï lama lui-même, fin mars 2008, a à nouveau accusé la Chine de perpétrer un « génocide culturel » contre la culture tibétaine, déplorant que les Tibétains soient traités « comme des citoyens de seconde classe ».

Cependant, d'un autre côté, il convient de rappeler que le Tibet a été intégrée à la Chine depuis le XIIIe siècle sous la dynastie mongole des Yuan (1277-1367), et que cette appartenance à la Chine, qui s'est poursuivie mais de manière plus lâche sous la dynastie chinoise des Ming (1368-1644), s'est ensuite renforcée et pérennisée sous la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911). A partir de 1720 en particulier, des administrateurs chinois ont été installés durablement au Tibet. Ce qui signifie que le Tibet fait partie de la Chine depuis beaucoup plus longtemps que la Corse de la France.

En outre, le régime de la RPC, en reprenant le Tibet au début des années 1950, y a aboli le servage, et y a instauré l'égalité hommes/femmes ainsi que des mesures égalitaires comme le

partage des terres et le droit à une éducation gratuite et laïque pour tous les enfants, garçons et filles, alors que l'éducation, était jusque-là religieuse, sous la coupe des moines bouddhistes, et était réservée aux garçons de familles aisés. Il faut aussi rappeler que le Dalaï-lama, financé par la CIA depuis 1959, s'affirme opposé à l'avortement, à l'homosexualité, et est loin de défendre les droits des femmes.

La Chine, responsable d'un « génocide » des Tibétains ?

Dans un rapport de 1959, la Commission internationale des juristes a qualifié les massacres perpétrés au Tibet par les autorités chinoises de génocide. Le bilan de l'invasion chinoise est estimé à 1,2 million de morts entre 1959 et 1970 par le Gouvernement tibétain en exil. En janvier 2006, la Cour suprême d'Espagne a annoncé qu'elle allait entamer une enquête concernant l'implication de sept anciens dirigeants chinois, notamment l'ancien Président Jiang Zemin et l'ancien Premier ministre Li Peng, dans un « génocide » au Tibet.

Pourtant, des recherches récentes apportent un éclairage différent. Patrick French, ancien directeur du mouvement « *Free Tibet Campaign* » (Campagne pour l'indépendance du Tibet) en Angleterre, a été le premier à pouvoir consulter les archives du gouvernement du Dalaï-Lama en exil. En examinant ces documents, il a abouti à la conclusion que les preuves ont été falsifiées, que les chiffres des massacres menés par les Chinois contre les Tibétains ont été grossis, certains massacres ayant été comptés plusieurs fois, grâce à des ajouts manuscrits apportés a posteriori dans les documents originaux. De plus, selon French, le chiffre de 1,2 million de morts, affirmé par le Gouvernement tibétain en exil, et qui ne concerne que des hommes (les femmes étant rarement prises en compte dans la civilisation traditionnelle tibétaine), n'est de toute façon pas possible, puisqu'il n'y avait à l'époque que 1,5 million de Tibétains mâles. Si l'on admet le chiffre de 1,2 millions d'hommes tibétains tués, il ne serait plus resté que 300 000 hommes tibétains, ce qui n'aurait pas permis à la population tibétaine d'atteindre aujourd'hui le chiffre de presque 6 millions d'habitants, chiffre sur lequel s'accordent pourtant aujourd'hui à la fois la RPC, le Dalaï lama, l'OMS et la Banque mondiale. Patrick French a aussitôt donné sa démission en tant que directeur de la campagne pour l'indépendance du Tibet. Aujourd'hui encore pourtant, le Dalaï-Lama continue d'affirmer que 1,2 million de Tibétains ont été massacrés par les Chinois.

Conclusion.

La civilisation chinoise est fascinante car multiforme. A la fois traditionnelle (développée il y a quatre millénaires) et ultra-moderne (ses infrastructures et son architecture récente battent plusieurs records du monde), une et multiple (une seule Chine, mais une diaspora chinoise dans pratiquement tous les pays du monde), brillante par de multiples facettes, de la cuisine à la philosophie en passant par le sport, elle suscite un fort engouement dans l'opinion internationale. Cependant, son aspect brillant ne doit pas faire oublier sa face sombre : mafia, corruption, dictature, répressions violentes, droits de l'homme bafoués, droits des peuples niés... la liste est longue. A quand la « cinquième modernisation » réclamée par Wei Jingsheng, à savoir la démocratie?

Bibliographie

- Jean-Louis Domenach, *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*, Paris
- Jean-François Dufour, *Géopolitique de la Chine*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- Pierre Gentelle, *Chine, un continent et au-delà?*, Paris, La Documentation française, 2001.
- Marie Holzman et Chen Yan (dir.), *La Chine en jeu(x). Penser avec la Chine*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, collection « Monde en cours », 2004.
- Michel Aglietta, Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- Michel Aglietta, Yves Landry, *La Chine vers la superpuissance*, Paris, Economica, 2007.
- Manière de voir; Jusqu'où ira la Chine?* n°85, février-mars 2006.
- Philippe Cohen et Luc Richard, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et une nuits, Paris, 2005.
- Collectif, *Le miracle chinois vu de l'intérieur*, Alternatives Sud-Centre tricontinental, Syllepse, Paris, 2005.
- Suzanne Bernard, *Qiu Jin féministe, poète et révolutionnaire*, Le Temps des cerises, Paris, 2006.
- Eric Israëlewicz, *Quand la Chine change le monde*, Grasset, Paris, 2005.
- China Statistical Yearbook 2007*, China Statistics Press, Bureau national des statistiques chinois, Pékin, 2007.
- Jean-François Huchet et Xavier Richet (dir.), *Gouvernance, coopération et stratégie des firmes chinoises*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- François Godement (dir.), *Asie. Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Vietnam...*, La Documentation française/Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 2005.
- Isabelle Attane, *Une Chine sans femmes ?*, Perrin, Paris, 2005.
- Marie Holzman et Bernard Debord, *Wei Jinsheng, un Chinois inflexible*, Bleu de Chine, Paris, 2005.
- Jean-Luc Domenach, *Où va la Chine ?*, Fayard, Paris, 2002.
- Guilhem Fabre, *Chine : crise et mutation*, L'Harmattan, Paris, 2002.
- Yves Chevrier, *La Chine moderne*, PUF, « Que Sais-je ? », Paris, 2001 (rééd.).
- Collectif, *Où va la Chine ?*, Le Félin, Paris, 2000.

Jean-Jacques Gandini, *Chine fin de siècle*, 2 volumes, Atelier de création libertaire, Lyon, 1994 et 2000.

Jacques Gernet, *Le Monde chinois*, Armand Colin, Paris, 1999 (4e édition).

Jean-Luc Domenach et Philippe Richer, *La Chine, de 1949 à nos jours*, Points Seuil (2 volumes), Paris, 1995 (rééd.).

Patrick French, *Tibet, Tibet*, Paris, Albin Michel, 2005.

Mikel Dunham, *Buddha's Warriors – The story of the CIA-backed Tibetan Freedom Fighters*, Penguin, 2004.

Kenneth Conboy, *The CIA's Secret War in Tibet*, University Press of Kansas, 2002.

John Kenneth Knaus, *Orphans of The Cold War. America and the Tibetan Struggle for Survival*, New York, Public Affairs, 2000.

Table des matières

1) Un territoire immense et une civilisation millénaire.

1. Géographie et peuplement.

Un des plus vastes pays du monde.

Près de 20% de l'humanité.

Une mosaïque de peuples.

2. Une société prestigieuse au développement ancien.

La Chine dans le monde au fil de l'histoire : grandeur et décadence.

Chine/Afrique : des relations anciennes mais changeantes.

RPC et URSS : des relations complexes et conflictuelles.

La RPC, championne du Tiers Monde.

3. Vingt-cinq ans de communisme maoïste.

D'importantes migrations internes pendant la période communiste (1949-1980).

4. Les réformes depuis 1978.

Des bouleversements sociaux accélérés depuis trente ans.

Depuis 1978 : une métamorphose géographique impressionnante.

Des évolutions accélérées dans l'aménagement du territoire.

2) Une croissance économique fulgurante.

1. Les étapes d'une transformation économique impressionnante.

Des mesures prises par le pouvoir.

Des résultats éloquentes.

2. La situation de l'économie chinoise aujourd'hui.

3. Les grands défis économiques à relever pour l'avenir.

Conclusion. La Chine, superpuissance économique de demain ?

3) La société chinoise actuelle, de restructurations en métamorphoses.

1. Chine riche vs. Chine pauvre.

La Chine moderne et fortunée.

La Chine des exclus et des laissés-pour-compte :

La population flottante des *mingong*.

2. Quelle politique sociale pour le gouvernement chinois aujourd'hui ?

Une orientation politique ambiguë.

Des efforts pour désenclaver la Chine intérieure et aplanir le fossé villes/campagnes.

Recompositions récentes de la répartition de la main d'œuvre.

3. Un phénomène de fond : le démantèlement du service public.

Un chômage croissant.

Des protestations sociales croissantes, de la part des urbains, des ruraux et des *mingong*.

4. La situation alarmante des femmes chinoises.

Des discriminations croissantes.

Un grave déséquilibre démographique hommes/femmes.

La situation sanitaire préoccupante des femmes.

4) Les ambitions internationales de la Chine, concurrente de l'Occident.

1. L'impressionnante ascension de la Chine sur la scène internationale.

Une stratégie pragmatique, qui se veut rassurante.

Un développement militaire croissant.

La Chine, puissance nucléaire, et la question de l'arme nucléaire iranienne et coréenne.

La Chine et la conquête spatiale.

La Chine et la situation alimentaire mondiale.

2. Une puissance qui s'impose de plus en plus dans les enjeux régionaux.

Chine/Etats Unis : les relations du plus grand pays du monde avec la première puissance économique mondiale.

La Chine et l'Union européenne, partenaires commerciaux.

Les bonnes relations de la Chine avec les pays émergents.

Les rivalités commerciales entre la Chine et l'Occident.

5) La Chine et l'Asie.

1. Evolution générale : apaisement d'un côté, regain de tensions de l'autre.

Conflits frontaliers : vers un apaisement des tensions ?

Un regain des revendications indépendantistes dans les marges du territoire chinois.

2. La question du Tibet.

La situation du Tibet jusqu'en 1951.

Le Tibet de 1951 à 1959.

Le soutien de la CIA aux mouvements séparatistes tibétains dans les années 1950.

Les relations Chine/Tibet de 1960 à 1989.

Les relations Chine/Tibet depuis les années 1990.

3. La Chine ou les Chines ? Le statut particulier de Hong-Kong, Macao et Taïwan.

Hong-Kong.

Taïwan.

Macao.

4. L'intégration croissante de la Chine dans des structures régionales.

L'ASEAN.

La Banque asiatique de développement (BAD) : catalyseur des investissements chinois en Asie.

L'Organisation de Coopération de Shanghai, nouvelle force géopolitique internationale ?

5. La Chine et ses voisins : rivalité ou coopération ?

Chine/Japon : une âpre compétition pour devenir le leader économique de l'Asie.

Des échanges économiques croissants.

Des relations politiques de plus en plus tendues.

Une antipathie réciproque entre peuple chinois et peuple japonais.

Chine/Inde.

Chine/Indonésie.

Chine/Corée du Nord.

Chine/Birmanie.

Conclusion. Les succès de la nouvelle diplomatie chinoise.

6) La pénétration croissante de la Chine en Afrique.

1. Les ambitions croissantes de la Chine en Afrique.

La politique chinoise en Afrique jusqu'aux années 1980.

Une expansion accrue en Afrique depuis vingt ans.

La stratégie économique habile de la Chine en Afrique.

D'importantes infrastructures réalisées par la Chine en Afrique.

L'intégration à des structures géopolitiques et la mise en place d'une diplomatie.

2. Les « mauvaises fréquentations » de la Chine en Afrique.

La question du Darfour.

L'Afrique, terrain de la rivalité chinoise avec les Etats-Unis et Taïwan.

La politique africaine de la Chine : un marché de dupes pour l'Afrique ?

7) Energie, ressources naturelles et environnement : des enjeux cruciaux.

1. S'approvisionner en énergie et en matières premières : un enjeu vital.

Le charbon : le retour en grâce d'une source d'énergie ancienne et « démodée ».

De grands travaux pour l'approvisionnement en gaz naturel.

Le pétrole, un hydrocarbure très convoité.

L'hydroélectricité, une potentialité immense mais fragile.

La Chine à la pointe dans le nucléaire.

Minéraux et métaux.

2. Le problème de la préservation de l'environnement : la difficile transition de la Chine vers le « développement durable ».

Une dégradation de l'environnement préoccupante.

Des problèmes sanitaires et médicaux à l'échelle mondiale.

8) La civilisation chinoise dans le monde actuel.

1. La diaspora chinoise dans le monde.

Des ouvrières chinoises dans les usines d'Europe ?

2. Une influence croissante de la civilisation chinoise dans le monde.

Un pays d'avenir pour la formation universitaire et les débouchés professionnels ?

La Chine et le sport de haut niveau.

3. Mafia, dictature, répression... La face sombre de l'image de la Chine.

Les « Triades » chinoises, une mafia redoutée.

Manquements de la Chine à la démocratie et aux droits de l'homme : contestations croissantes de l'opinion mondiale.

Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents chinois en Occident.

Darfour, Tibet... : vers un boycott des Jeux Olympiques de Pékin ?

Pour ou contre la cause tibétaine ?

Bibliographie.

Table des encadrés

Chapitre 1 :

- **La Chine sous Mao.**
- **La RPC dans les relations internationales pendant l'ère maoïste.**
- **L'évolution de la Chine depuis 1978.**
- **Tiananmen 1989.**

Chapitre 3 :

- **2008 : des *mingong* députés.**

Chapitre 4 :

- **La Chine dans les relations internationales.**

Chapitre 5 :

- **Qui est le Dalai-lama ?**

Chapitre 8 :

- **L'essor du cinéma chinois.**
- **Un pays de plus en plus attractif sur le plan touristique.**
- **La Chine, responsable d'un « génocide » des Tibétains ?**